

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
QUESTION MONÉTAIRE
ET
L'INTÉRÊT PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 18 Juin 1914, à 3 heures

PAR

ALEXANDRE BURADA

DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Président : M. PILLET, professeur

Suffragants { *MM. DESCHAMPS, professeur*
JÈZE, professeur

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE MON LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549909_0057

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

A MES CHERS PARENTS

ANGHEL ET MARIA BURADA

En signe de profond respect.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA MONNAIE ET SES ORIGINES

On peut parfaitement concevoir un état social dans lequel chaque famille subvenait elle-même à ses propres besoins. Le père et la mère n'avaient qu'à puiser dans les immenses ressources non disputées de la nature pour trouver leur nourriture, confectionner leur vêtement, bâtir leur modeste abri. Les choses n'avaient alors qu'un seul attribut, une seule qualité, l'*utilité*, qui consiste, comme on sait, dans le pouvoir de satisfaire nos besoins, ou, si l'on préfère, *dans le rapport entre les choses et nos besoins*.

On comprend qu'un tel état social n'a guère duré. Les hommes se sont multipliés, et, partant, se sont rapprochés ; la nature n'a plus offert à la multitude rassemblée, dans un espace restreint, ce qu'auparavant elle pouvait donner libéralement à quelques-uns. La division du travail, résultant de la diversité des aptitudes des hommes, s'imposa à la société, à mesure que celle-ci s'étendit et se perfectionna. — Le corollaire obligé de la division du travail, fut

l'échange des produits. Cet échange se fit primitivement en nature, produits contre produits, service contre service. Dès lors, les produits acquièrent une nouvelle qualité, la *valeur*, propriété que les choses ont de pouvoir s'échanger avec d'autres, ou encore, *rapport des choses entre elles*.

Mais cet échange en nature, produits contre produits — qu'on appelle *troc*, avait bien des inconvénients. « Je suis producteur de blé, j'ai besoin de viande ; je livre, à mon voisin l'éleveur, un certain nombre d'hectolitres de mon grain contre un bœuf. Mais je ne sais pas exactement quel est le rapport du blé au gros bétail en général et au bœuf qu'on me propose en particulier. Dans cet embarras, le marché se conclut péniblement. L'éleveur qui a troqué sa bête contre mon blé, a déjà peut-être plus de blé qu'il ne lui en faut ; mais il aura besoin de vêtements, il sera donc dans la nécessité de chercher une troisième personne qui ait des vêtements à céder et à qui il convienne d'avoir du grain ; après qu'il l'aura découvert, il aura à faire avec elle un troc entre deux objets dont le rapport accoutumé n'est pas suffisamment déterminé pour lui (1). »

Sans doute, lors des premiers jours de la société, en présence de peu de produits, on conçoit que l'échange des travaux humains ait pu se produire sans trop de heurts ; mais au fur et à mesure de la multiplication de l'espèce

(1) Michel Chevalier, *Cours d'Economie politique*, t. III, p. 2, édit. Méline, 1854.

humaine, les produits devenant plus nombreux et plus variés, il semble bien que les échanges n'aient pu se faire sans le secours d'une espèce de *mesure commune* de valeur, à laquelle on rapportât toutes choses.

Il est donc incontestable, que dès le premier âge du monde, il y a eu parmi les divers groupes d'hommes, une denrée quelconque, fonctionnant comme mesure commune, à laquelle on a comparé toutes les autres créations, dans le but de pouvoir fixer la valeur relative de chacune d'elles.

« On dit qu'en Abyssinie, le sel est l'instrument ordinaire du commerce et des échanges ; dans quelques contrées de la côte de l'Inde, c'est une espèce de coquillage ; à Terre-Neuve, c'est de la morue sèche ; en Virginie, du tabac ; dans quelques-unes de nos colonies des Indes occidentales, on emploie le sucre à cet usage, et dans quelques autres pays, des peaux ou du cuir préparé (1). »

« A l'époque des premières expéditions des Espagnols, les Mexicains employaient, dans les règlements de leurs comptes, les fèves de cacao (2). »

Les premiers hommes étaient presque tous pâtres, il est naturel de croire, qu'ils aient comparé la valeur des choses à celle des unités de leurs troupeaux. Dans ces temps-là, un objet valait tant de chèvres, tant de moutons, tant de bœufs. L'armure de Diomède, dit Homère, ne coûtait que neuf bœufs, mais celle de Glaucus en valait cent.

Mais le bétail, le blé, le sel, le sucre, la morue, le cacao,

(1) Adam Smith, *Richesse des Nations*, livre II, ch. iv, p. 47.

(2) J.-B. Say, *Traité d'Economie politique*, t. I, p. 303.

et la plupart des matières dont on a pu se servir, étaient d'un transport très difficile. Sujettes à une prompte altération, elles exigeaient des soins continuels et devaient nécessairement être consommées dans un temps donné. Elles ont pu, quoique très imparfaitement, remplir le but tant que l'industrie était pour ainsi dire à l'état de germe, mais on en a senti toute l'insuffisance à mesure de la multiplication et de la diversité des produits. Aussi, afin d'éviter des déplacements continuels et onéreux, il paraît que les nations les plus avancées parmi les anciens peuples, se sont servies de morceaux de bois et de cuir qui portaient l'image d'un bœuf ou d'une brebis, et, très probablement, une marque distinctive à laquelle on pût connaître l'origine des pièces.

L'histoire dit que sous le règne de Numa Pompilius, il circulait déjà à Rome des pièces de cuir et de bois à l'image d'un bœuf ou d'une brebis, et plusieurs auteurs prétendent que c'est du nom de ce roi que dérive le mot latin *numus*, numéraire.

Il semble que l'on ait étendu à la monnaie la signification du mot *pecunia* (de *pecus*, troupeau) par suite de l'emploi usité à certaines époques d'un agent commercial, à la figure d'un animal laineux dont la toison constituait la principale valeur.

Cependant la monnaie de cuir et de bois, telle que nous venons de la décrire, ne pouvait être que la simple marque figurative d'une valeur à livrer. *Ne portant avec elle aucune hypothèque*, et n'ayant aucune autre garantie que la bonne

foi humaine, elle ne pouvait jouir de plus de confiance que celle dont jouiraient de nos jours les billets de banque qui ne seraient point garantis par des valeurs réelles. On est donc tenté de croire que l'usage de ces monnaies n'a pu être de longue durée.

En effet, à ce numéraire sans valeur intrinsèque succédèrent bientôt des monnaies de cuivre à l'image d'un animal, principalement d'un bœuf, d'un porc ou d'une brebis, et dont les valeurs étaient, selon toute apparence, équivalentes à celles de ces divers animaux. — D'après Pline, ce fut Servius Tullius qui, le premier, fit battre, à Rome, de la monnaie de cuivre. Le même auteur rapporte que les Romains n'eurent pas longtemps d'autre monnaie que celle-là, et que le premier numéraire en argent parut cinq ans avant la première guerre punique (264 ans avant J.-C.). D'autres auteurs font remonter la monnaie en cuivre à une date antérieure, et disent qu'il en fit battre du règne même de Numa Pompilius. Mais chez d'autres peuples, l'emploi de l'or et de l'argent, comme monnaie, remonte à une époque bien plus reculée. La Bible rapporte (*Genèse*, ch. XX, v. xxxvii) qu'Abimélech donna à Sarah mille pièces d'argent et quatre cents sicles de bonne monnaie qui avait cours entre marchands (2.400 ans, avant J.-C.). L'histoire rapporte encore qu'Abraham donna aux enfants d'Ephron cent keschitahs, ou agneaux, c'est-à-dire cent pièces de monnaie d'argent marquées d'un agneau, ce qui nous prouve qu'à cette époque reculée, les monnaies portaient déjà une empreinte.

Josué paie en argent les tributs de son passage et la nourriture de son armée. Salomon, tout en appréciant l'or, ne dédaignait pas l'argent.

Sous le règne de Nabuchodonosor, la loi ordonnait que la terre fût payée en argent. Chez les Egyptiens, l'or et l'argent se débitaient au poids. Seulement, pour faciliter les transactions ils les fondaient en petits lingots ayant la forme d'anneaux ou de petites barres, dont on faisait des brochettes ou des paquets. Quant aux petits appoints, on les obtenait à l'aide de poudre ou de paillettes. Les Grecs se servaient d'une monnaie d'argent, la *drachme*, valant environ 95 centimes, et sous Alexandre le Grand, de monnaie d'or, la *darique*, et le *statère* ou *chrysos*.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, les Romains ne firent usage de la monnaie d'argent que cinq ans avant la guerre punique ; cette monnaie fut constituée par le *denier* valant 82 centimes. La monnaie d'or, qu'on nomma *aureus* (sous-entendu *nummus*) ne parut à Rome que 62 ans après le *denier* d'argent, c'est-à-dire vers l'an 207 avant J.-C. « Dès son origine, dit Letronne, elle se trouva réglée sur celle d'argent. On frappa d'abord des pièces du poids de 1, 2, 3 et 4 *scrupules*, dont la valeur fut fixée à raison de 5 deniers le *scrupule* d'or. Ce ne fut qu'à l'époque de Jules César que l'or entra réellement dans le système monétaire : l'*aureus* pesait 8 gr. 179. »

C'est par leurs rapports avec les colonies grecques établies sur le littoral méditerranéen que les Gaulois connurent l'usage des monnaies d'or et d'argent. Aussi les

plus anciennes monnaies frappées dans la Gaule sont les imitations des *statères* d'or et des *drachmes* grecques. Après la conquête romaine, les Gaulois imitèrent surtout les deniers et autres monnaies d'argent des Romains. Enfin, après la conquête franque, ce furent encore les mêmes monnaies qui servirent de type aux monnaies gauloises. Comme on le pense bien, les monnaies, chez ces différents peuples, subirent des transformations successives ; mais il serait inutile à notre sujet et à notre but de donner la longue et fastidieuse liste de ces modifications monétaires.

Nous concluons avec M. A. Allard (1) que la monnaie est née avec la civilisation elle-même et que dès ses débuts elle se trouvait composée non seulement d'or mais aussi d'argent.

(1) *La Crise, la baisse des Prix, la Monnaie*, p. 17.

CHAPITRE II

MOTIFS QUI ONT FAIT ADOPTER L'OR ET L'ARGENT POUR LA CONFECTION DES MONNAIES

Ainsi que nous l'avons fait remarquer, une foule de produits ont pu servir de *commune mesure* des valeurs, d'agent commercial. Cependant les peuples civilisés ont été naturellement conduits à choisir l'or et l'argent, de préférence à toute autre matière, pour leur servir d'agent commercial, de monnaie.

Quels sont les motifs qui ont déterminé ce choix ?

Remarquons tout d'abord que la monnaie a un double usage. Elle sert, en premier lieu, à déterminer la valeur relative des produits. C'est à ce titre que nous la désignons, quelle qu'en soit la nature, sous la dénomination de *mesure des valeurs*. Par exemple, si nous savons que cent kilogrammes de blé valent vingt unités de monnaie, et cent kilogrammes de pommes de terre dix mêmes unités, notre esprit est fixé quant à la valeur relative de ces deux produits, et nous disons que la valeur relative du blé est à la valeur de la pomme de terre comme deux est à un.

Ensuite, la monnaie a une autre utilité : elle intervient dans les échanges d'une manière directe ; elle se donne en retour d'un produit ou d'un service, et celui qui la reçoit, ne la reçoit pas pour la conserver, il n'en est que le possesseur momentané. C'est à ce titre qu'on désigne l'agent commercial, la monnaie, sous le nom de *marchandise de circulation*.

Il est très douteux qu'un détenteur de blé qui aurait le désir d'en échanger cinquante kilogrammes contre cent kilogrammes de pommes de terre, pût trouver une détenteur de pommes de terre disposé à faire ce troc, lors même que les deux valeurs seraient jugées égales. Cependant, il en trouverait mille pour un, très disposés à lui vendre cent kilogrammes de pommes de terre en échange de monnaie courante.

Chacun cherche ainsi à vendre son propre travail contre de la marchandise de circulation, parce qu'on sait qu'elle convient à tout le monde, et qu'on est sûr de pouvoir à tout moment se procurer, avec cette marchandise courante, n'importe quelle denrée cotée au prix du jour.

De ce double usage de la monnaie — mesure des valeurs, marchandise de circulation — résultent les qualités que l'on peut exiger de cet agent commercial. En énumérant ces qualités, nous montrerons que l'or et l'argent satisfont, seuls, à ces exigences.

La marchandise servant de monnaie doit être :

a) Parfaitement homogène, afin que toutes les unités numériques soient toujours égales entre elles. L'or et

l'argent étant des *corps simples*, sont des corps homogènes : l'or du Klondike est exactement le même que celui d'Oural, de Brésil, du Transvaal, du Siam, de la Transylvanie, de la Californie, de l'Australie. De même pour l'argent : il n'y a pas de différence entre l'argent de la Saxe et celui de Pérou, du Chili ou du Mexique.

b) Divisible facilement en parties égales susceptibles d'être réunies de nouveau, sans perte sensible. « Chacune des fractions de l'or et de l'argent conserve une partie correspondante de cette valeur; et réunies, elles ont la valeur du tout qu'elles représentent (1). » Le diamant, qui est aussi un corps simple, et qui, bien plus que l'or et l'argent, a une grande valeur sous un petit volume, ne remplit pas cette condition essentielle : le diamant divisé ne vaut pas le diamant entier.

c) Inaltérable. Il faut que l'agent commercial ne soit pas sujet à une détérioration prompte, qu'il ne se fonde pas comme le sel, le sucre, par la seule cause du contact de l'air, ou par le seul effet d'un temps brumeux ; qu'il ne s'échauffe pas comme pourraient le faire les grains et les graines, qu'enfin le possesseur puisse le conserver, sans frais d'entretien, aussi longtemps que bon lui semble, et qu'il soit assuré que, lorsqu'il lui conviendra de s'en débarrasser, la valeur n'en sera pas altérée par des causes physiques. Mieux que tous les autres métaux, l'or et l'argent résistent à l'action de l'air et de l'humidité. Des pièces de

(1) P. Liberatore, *Principes d'Economie politique*, édit. Oudin, 1899, p. 137.

monnaie, des statuettes enfouies depuis la plus haute antiquité, ont été retrouvées de nos jours, parfaitement conservées.

d) D'une valeur relative convenable. D'abord une substance destinée à être mesure des valeurs doit nécessairement avoir une valeur elle-même. Les valeurs se mesurent par les valeurs, comme les longueurs par les longueurs, les surfaces par les surfaces. D'autre part, si cette substance est trop commune, ou trop rare, elle perd de sa facilité de servir de mesure des valeurs : dans le premier cas, l'unité d'évaluation serait trop grande, dans le second trop petite. Le fer et plusieurs autres métaux, trop communs, offrent tous les inconvénients attachés aux marchandises de peu de valeur ; par contre, l'iridium, le rhodium, le vanadium, le radium, etc., sont trop rares et trop chers, pour pouvoir servir utilement de mesure universelle des valeurs.

Le platine est un métal précieux plus cher que l'argent, moins cher que l'or, dont il semble qu'on puisse faire de la monnaie, et le gouvernement russe l'a tenté en 1828 ; mais l'approvisionnement en platine dont le monde a besoin est très faible ; une offre un peu surabondante, en réduirait très sensiblement la valeur. On en exploite fort peu de mines ; ainsi l'étendue et les conditions mêmes de la production ne sauraient avoir rien de fixe. La valeur du platine est donc soumise à plusieurs causes de variation, et, quant à présent, cette circonstance l'exclurait des fonctions monétaires. Il est inhabile pour un autre motif non

moins péremptoire : la division enlève au platine une partie fort appréciable de sa valeur. Le vieux platine n'est pas comme l'or ou l'argent vieux, qui équivalent à très peu près à une égale quantité de métal monnayé. Ce métal est difficile à travailler et à séparer des substances avec lesquelles il peut être en combinaison ; pour le faire passer d'une forme à l'autre, ou pour l'épurer, il faut lui donner une forme dispendieuse. En 1845, le gouvernement russe prit le parti de démonétiser le platine.

e) Facile à déplacer, à transporter. L'or et l'argent représentent sous un petit volume, une grande valeur par rapport à la plupart des autres marchandises. En effet, la monnaie en or ou argent occupe peu d'espace ; la plus petite poche peut contenir les quantités nécessaires à l'acquisition des choses que réclament nos besoins de plusieurs jours. On peut donner quelques exemples de la valeur de l'or ou de l'argent relativement à d'autres produits ; il suffit de 80 à 100 grammes d'argent pour représenter 77.000 grammes de blé, ou 110.000 grammes de vin. Pour 80 à 100 grammes d'or, on obtient un bœuf sur pied, de bonne qualité, d'un poids brut de 400.000 gr. Cependant, remarquons encore que la valeur de l'or et de l'argent n'est pas assez forte pour que leurs subdivisions monétaires soient de nature à échapper à la vue et au toucher. Les métaux, ou plus communs ou plus rares, n'ont pas les propriétés que nous venons de reconnaître à l'or et à l'argent.

f) Si, comme nous l'avons vu, la mesure de la valeur ne

peut être qu'une valeur, il s'ensuit qu'une mesure absolue, invariable de la valeur ne peut exister parce que la valeur est chose essentiellement variable. Mais on peut chercher une mesure qui se rapproche le plus possible de la fixité désirable. L'or et l'argent sont les substances qui possèdent le plus de fixité, ou, si l'on veut, le moins d'instabilité de valeur.

g) La marchandise destinée à servir de monnaie doit pouvoir encore recevoir une empreinte qui la fasse immédiatement reconnaître.

Pour donner plus de dureté à l'or et à l'argent pour que, monnayés, ils résistent mieux à l'usage, on introduit dans la monnaie, une certaine quantité de cuivre ; cette quantité, conformément au système décimal, est ordinairement d'un dixième, bien qu'un douzième soit plus favorable à la résistance au frottement. Dans une pièce de monnaie, il y a donc un certain poids d'or ou d'argent pur, qu'on appelle le *fin*, et un certain poids de cuivre. Il est évident que si la monnaie contient trop de cuivre, sa valeur est diminuée ; d'autre part, si la monnaie, tout en ayant la proportion exigée de métal fin et d'alliage, n'a pas le poids voulu, sa valeur subit aussi une perte : la vérification du poids et surtout du titre entraînant l'emploi de procédés longs et compliqués, l'autorité fait confectionner sous ses yeux les pièces de monnaie ; elle leur donne une empreinte qui est comme le certificat de leur pureté et de leur poids.

h) Enfin l'or et l'argent sont facilement reconnaissables,

le premier, au poids, et le second au son. A volume égal, l'or pèse environ 19 fois et un quart plus que l'eau : un centimètre cube d'eau pure pesant un gramme, un centimètre cube d'or pèse 19 gr. 250.

Le son si caractéristique que rend une pièce de monnaie en argent quand elle tombe sur un corps dur — le son argentin — suffit à le différencier des autres corps.

CHAPITRE III

COMMENT UNE NATION, PRIVÉE DE MINES D'OR ET D'ARGENT, SE
PROCURE-T-ELLE DU NÉMÉRAIRE ? — *Par l'échange.*

Rappelons-nous les deux principaux caractères de la monnaie : *mesure des valeurs et marchandise de circulation*. Les deux métaux qui les constituent, l'or et l'argent, ont certes par eux-mêmes une utilité, en ce sens qu'ils satisfont certains besoins, ou certains caprices des hommes. Ils sont donc des richesses, puisqu'ils renferment de l'utilité ; convertis en vaisselles ou objets d'orfèvrerie, ils ont une utilité incontestable, bien que secondaire. Mais il est hors de doute que l'or et l'argent, convertis en monnaie, ont alors précisément atteint la phase dans laquelle ils ont le plus d'utilité indirecte, que nous avons appelée valeur. Le pays, possesseur de mines d'or ou d'argent, pour donner à ces métaux leur plus haute valeur, doit donc les transformer en monnaie, parce que sous cette forme ils servent d'agent universel d'acquisition de tous les autres produits. Chaque région du globe a ses richesses naturelles ; par conséquent, il appartient à chaque peuple de produire ce qu'il peut offrir à des

meilleures conditions ; et c'est l'échange qui se charge de distribuer les richesses suivant les besoins. Le commerce, aujourd'hui cosmopolite, dont le monde entier est la patrie, a pour but la pratique de l'échange. Aucune nation commerçante ne sera donc dépourvue de métaux précieux. Un pays qui n'a pas de mines doit tirer son or et son argent des pays étrangers, tout comme un pays qui n'a pas de vignes est obligé de tirer ses vins de l'étranger. Mais, comme un pays qui a de quoi acheter du vin, aura toujours tout le vin dont il aura besoin, de même aussi un pays qui a de quoi acheter de l'or et de l'argent ne manquera jamais de ces métaux, s'il en a besoin. On trouve à les acheter pour leur prix, comme toute autre chose, et le cours naturel du commerce les amène nécessairement là où on en fait la demande.

CHAPITRE IV

SYSTÈME MONÉTAIRE : L'OR, L'ARGENT, LE NICKEL, LE CUIVRE ; LE PAPIER

Les subdivisions monétaires des métaux précieux sont limitées.

— Le billon. — Pourquoi la fabrication du billon est réservée à l'Etat. — Le billet de banque est une promesse de payer. — Avantages du billet de banque : il fait circuler la monnaie sans déplacer celle-ci ; il permet de compter aisément de grandes sommes. — La monnaie a une valeur réelle. — Le billet de banque est un signe. — Le billet de banque doit pouvoir être converti immédiatement en espèces métalliques. — Pourquoi l'encaisse des banques d'émission peut ne pas correspondre à la somme des billets en circulation. — Danger de cette situation. — Cours forcé, cours légal.

L'or, trop précieux, ne pourrait, sans graves inconvénients, être transformé en pièces de monnaie d'importance minime : quel volume pourrait bien avoir la parcelle d'or valant un centime ou même un franc ! La pièce de dix francs est la limite au-dessous de laquelle l'or ne peut être converti en monnaie commode et sûre. L'argent, métal précieux aussi, mais à un degré moindre que l'or, est tout indiqué pour remplir cette fonction monétaire, inaccessible à l'or : constituer des coupures métalliques infé-

rieures à la pièce d'or de dix francs, visibles et palpables facilement. Comme pour l'or, il y a pour l'argent une limite à ses subdivisions monétaires, et cependant le public ne peut se passer de pièces de faible valeur. Le *billon* est destiné à payer les appoints que les pièces d'or et d'argent ne peuvent régler.

L'essence du billon, quelle qu'en soit la substance, dit Michel Chevalier, est de n'avoir un cours légal qu'autant qu'il est nécessaire pour parfaire un compte, ou qu'il s'agit d'une transaction trop menue pour qu'il y ait moyen de la solder avec de la monnaie proprement dite (or ou argent). La quantité de billon que réclame réellement un Etat, même étendu et peuplé, est bornée. Ce sont des pièces qui circulent sans cesse, que personne ne met en réserve. Garder ces pièces de monnaie, dont la valeur légale dépasse la valeur marchande, ce serait jouer à qui gagne perd. Si on frappait le billon dans le même système de la monnaie, c'est-à-dire en faisant en sorte que la valeur intrinsèque coïncidât absolument, ou à peu près, avec la valeur nominale, ce billon aurait l'inconvénient d'être fort lourd. On s'est donc déterminé à faire les pièces de billon d'une valeur intrinsèque beaucoup moindre que la valeur nominale. Le billon tire toute sa valeur de l'objet (or ou argent) qu'il donne le droit de se délivrer. Nous pouvons dire que le billon est fonction de l'or et de l'argent ; supprimez la monnaie d'or et d'argent, la valeur monétaire du billon s'évanouit ; la pièce française d'un centime pèse un gramme, le centime belge pèse deux grammes ; le cuivre

monnayé vaut en France dix francs, et en Belgique, cinq francs le kilogramme. Si donc on ôte au billon la valeur purement conventionnelle qu'on lui a assignée, il restera du cuivre valant deux ou trois francs le kilogramme.

Certains Etats, la France, l'Allemagne, la Belgique, la Roumanie, fabriquent en nickel quelques multiples du centime.

Les règlements qu'édicte les gouvernements s'opposent avec raison à ce que toute somme qui n'est pas très petite puisse être soldée en monnaie de cuivre ou de nickel. L'Etat s'engage à échanger les monnaies de billon contre de l'argent, par une conséquence toute naturelle, l'Etat est seul chargé de produire ces monnaies : cet échange est aussi le seul moyen de s'assurer qu'il n'en reste pas entre les mains du public au delà des besoins de la circulation. Le billet de banque est un signe représentatif de la monnaie. Ce billet est une promesse faite par une banque de payer une somme déterminée au porteur et à vue. Le billet de banque a le grand avantage de faire circuler la monnaie sans déplacer celle-ci, avantage qu'il partage du reste avec le chèque, la lettre de change, le billet à ordre, etc. Outre qu'il rend inutile le transport des monnaies, il permet de compter facilement de grandes sommes. C'est aussi pour ce dernier motif que le billet de banque énonce simplement des sommes rondes : de cette manière, les calculs sont plus faciles et les transactions plus actives. Si le billet de banque supplée à la monnaie, il ne la remplace que provisoirement. Partout où il inter-

vient, on le reçoit comme titre de créance sur la banque, comme promesse d'un paiement futur et rapproché en espèces. La monnaie, au contraire, est une recette définitive qui éteint les obligations. La monnaie est une *marchandise intermédiaire* douée de valeur intrinsèque ; le billet est un *signe intermédiaire* qui n'a de valeur qu'autant qu'il peut donner droit à des espèces métalliques. Pour que le billet puisse circuler facilement, être accepté en toute confiance, il faut donc que l'on soit absolument sûr de sa convertibilité en monnaie métallique. C'est une question d'ordre public. Si le billet n'était pas convertible à l'instant même, il perdrait de sa valeur ; car il n'existe que comme représentant du comptant, et si le comptant n'était pas obtenu à volonté, le billet ne serait plus qu'une espèce de papier, moins bon que le papier à trois signatures, puisqu'il n'en a qu'une ; il n'offrirait plus de garantie ; il ne suppléerait plus la monnaie ; il n'aurait plus de raison d'être.

Cependant la confiance dans la banque de circulation est telle, que celle-ci émet des billets pour une valeur double, triple, quadruple, etc., du montant des espèces qui composent son encaisse.

On conçoit qu'une telle situation n'est pas sans danger ; en cas de crise et de panique, il peut arriver que la banque ne puisse tenir ses engagements représentés par des billets supérieurs au montant de l'encaisse.

Faisons une distinction entre le *cours forcé* et le *cours légal* des billets de banque. Le billet de la Banque natio-

nale n'a pas cours forcé parce que chacun a le droit, aussitôt après l'avoir reçu, d'en demander immédiatement, à la Banque, le remboursement en espèces métalliques ; mais il a cours légal, parce qu'il est accepté dans les caisses de l'Etat et que les particuliers sont obligés de le recevoir en paiement.

Nous avons résumé, en traits rapides, les enseignements de l'économie politique, concernant la monnaie ; nous avons cru indispensable de donner ces considérations préliminaires, avant d'entrer dans le vif de notre sujet. Nous nous sommes borné à l'exposition pure et simple des notions de la science économique, nous abstenant, dans le cours de cet exposé, de toute critique. Aussi bien le but de notre travail n'est pas l'étude plus ou moins approfondie de la question de la monnaie, mais la discussion du régime monétaire actuel. C'est l'objet des pages qui vont suivre.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE ET BUT DE LA CONVENTION MONÉTAIRE DE 1865

LA DÉCHÉANCE DE L'ARGENT

Avant la convention monétaire dite, Union latine, conclue en 1865, et dont nous dirons quelques mots plus loin, la France, la Belgique, d'autres pays encore accordaient le même *pouvoir libérateur* à l'or et à l'argent. Cette expression signifie que, quelle que fût la somme à payer, le débiteur pouvait acquitter sa dette soit en or, soit en argent. Depuis 1865, les pièces de vingt et de cinquante centimes, d'un et de deux francs sont considérées comme monnaie d'appoint, et n'ont cours légal entre les particuliers de l'Etat qui les a fabriquées ou fait fabriquer que jusqu'à concurrence de cinquante francs. Les autres Etats les reçoivent dans leurs caisses jusqu'à concurrence de cent francs, mais l'Etat qui les a émises les reçoit de ses nationaux sans limitation de quantité. Ainsi, je dois une somme de deux cents francs à Pierre, mon compatriote.

Pour payer ma dette, je puis présenter à Pierre cinquante francs en pièces de vingt, de cinquante, centimes d'un ou de deux francs ; le reste doit être payé en or ou en billets. Naturellement, si Pierre *consent* à recevoir les deux cents francs en pièces de vingt, de cinquante centimes, d'un, de deux francs, il pourra peut-être me rendre service : il est libre ; mais *légalement*, il *peut exiger* que, au delà des cinquante francs payés au moyen de ces pièces, je lui remette de l'or ou des billets. Et encore faut-il que ces pièces soient nationales, car la convention de 1865, on vient de le voir, ne donne cours légal à ces pièces qu'entre particuliers de l'Etat qui les a émises ; elle n'a pas obligé mutuellement les particuliers au cours légal des monnaies étrangères, mais elle admet cependant cette obligation à l'égard des gouvernements, qui s'engagent réciproquement à les recevoir dans les caisses publiques. Ainsi Pierre, sujet français, peut payer ses impôts s'élevant, par exemple, à cent francs, au moyen de pièces de vingt, de cinquante centimes, d'un, de deux francs, que ces pièces soient françaises, belges, italiennes ou suisses. La même faculté est accordée, évidemment, aux sujets des autres pays contractants. De plus, Pierre peut porter aux caisses publiques de la France cent francs en menue monnaie d'argent, quelle que soit la provenance de cette monnaie, — pourvu toutefois qu'elle soit émise par les Etats contractants, — et obliger les caisses publiques françaises à recevoir telle quantité qu'il lui plaira de ces pièces *nationales*.

Examinons maintenant quels furent l'origine et le but de la convention monétaire de 1865. Depuis 1850, la production des mines d'or se maintenait, grâce à la découverte des gisements aurifères d'Australie et de Californie, à des chiffres élevés. Elle représentait une valeur moyenne par an de près de 700 millions.

Par contre, la valeur de la production annuelle du métal argent, restait à peu près stationnaire : elle s'élevait, entre 1860 et 1865, à environ 200 millions par an.

En outre, le métal argent avait pris un tel essor vers les Indes, où l'activité commerciale l'appelait à son tour, que toute monnaie d'argent, si vieille, si usée fût-elle, s'expatria vers Bombay, Calcutta et Hong-Kong. Comme conséquence de ce double mouvement produit par l'arrivée de l'or et le départ de l'argent, ce dernier métal s'était raréfié à tel point dans la circulation, que même la petite monnaie fut exportée.

L'Italie et la Suisse avaient, comme la Belgique et la France, le franc pour unité monétaire et souffraient des mêmes inconvénients. C'est alors que successivement, pour entraver l'exode de leurs monnaies divisionnaires, la Suisse et l'Italie réduisirent le titre et furent suivies dans cette voie par la France qui, en 1864, abaissa à 0,835 le titre de ses pièces de vingt et de cinquante centimes. La Belgique, avant de se résoudre à suivre cet exemple, eut l'heureuse inspiration de proposer à ses trois puissances de rétablir l'harmonie entre les systèmes monétaires en

réglant d'un commun accord les questions relatives à la fabrication et à la circulation de leurs monnaies.

Telle est l'origine de l'Union monétaire, dite Union latine, qui fut consacrée par la convention internationale du 23 décembre 1865.

Ainsi, pour empêcher la monnaie-argent de disparaître, ce métal étant à cette époque moins abondant que l'or, les gouvernements sont intervenus : ils ont diminué la quantité de matière précieuse contenue dans les pièces de monnaie-argent, sauf dans la pièce de cinq francs. Le franc, qui avant la convention contenait 4 gr. 500 d'argent — soit le titre de 0,900 — n'en renferma plus que 4 gr. 175 — soit le titre de 0,835. Le franc unité monétaire fixée par la loi de 18 germinal an III (7 avril 1795), complétée par la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803) n'existe plus que sous la forme de son quintuple, la pièce de cinq francs. En effet, le franc actuel ne contenant que 4 gr. 175 d'argent, cinq pièces d'un franc donnent 20 gr. 875 d'argent pur, tandis que la pièce de cinq francs, qui est au titre de 0,900, contient 22 gr. 500 de ce métal. Le *vrai* franc, le franc normal, celui qui a été établi par les lois précitées, est aujourd'hui le cinquième de la pièce de cinq francs ; le franc actuel est une monnaie à valeur conventionnelle parce que sa valeur nominale ou légale dépasse sa valeur intrinsèque ou marchande : nous avons vu pourquoi on a diminué sa valeur ; le franc défini par la loi de l'an XI est passé à l'état de mesure de compte, fictive, attendu qu'il n'existe plus à l'état d'*objet réel*

voulu par cette loi ; la pièce de cinq francs est seule effective, ayant conservé le titre initial de 0,900. La raison pour laquelle on n'a pas cru pouvoir toucher au titre de l'écu de cinq francs, semble être celle-ci : on n'a pas voulu enlever au métal-argent tout pouvoir libératoire, on a sans doute trouvé que la convention de 1865 créait assez de monnaies dépréciées par l'abaissement du titre des pièces de cinquante centimes, d'un et de deux francs ; ajouter à ces pièces celle de cinq francs en la réduisant au titre de 0,835, c'eût été priver l'argent, dans toutes ses formes monétaires, de tout pouvoir libératoire en le ravalant au rôle de billon.

Il nous importe de constater que les pièces d'argent, sauf celle de cinq francs, n'ont plus, depuis 1865, de valeur pleine ; ce sont des monnaies dépréciées, parce que leur poids, en métal précieux, est relativement faible : ce sont des monnaies auxiliaires dont les Etats se réservent la fabrication ; ces Etats ne peuvent, du reste, en frapper qu'à raison de 6 francs par habitant ; cette dernière clause a été modifiée par la convention du 20 octobre 1897, qui a porté à 7 francs par habitant les quantités des monnaies divisionnaires que chaque Etat contractant est autorisé à émettre. En outre, une nouvelle convention a été conclue à Paris le 4 novembre 1908, entre la France, la Belgique, l'Italie, la Suisse et la Grèce ; elle a notamment pour objet de porter le contingent des monnaies divisionnaires de chacun des Etats de l'Union à 16 francs par habitant. La France et la Belgique s'engagent à employer

exclusivement des écus de cinq francs à leur effigie pour la fabrication des nouvelles pièces divisionnaires (1).

La frappe libre et illimitée pour le compte des particuliers n'est permise que pour l'or seul ; c'est-à-dire que tout détenteur d'un lingot d'or peut le porter à l'Hôtel des Monnaies pour en obtenir des pièces d'or moyennant une taxe fixe, très légère, qui est touchée par l'entrepreneur du monnayage pour prix de son travail. Mais cette liberté de la frappe a été retirée à l'argent : la fabrication des pièces de vingt, de cinquante centimes, d'un ou de deux francs est réservée à l'Etat, et depuis 1876, la frappe des pièces de cinq francs est suspendue.

(1) On le voit : la guerre faite à l'argent continue. L'écu de cinq francs, seule monnaie d'argent ayant encore plein pouvoir libératoire, tend à se raréfier, à disparaître même, par suite de la résolution prise de transformer cette pièce en monnaies divisionnaires. On peut aussi constater le besoin de plus en plus pressant de ces dernières pièces, puisque de 6 francs par tête d'habitant, le contingent attribué à chaque Etat est porté à 16 francs. La nécessité d'une monnaie-argent ne saurait être mieux démontrée. Pourquoi faut-il qu'une si imposante masse de numéraire ne soit représentée que par une valeur volontairement dépréciée ?

CHAPITRE II

MONOMÉTALLISME ET BIMÉTALLISME

Ce qu'on entend par ces mots. — Objections faites au bimétallisme. — *a*) La monnaie et la mesure de la valeur. — Employer, pour constituer cette mesure, deux métaux qui ne varient pas dans le même rapport, c'est créer deux mesures différentes. — *b*) Le rapport fixé par la loi est sujet à variation à cause de la différence de production et de consommation des deux métaux. — *c*) La fixité sera plus facilement obtenue par l'emploi d'un seul métal précieux. — *d*) L'abondance de la monnaie, résultant de l'emploi simultané de l'or et de l'argent, est chose inutile : les prix varient à proportion de l'abondance ou de la rareté de la monnaie. — *e*) La monnaie tend à être remplacée par le crédit. — *f*) Plus de monnaie y aura-t-il, plus les prix seront élevés. — *g*) Quatre pièces de cinq francs en argent valent une pièce d'or de vingt francs : on ne voit pas la différence entre ces deux sommes.

Faut-il accorder à un *seul* métal précieux — or *ou* argent — le pouvoir libérateur indéfini, illimité, dans les paiements à toute étendue, ou accorder le même pouvoir simultanément à l'or *et* à l'argent ? En d'autres termes, convient-il de réserver à l'or seul ou à l'argent seul, le pouvoir d'éteindre toutes les obligations, quelle que soit l'importance de celles-ci, ou bien faut-il donner ce même

pouvoir à la fois à l'or et à l'argent ? C'est autour de cette question qu'une grande querelle s'est élevée entre les économistes. Ceux qui estiment qu'un seul métal doit posséder le pouvoir libératoire illimité, sont dits monométallistes ; ceux qui veulent que les deux métaux, or et argent, soient investis de ce pouvoir sont appelés bimétallistes. La question est d'une importance extrême, et nous nous efforcerons de donner les développements et les éclaircissements nécessaires à la facile compréhension de ce point.

Quand un pays a adopté un seul métal — soit l'or, soit l'argent — pour en faire sa monnaie principale, il est dit pays monométalliste-or, ou pays monométalliste-argent.

Les monnaies faites du métal choisi ont seules un pouvoir libératoire illimité ; la frappe de ces monnaies est libre ; l'Etat garantit le poids et le titre de ces monnaies sortant de l'atelier monétaire, mais non la valeur du métal dont elles sont formées. L'Etat n'est pas responsable de l'usure de ces monnaies : une pièce usée au delà de la limite légale reste pour compte au dernier porteur ; celui-ci ne peut forcer personne à la recevoir en paiement.

Les nations bimétallistes, c'est-à-dire qui reconnaissent à l'or et à l'argent, un égal pouvoir libératoire illimité, doivent établir entre ces deux métaux un rapport fixe de valeur, l'or et l'argent n'ayant pas, à poids égal, la même valeur. C'est ce qui a fait la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803) ; elle établit que 1 kilogramme d'or vaut 15 1/2 kilogrammes d'argent.

Objections et Réponses.

Ce point — le rapport fixe à établir par la loi entre l'or et l'argent — est le principal argument des monométallistes, contre l'emploi simultané de ces deux métaux à l'état de monnaie d'une égale puissance libératoire.

a) La monnaie, dit-on, est la mesure de la valeur. Employer, pour constituer cette mesure, deux métaux qui ne varient pas dans le même rapport, c'est créer deux mesures différentes. « Quand on veut constituer une mesure commune de la valeur des choses, c'est évidemment à une seule et même chose qu'il faut ramener toutes les autres. Deux métaux ne peuvent coexister comme mesure de la valeur des choses que grâce à un rapport établi entre eux. Or, le rapport fixé par la loi est, en réalité, sujet à varier sans cesse, à cause de la différence de production et de consommation des deux métaux dans les différentes parties du monde » (1).

Dire que la monnaie est seulement la mesure de la valeur, c'est méconnaître son rôle d'*équivalent* : car la monnaie est à la fois *mesure* et *équivalent* des valeurs ; c'est, en d'autres termes, une valeur d'échange et non pas une simple mesure. « Il semblerait absurde d'avoir deux

(1) Gelin, *Précis d'arithmétique*.

mètres, un grand et un petit, l'un de cent centimètres, l'autre de quatre-vingt-dix, et de vouloir qu'ils servent également et indifféremment à mesurer les choses » (1).

Même confusion ! La monnaie métallique ne sert pas seulement à *mesurer* la valeur échangeable des marchandises, elle sert à les payer : l'on ne cède ni le mètre ni le kilogramme, dit avec raison M. Wolowski, mais on cède la monnaie (2). S'il importe que le mètre n'ait ni plus ni moins que cent centimètres, il importe peu que sa matière soit d'acier, de bois, d'étoffe, etc. : on livre et on prend l'objet mesuré mais non l'objet mesurant. Mais dans la mesure de la valeur, il importe grandement que le titre, le poids et la matière constituent une valeur équivalente à l'objet mesuré. De plus, et ceci nous montrera encore que l'on a tort d'identifier le mètre, le kilogramme, etc., et la monnaie. Pour exprimer le prix d'un hectolitre de blé, il suffit de dire qu'il vaut vingt francs, sans avoir besoin de manier aucune pièce de monnaie. La mesure d'une valeur résulte d'une opération mentale, qui s'effectue sans qu'on soit jamais obligé de recourir à une pièce de monnaie réelle, comme à un mètre pour la mesure d'une étoffe. Enfin le franc n'est pas l'unité de mesure de la valeur dans les mêmes conditions que le mètre et le gramme sont l'unité de mesure de la longueur et du poids d'un corps quelconque. Au moyen du mètre ou du gramme, on établit un simple rapport de comparaison

(1) Frère-Orban, *La Question monétaire*, p. 5.

(2) Wolowski, *L'or et l'argent*, p. xxiii.

entre deux longueurs, entre deux poids, dont l'existence est indépendante de ce rapport. Ces qualités des corps existent par elles-mêmes ; elles sont intrinsèques au corps et lui resteraient inhérentes, alors même qu'il serait isolé. Si donc on les fait entrer dans un rapport particulier avec l'unité de même nature, c'est seulement pour les mesurer. Aussi, lorsqu'on dit que le poids d'un centimètre cube de platine est égal au poids de vingt et un centimètres cubes d'eau, on pose une véritable équation mathématique entre deux quantités de même nature commensurable entre elles, et l'on trouve dans cette équation la mesure du poids du centimètre cube de platine par l'étalon de poids.

Il en va tout autrement de la valeur. Si l'on établit un rapport de valeur entre un hectolitre de blé et la monnaie qui fournit l'étalon, et si l'on dit qu'un hectolitre de blé vaut vingt francs, on ne fait pas une comparaison entre deux valeurs intrinsèques indépendantes l'une de l'autre : celle de l'hectolitre de blé d'une part, et celle de cent grammes d'argent, de l'autre, ni l'hectolitre de blé, ni les cent grammes d'argent ne possèdent une telle qualité en soi. Ici l'on fait plus : on établit un rapport essentiel à l'idée même de valeur, puisque la valeur gît exclusivement dans ce rapport.

La mesure de la valeur par l'étalon *franc* se ressent profondément de cette conception et diffère par là essentiellement des autres mesures du système métrique... Le franc n'est pas l'unité de mesure de la *valeur*, mais seule-

ment l'unité de mesure de la *monnaie*, de la quantité d'argent figurant dans les échanges... Le législateur français a toujours soigneusement évité de dire qu'il créait une unité de valeur, à côté des unités de longueur et de poids, et n'a jamais parlé que d'unité monétaire, c'est-à-dire d'unité de mesure de la monnaie en nature. Dans la loi du 1^{er} août 1793, qui établit l'uniformité et le système général des poids et mesures, on lit au tableau annexé à la loi : « *Unité monétaire*, un franc d'argent, pièce d'argent qui pèse la centième partie du grave ». (Le grave étant alors le poids d'un décimètre cube d'eau ou kilogramme, l'unité était la pièce de quarante sous.) Dans la loi du 18 germinal an III, art. 5 : « Enfin, l'*unité des monnaies* prendra le nom de franc pour remplacer celui de livre usité jusqu'ici ». — Dans la loi du 28 thermidor an III, relative à la fabrication de la monnaie d'argent et de la petite monnaie, titre I, art. 1 : « *L'unité monétaire* portera désormais le nom de franc ». Titre II, art. 1 : « La pièce d'un franc sera à la taille de 5 grammes ». Dans la loi du 7 germinal an XI, art. 1 : « Cinq grammes d'argent au titre de neuf dixièmes de fin, constituent l'unité monétaire, qui conserve le nom de franc ».

Le législateur anglais a eu soin aussi d'éviter la même erreur. « Aujourd'hui, dans notre pays, c'est le *souverain* qui est l'étalon, mesure de la valeur comme le yard est l'étalon, mesure de longueur, et il paraîtrait certainement fort étrange à beaucoup, de supposer des variations du yard dans son pouvoir de mesurer.

Il peut être utile, pour établir la comparaison et la différence, de citer la définition du yard et celle du souverain ou livre sterling. Par acte du Parlement du 30 juillet 1885, il fut édicté que l'étalon authentique du yard est la ligne droite ou distance entre les centres des lignes qui traversent deux chevilles d'or incrustées dans une barre de bronze déposée à l'office de l'Echiquier, les dites barres à la température de 63° Fahrenheit. Suivant la loi monétaire renouvelée en 1870, le souverain est défini comme consistant en 123 grains 27.447 d'or au titre monétaire anglais.

Si nous comparons les deux définitions, nous voyons que tandis que la première fixe définitivement la distance entre deux points, c'est-à-dire une longueur, la deuxième fixe seulement un *poids* d'une substance particulière et *ne parle pas de sa valeur*. Dans la définition du yard, on spécifie une place déterminée, une température définie avec d'autres précautions pour rendre invariable l'étalon au point de vue qu'on se propose. Dans la définition du souverain, on prend des précautions semblables, mais elles se réfèrent uniquement au poids et à la composition chimique, nullement à la valeur. Strictement parlant, ce n'est donc qu'accidentellement que le souverain peut être un étalon de la valeur à différentes dates et dans divers lieux comme le yard pour les longueurs.

L'acre, le bushel, la tonne, ont un rapport précis avec l'étendue, la capacité, le poids ; mais la livre sterling n'a aucun rapport précis avec la valeur.

Un certain poids d'or d'un certain type est chose toute différente qu'un certain degré de pouvoir d'achat (1).

Il nous semble bien démontré, par les considérations qui précèdent, que l'on fait erreur en assimilant la *mesure de la valeur* à la mesure des longueurs, des poids, etc.

b) Le rapport fixé par la loi entre les deux métaux est, dit-on encore, sujet à variation à cause de la différence de production et de consommation des deux métaux dans les différentes parties du monde.

La théorie enseigne cela ; mais la pratique démontre le contraire. C'est ce qui ressort d'un tableau dressé par Sir Louis Mallet (2) :

Périodes	Rapport de valeur de production		Rapport de valeur de marché	
	Argent	Or	Argent	Or
1801-1810	3.227	à 1	15.61	à 1
1810-1820	3.048	à 1	15.51	à 1
1821-1830	2.055	à 1	15.80	à 1
1831-1840	1.865	à 1	15.75	à 1
1841-1850	899	à 1	15.83	à 1
1851-1855	288	à 1	15.41	à 1
1856-1860	292	à 1	15.30	à 1
1861-1865	386	à 1	15.40	à 1
1866-1870	44	à 1	15.55	à 1
1871-1875	710	à 1	15.97	à 1
1876-1880	794	à 1	17.81	à 1
1881-1885	1.030	à 1	18.63	à 1

(1) Nicholson, *Monnaies et problèmes monétaires*.

(2) Enquête anglaise, *Final Report*, part. III. *Annexe Sessional*

Ainsi en 70 ans (1801-1870), alors que les quantités produites varient en valeur de $\frac{3.227}{1}$ à $\frac{44}{1}$, leur valeur sur le marché varie seulement de 15.41 à 15.83, ces deux chiffres étant le minimum et le maximum du rapport entre les deux dates considérées. On peut légitimement conclure que les valeurs respectives des deux métaux ont été influencées par d'autres causes que par les variations dans la production ; la baisse de l'argent ne saurait en aucune manière être attribuée exclusivement à la surproduction de ce métal. — Nous reviendrons plus loin sur ce point. — Signalons ici l'erreur dans laquelle est tombé Ricardo. Dans le chapitre XXVII de son traité, *Des principes de l'économie politique*, il dit : « L'or est quinze fois environ plus cher que l'argent, non que la demande en soit plus forte, ni que l'argent soit quinze fois plus abondant que l'or, mais *uniquement* en raison de ce qu'il faut quinze fois plus de travail pour obtenir une quantité déterminée d'or ». La même erreur a été commise par M. de Cocquiel, dans un article inséré dans la *Revue Générale* d'octobre 1887 : « Si le kilogramme d'or vaut actuellement sur le marché 20 kilogrammes d'argent, c'est apparemment que le kilogramme d'or, pour être extrait de la terre, coûte autant qu'il en coûte d'extraire de la terre 20 kilogrammes d'argent ». On dirait vraiment, à entendre certains économistes, que des mines d'or et

Papers, t. XLV, 1888, p. 107. Cité par M. B. Raynaud, dans *Questions monétaires contemporaines*, p. 329.

d'argent sont en quantités égales, mais que l'extraction de l'or coûtant 10 fois, 20 fois plus de travail, c'est à ce seul fait que l'on doit attribuer la valeur plus considérable de l'or vis-à-vis de l'argent. Et aujourd'hui que le rapport entre l'or et l'argent est de 1 à 34, dira-t-on encore que la cause en est qu'il faut 34 fois plus de travail pour extraire un kilogramme d'or de la terre que pour extraire 34 kilogrammes d'argent, alors que les procédés d'extraction, les machines, etc., sont plus perfectionnés ? Ce n'est ni parce que l'argent est $15 \frac{1}{2}$ fois plus abondant que l'or, ni parce que celui-ci coûte $15 \frac{1}{2}$ plus de travail d'extraction, que l'argent vaut $15 \frac{1}{2}$ fois moins que l'or. D'autres considérations entrent en ligne de compte pour apprécier l'un et l'autre. Si l'or était aussi abondant que l'argent, il vaudrait toujours *plus* que l'argent. En 1870, la production de l'or aux Etats-Unis était évaluée à 33 millions de dollars, celle de l'argent à 17 millions. En 1877, cette production a augmenté, pour l'or, de 11 millions, pour l'argent de 30 millions. Les monométallistes s'écrièrent : Voilà la cause de la baisse de l'argent, sa production a dépassé notablement celle de l'or !

En raisonnant ainsi, on n'oublie qu'une chose : l'argent étant, en 1870, de moitié plus rare que l'or, aurait dû valoir, d'après les monométallistes, deux fois plus que l'or, ou au moins aurait dû avoir un prix égal. Eh bien, l'argent ne valait, en 1870, que 60 pences, il était ainsi vis-à-vis de l'or dans le rapport de 1 à $15 \frac{1}{2}$ (1).

(1) Ed. van Geetruyen, *Revue générale*, 1881, p. 764.

« Un changement dans la production relative des métaux précieux n'en altère pas nécessairement la valeur monétaire. Pour que le rapport de l'or à l'argent se modifie avec les quantités extraites annuellement de la terre, il faut que cette perturbation soit profonde et qu'elle ait les caractères de la durée. Encore doit-on placer en regard soit de l'abondance, soit de la rareté qui se manifeste, *les causes qui peuvent neutraliser ou aggraver ces résultats*, comme les dépenses d'exploitation, les besoins si variés de la consommation et le frai plus ou moins rapide des monnaies... Les commotions politiques amènent de bien autres variations dans le prix des métaux précieux. On sait que l'or monta de 10 0/0 à Londres en 1875, à la nouvelle du débarquement de Napoléon... Le rapport de l'offre à la demande, pour l'or comme pour l'argent, n'a plus été déterminé exclusivement par la proportion des quantités extraites ou subsistant dans l'approvisionnement métallique. D'autres leviers de hausse ou de baisse ont commencé à agir concurremment sur les marchés... Je ne connais rien de plus téméraire que les prédictions ou même les prévisions tant soit peu tranchantes dans tout ce qui touche au commerce de l'or et de l'argent. *La précision que la science économique apporte à l'observation de faits et la rigueur du calcul n'ont pas de prise sur des phénomènes qui varient au gré d'une infinité de causes* (1).

(1) Léon Faucher, membre de l'Institut, *Mélanges d'économie politique et de finances*, t. II, p. 670.

« Plonge-t-on à la recherche des perles parce qu'elles atteignent un haut prix, ou bien les perles atteignent-elles un haut prix parce qu'il faut plonger pour les obtenir ? demande Stanley Jevons. La pêche des perles est très difficile et très dangereuse. Les plongeurs doivent gagner à l'aide de poids les profondeurs de la mer et retenir leur respiration pendant qu'ils sont occupés à rassembler les coquilles d'huîtres au fond. Le nombre de bonnes perles qu'ils recueillent ainsi est fort faible relativement à la peine qu'elles exigent. Il en résulte qu'en moyenne, ils doivent recevoir un prix élevé pour ce qu'ils trouvent ; le salaire, sans cela, ne serait pas proportionné au travail. Ce fait seul, cependant, n'explique pas la grande valeur des perles, car autrement, la nacre où on les trouve aurait autant de valeur qu'elles-mêmes. La nacre est au contraire une matière de peu de prix. D'ailleurs, si c'était simplement une question de travail, un plongeur qui, n'importe où, rapporterait à la surface une pierre ou une coquille quelconque, pourrait en demander un prix très élevé, parce qu'il aurait plongé pour l'avoir.

La vérité est que les perles ont de la valeur parce que beaucoup de dames n'ont pas encore de colliers de perles et qu'elles désirent en avoir, et que celles qui en possèdent déjà en veulent davantage et de plus belles. En un mot, les perles ont de la valeur parce qu'elles sont utiles aux dames qui veulent plus de bijoux ornés de perles : elles leur sont utiles parce qu'elles n'ont pu jusqu'à présent s'en procurer autant qu'elles le voudraient ; elles n'ont pu

enfin se procurer beaucoup parce qu'il est difficile d'aller les chercher au fond de la mer (1).

Cette théorie qui fait des frais de production et des quantités produites le régulateur du prix des choses, est séduisante par sa forme simpliste et par son apparente rigueur scientifique ; mais elle est erronée en tant qu'unique cause des variations des prix. — L'économie politique devrait se dépouiller de ses allures de science mathématique, et se rappeler que l'utilité, qui est sa base, est fonction des hommes et des choses. « Sans les choses, l'utilité manque de support ; sans les hommes, elle manque de destination, comme sans rapport de convenance réalisable, elle est sans application » (2). Or, les hommes ne se laissent pas mettre en équation ; ni leurs goûts, ni leurs qualités, ni leurs défauts ne sont susceptibles d'évaluations mathématiques (3).

(1) St. Jevons, *Economie politique*, p. 128.

(2) A. Brasseur, *La Question sociale*, p. 160.

(3) C'est ce qui fait principalement la difficulté de l'économie politique : « Le mathématicien, qui aborde un problème si compliqué qu'il soit, est mis en présence d'une question parfaitement déterminée, dont les données sont précises quant à leur constitution et à leur nombre. Il n'en est plus de même pour l'homme de guerre, et plus généralement pour la politique, le législateur ou l'économiste, car les problèmes qu'ils ont à résoudre dépendent des considérations indéfinies en nombre, le plus souvent contradictoires, et dont l'importance relative, loin de pouvoir se mesurer au moyen d'une unité quelconque, ne peut l'être que par un raisonnement supérieur, résultant de la connaissance d'un nombre immense de faits, d'une expérience acquise par une pratique journalière, et d'un vaste coup d'œil

Il y a lieu de considérer dans les métaux précieux deux valeurs distinctes, qui sont loin d'être identiques : la valeur marchande et la valeur monétaire. « Le métal dont on fait la monnaie est, sans contredit, une marchandise, dit M. Gibbs ; mais lorsqu'il est transformé en monnaie, il perd ce caractère. La monnaie n'est pas une marchandise, mais une mesure de valeur des marchandises. » Comme le principal facteur de la valeur, c'est l'utilité ; que la plus grande utilité des métaux précieux c'est d'être propres à être transformés en pièces de monnaie, on peut dire que c'est la valeur monétaire qui détermine en général la valeur marchande. Le jour où les peuples cesseront de monnayer l'un des deux métaux précieux, ce métal perdra presque toute son utilité et par suite presque toute sa valeur (1).

La loi, en fixant le rapport de valeur entre les deux métaux, n'attribue pas à l'Etat un pouvoir que l'Etat n'a point. « L'Etat demande pour ses monnaies, annuellement, 850 millions, tandis que la demande pour les arts et l'industrie ne s'élève qu'à 150 millions. L'Etat commande donc la valeur de l'or et de l'argent, et l'argument qui consiste à dire que la loi est impuissante dans l'espèce est

qui, embrassant ces mille données contradictoires d'une seule vue, les concilie dans une solution générale. Les véritables sciences de raisonnement sont les sciences sociales, parce que ce sont celles dans lesquelles cette faculté s'exerce dans le maximum de sa puissance. » (H. Girard, *Philosophie scientifique*, p. 306).

(1) E. Fauconnier, *L'argent et l'or*, p. 52.

inadmissible (1) ». L'offre et la demande règlent en effet le prix de l'or et de l'argent comme de toutes choses. Mais c'est justement pour cela que le bimétallisme offre un moyen effectif de prendre l'or et l'argent à un rapport fixe de valeur sur le marché libre des lingots. La législation ne peut pas directement fixer la valeur d'une chose, mais elle peut créer une demande, ce qui est un des facteurs de la valeur. L'ouverture d'un nombre d'Hôtels de monnaies suffisant pour que la demande de l'argent s'élève pratiquement à un certain prix relativement à l'or établit *une demande constante* d'argent à ce prix. Au moment où la Belgique a fabriqué sa monnaie de nickel, celui-ci valait 11 francs le kilogramme. Ce métal valait 12 francs en 1870. Quand le gouvernement allemand a commencé à faire du billon en nickel, le prix du nickel s'est élevé à 35 francs, et il est aujourd'hui encore de 30 francs. La demande monétaire a donc triplé la valeur de ce métal.

Tant que le bimétallisme a fonctionné en France et dans d'autres pays, le rapport de valeur s'est maintenu fixe. Et il se maintenait ainsi fixe, non *malgré* la loi de l'offre et de la demande, mais justement par l'effet de cette loi. Ce rapport est conventionnel : on ignore la quantité d'or et la quantité d'argent qui existe dans le monde ; mais cette convention repose sur un « prix courant » établi par la coutume de deux siècles.

On sait que Michel Chevalier voulait, vers 1850, démo-

(1) E. van Elewyck, *Revue de Belgique*, 15 avril 1882.

nétiser l'or, devenu trop abondant : il ne conservait que l'argent, moins déprécié et moins dépréciable. L'or, même monnayé, serait redevenu simplement une marchandise dont le prix serait débattu de gré à gré et soumis aux fluctuations de la rareté et de l'abondance, ou bien dont le cours public serait fixé et modifié de temps à autre comme cela se pratiquait dans certains pays. « Par des savantes recherches, M. Michel Chevalier établit péremptoirement, que le rapport de la valeur entre les deux métaux précieux a souvent varié, que, suivant les lieux, les temps, les circonstances, il a oscillé entre 1 : 9 et 1 : 18 ; d'où il conclut qu'en présence d'un écart pareil, toute prétention d'astreindre l'or et l'argent à un rapport fixe est en désaccord avec les faits et devient inadmissible. Cela est juste pour la valeur réelle, effective ; *mais à côté de la valeur réelle il en est une autre dont l'auteur ne tient pas compte : c'est la valeur légale, la valeur de convention si l'on veut, qui heureusement a été moins inconsistante.* Le mérite de cette valeur légale est *d'assurer le repos, que la valeur réelle ne donnerait pas ; sa vertu la plus évidente c'est qu'elle n'est ni à discuter ni à débattre.* Sans doute, cette valeur légale doit rester voisine, autant que possible, de la valeur effective ; mais même quand elle s'en éloigne un peu, elle remplit sa fonction, si la confiance publique n'en est atteinte. Pour cela il suffit qu'elle ne puisse être suspectée d'altération. Cette pièce d'or que je reçois vaut en réalité quelques centimes de moins que le prix que j'y ai mis ; *qu'importe si je retrouve ce prix*

au moment où je la cède ? Dans cette habitude de ce consentement, il y a des garanties et une sécurité que n'offrirait pas le débat facultatif de la valeur. Qu'on se place en effet dans l'hypothèse d'un prix contesté et d'un cours variable. Cette même pièce d'or n'est plus qu'une marchandise ; elle vaut tant pour celui-ci, tant pour celui-là, moins le lendemain que la veille, plus dans les mains habiles que dans les mains inexpérimentées ; on peut la refuser ou l'admettre ; quand on la détient, on ne sait pas au juste ce qu'on a. Qui ne voit les inconvénients de ce régime, les troubles qui en sortiraient, les défiances qui y sont en germe, les embarras qu'il apporterait dans les transactions ? (1) »

c) La fixité, condition si importante d'une bonne mesure, sera plus facilement obtenue par l'emploi d'un seul métal précieux.

Nullement ; car la production du métal choisi n'en sera pas moins sujette à des causes de variations, production tantôt abondante, tantôt restreinte, enlevant toute fixité à l'étalon monétaire. Le mètre et le kilogramme sont, dans certaines conditions, des mesures fixes ; mais, contrairement à l'hypothèse monométalliste, un seul métal, parce qu'il constituera l'unique étalon des valeurs ne sera pas, par cela même, une mesure fixe de celles-ci, attendu que l'uniformité de la production de ce métal ne sera jamais

(1) Louis Reybaud, de l'Institut, *Revue des Deux Mondes*, t. XXII, p. 928.

réalisée. Tel est l'erreur des monométallistes : ils croient que, un seul métal étant choisi pour étalon des valeurs, la mesure des valeurs sera fixe.

« Pour stabiliser la valeur de la monnaie, mesure de tous les rapports d'échange, on s'est imaginé souvent qu'il suffirait d'une bonne organisation monétaire au sens strict de ce terme. Ayons soin, disait-on, de n'avoir qu'un *étalon*, c'est-à-dire une seule monnaie métallique, jouissant du pouvoir libératoire illimité ; investissons cet étalon de la frappe libre pour rendre impossible l'altération des espèces ; réservons au gouvernement la fabrication de la monnaie divisionnaire en limitant strictement le montant de celle-ci ; imposons à l'Etat l'obligation de retirer de la circulation les pièces frayées, c'est-à-dire réduites par l'usure en dessous du poids droit ou réglementaire et des tolérances de fabrication. Limitons enfin le prix du monnayage à son coût effectif. Lorsque nous aurons pris toutes ces mesures, le but sera atteint : nous posséderons un étalon stable en valeur. — Eh bien ! non, c'était une erreur » (1).

Que cette mesure soit constituée avec un métal, ou avec deux, trois, etc., métaux, jamais cette mesure ne sera constante : il faudrait que la masse totale des produits fût invariable ; que la population restât la même ; que les besoins des hommes fussent toujours les mêmes à satisfaire, sans progrès comme sans recul ; que la quantité du mé-

(1) Ausiaux, *Principes de la politique régulatrice des changes*, p. 4, 1910.

tal unique pris comme étalon, ou celle des métaux adoptés dans ce but fût constante : conditions irréalisables.

Si la valeur réside dans le rapport des choses qui trouvent à s'échanger les unes contre les autres, en d'autres termes, si la valeur est basée sur l'utilité des choses constatée par l'échange, il faut, pour déterminer cette valeur, que deux hommes au moins interviennent ; cette valeur sera appréciée, débattue ; sauf des bien rares exceptions, la valeur des objets échangés sera contestée, diminuée, d'une part, augmentée de l'autre ; s'il s'agit d'un objet cédé contre de la monnaie, le phénomène est au fond le même ; mais quand il s'agit de poids ou de longueur, cette appréciation, cette contestation sont impossibles ; on a un mètre, un kilogramme : on mesure, on pèse, et toute discussion sur le poids ou la longueur cesse immédiatement. Pour tout le monde, dès qu'un mètre d'étoffe a été mesuré, la *longueur* considérée est un mètre, ni plus, ni moins ; mais la *valeur* de ce mètre d'étoffe ne se présente pas avec la même visibilité, la même matérialité que sa longueur : c'est que la valeur réside *autant dans l'homme que dans les choses*, tandis que le poids et la longueur, nous l'avons déjà dit, sont inhérents aux choses.

Il ne faut donc pas parler de fixité dans la mesure de la valeur, de mesure invariable de celle-ci : un tel langage est évidemment contraire à la plus élémentaire notion de la valeur.

D'autre part, si l'on prétend ne rechercher qu'une me-

sure approximative de la valeur des produits, si l'on nous dit que cette mesure sera plus près de la réalité, quand elle sera composée d'un seul métal, nous répondrons que le but qu'on se propose, l'approximation dans la mesure de la valeur, sera bien plus sûrement atteint si l'agent monétaire est fait de deux métaux et non d'un seul.

En effet, plus grande est la masse de produits quelconques, moins les fluctuations, soit en plus, soit en moins, qui atteignent ces produits sont sensibles. Le verre d'eau que je verse dans un seau ou que j'en retire peut certes augmenter ou diminuer d'une manière appréciable le niveau de l'eau dans ce récipient ; mais en sera-t-il de même si cette opération se fait dans un tonneau, dans un étang ? Il est incontestable que la monnaie faite de deux métaux, par conséquent d'une masse beaucoup plus considérable que si elle n'était composée que d'un seul métal, sera moins sujette aux variations dues à la production ; tandis que si l'agent monétaire est formé d'un seul métal, le moindre écart dans la production de ce métal aura sur la masse monétaire peu considérable des répercussions funestes à la stabilité des prix.

« Imaginez, dit Stanley Jevons, deux réservoirs d'eau dont chacun, indépendamment de l'autre, reçoit et distribue le liquide en quantités variables. Si aucune communication n'existe entre eux, le niveau de l'eau dans chacun des réservoirs ne sera sujet qu'à ses propres fluctuations. Mais si nous établissons une communication, l'eau dans les deux réservoirs tendra à prendre un certain niveau

moyen, et si l'eau est, d'un côté ou de l'autre, reçue ou dépensée en quantité excessive, l'effet se répartira sur l'aire totale des deux réservoirs. La masse des métaux qui circulaient dans l'Europe occidentale pendant ces dernières années, est exactement représentée par l'eau de ces réservoirs, et le tuyau de communication est la loi du 7 germinal an XI, qui permet à chaque métal de prendre la place de l'autre comme monnaie à cours forcé illimité » (1).

Quand on dit que la monnaie est une mesure, une mesure approximative de la valeur, on parle de la monnaie dans *son ensemble*, et non de tel ou tel métal en particulier.

C'est à la monnaie qu'il importe de donner le plus de fixité qu'il sera possible ; ce n'est ni à l'or ni à l'argent pris isolément.

Sans doute, si l'on adopte l'un des deux métaux pour unique étalon, le prix, nous disons le prix et non la valeur, le prix du métal choisi ne variera jamais, attendu que ce prix sera toujours énoncé par la même quantité de monnaie fabriquée avec ce métal. « Lorsqu'on dit qu'une marchandise comme le plomb, le fer, le blé ou le vin décroît de valeur, cela s'entend relativement aux autres produits, et signifie qu'il faut en céder une plus forte proportion qu'auparavant, pour obtenir en échange la même quantité de l'un quelconque de ces autres articles. Le prix de cette

(1) St. Jevons, *La monnaie et le mécanisme de l'échange*.

marchandise diminue donc, car le prix d'une chose est la valeur de cette chose spécialement rapportée aux métaux dont la monnaie est faite, ou, pour parler autrement, c'est la quantité d'unités monétaires qu'il faut donner pour en avoir un certain poids ou un certain volume. La diminution de la valeur des métaux qui servent à faire de la monnaie se révèle tout différemment, en ce sens que leur prix reste le même ; mais le prix de toutes les autres marchandises sans exception monte si leur valeur à eux-mêmes a descendu, et descend si elle a monté. Je dis que leur prix à eux, reste le même, puisque, pour ces métaux spécialement et exclusivement, le prix est leur valeur rapportée à eux-mêmes ; si la valeur de l'argent baisse de moitié, par exemple, comme l'unité monétaire ou le franc consiste chez nous en 4 grammes et demi d'argent, le poids du kilogramme de ce métal supposé fin ne cessera pas de valoir 222 fr. 22, parce que un kilogramme contient 4 grammes et demi 222 fois et une petite fraction ; mais dans ce cas le prix du plomb, du fer, du blé ou du vin et de toute autre marchandise sera doublé, parce que, pour obtenir une même quantité de ces articles, il faudra donner une quantité double d'argent (1). »

Mais en immobilisant ainsi en apparence le prix de l'argent, ou le prix de l'or, on ne parvient pas à en soustraire la valeur aux causes ordinaires qui agissent sur le prix des marchandises, et, si le kilogramme d'argent ou l'once d'or sont toujours estimés de même, ils sont loin

(1) Mich, Chevalier, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1857.

de procurer dans tous les temps et dans tous les lieux la même quantité de richesse.

En définitive, que se propose-t-on lorsqu'on demande une mesure fixe pour les valeurs ? On veut que la monnaie soit aussi stable qu'il est possible. Mais qui ne voit que si la monnaie, dans son ensemble, se compose de deux métaux elle sera sujette à moins de changements que si elle n'en comprend qu'un seul.

Que j'apporte sur un marché du blé et du seigle, dans les pays où l'on consomme les deux céréales, je maintiendrais mieux les prix du pain que si je n'apportais que du blé ou du seigle. Il en sera de même pour l'or et pour l'argent. Si on les emploie simultanément, ils se soutiendront l'un l'autre, et si l'un des métaux devient plus abondant et l'autre plus rare, la monnaie conservera mieux sa valeur, les oscillations seront moins brusques et moins étendues que si l'on ne s'était servi que d'or ou d'argent.

M. Wolowski a rappelé avec raison la théorie du pendule compensateur. Lorsqu'on construit un pendule avec un seul métal, on ne peut le soustraire aux dilatations et aux contractions que produisent les changements de température : aussi a-t-on imaginé d'employer deux métaux, et de les combiner de manière que les dilatations agissent en sens inverse.

Dans un pays qui admet un rapport fixe entre les valeurs monétaires, nous disons les valeurs monétaires et non les valeurs marchandes, le numéraire peut changer de valeur, mais les changements se produisent également sur

l'ensemble, sont moins brusques, moins grands et affectent moins les prix.

Si l'or et l'argent sont employés simultanément comme monnaies, avec un rapport déterminé entre les deux métaux, trois hypothèses peuvent se présenter :

Ou l'or deviendra plus rare et l'argent plus abondant ;

Ou ce sera l'inverse ;

Ou enfin les deux métaux suivront la même progression dans le même sens.

Dans les deux premiers cas, les variations s'atténueront réciproquement, et la monnaie qui se composera des deux métaux sera plus stable. Dans la troisième hypothèse, si les deux métaux se comportent de la même manière, les variations de la monnaie seront celles qu'elle subirait s'il n'existait qu'un seul métal.

Cette théorie est-elle confirmée par la pratique ? Les faits répondront. Deux grands pays, industriels et commerçants tous deux, la France et l'Angleterre, nous fourniront une démonstration complète, décisive.

Le monométallisme a été établi en Angleterre en 1816. La préférence accordée à l'or a été le résultat d'une circonstance toute accidentelle : en 1717, le gouvernement ayant décidé que la guinée (or) s'échangerait contre 21 shillings (argent), il évalua l'or trop haut, relativement à l'argent, d'environ $1\frac{19}{31}$ 0/0. Il en résulta que les individus qui avaient des paiements à faire, trouvèrent un bénéfice à s'acquitter en or, et l'argent disparut graduellement du pays. Enfin, l'habitude une fois prise de

ne voir en Angleterre que la monnaie d'or, on en vient (en 1816) à déclarer que désormais l'or serait seul monnaie légale, et que la monnaie d'argent ne serait plus légalement acceptable dans les paiements au-dessus de 2 livres sterling.

En France le bimétallisme, c'est-à-dire l'emploi simultané de l'or et de l'argent avec plein pouvoir libératoire accordé aux deux métaux, a été officiellement décrété en l'an XI (1803). Cependant un phénomène de la même nature que celui qui s'était produit en 1717 en Angleterre, mais en sens inverse, avait eu lieu en ce pays : avant la refonte des monnaies d'or en 1785, le louis d'or était évalué à 24 livres (argent) quand il valait en réalité 25 livres 10 sous. Ainsi, celui qui aurait fait choix de l'or pour faire un paiement, aurait perdu 1 livre 10 sous pour chaque somme de 24 livres. Par conséquent, on ne se servit plus que de la monnaie d'argent, et l'or se trouva par ce fait banni de la circulation. Mais le législateur de l'an XI fut bien inspiré en adoptant un rapport *légal* entre les deux monnaies, au lieu de proscrire, comme en Angleterre, celui des deux métaux qui était délaissé du public.

C'est en Angleterre, pays monométalliste, que les difficultés monétaires ont été le plus fréquentes ; la Banque de France a dû venir en aide à celle d'Angleterre ; le taux de l'escompte a eu, en Angleterre, deux fois plus de variations qu'en France (de 1816 à 1873) ; l'écart entre le plus bas et le plus haut taux de l'escompte, a été deux fois plus considérable en Angleterre qu'en France.

En 1839, la Banque de France prête cinquante millions d'or à la Banque d'Angleterre pour conjurer chez elles les funestes effets de la crise 'américaine. En 1847, une crise produite par les blés en Angleterre amène des faillites, un ébranlement général, la limitation des échéances, l'élévation de l'escompte à 8 0/0 tandis que l'escompte en France reste tranquillement à 5 0/0 parce que la Banque de France avait emprunté cinquante millions d'*argent* à la Russie. La Banque d'Angleterre avec le monométallisme était en impossibilité de faire semblable opération.

En 1860, le métal manque de nouveau à la Banque d'Angleterre ; c'est encore la Banque de France qui lui vient en aide, en lui envoyant cinquante-deux millions en *or* toujours grâce au bimétallisme.

En 1861, c'est l'argent qui cette fois manque en Russie. La France trouvant toujours des ressources dans son double réservoir monétaire d'or et d'argent lui cède 31 millions.

En 1866, lors de la crise causée en Angleterre par le développement exagéré des sociétés limited, l'escompte monte coup sur coup de 6 à 8 et jusqu'à 10 0/0 à Londres ; on est forcé de suspendre l'acte de 1844 et de donner, dans une certaine mesure, cours forcé aux billets.

A quelques heures de distance, la Banque de France maintient paisiblement son taux d'escompte à 4 1/2 0/0.

d) Mais, disent les monométallistes, l'abondance de la

monnaie, résultant de l'emploi simultané de l'or et de l'argent, est chose inutile, tout du moins indifférente ; et l'on cite avec complaisance le passage suivant de J.-B. Say ;

« Quelle que soit l'abondance ou la rareté du numéraire, comme on a besoin d'une certaine somme pour consommer tous les échanges, le numéraire augmente de valeur à mesure qu'il décline en quantité, et décline en valeur, à mesure qu'il augmente en quantité. S'il y a pour deux milliards de numéraire en France, et qu'un événement quelconque réduise cette quantité de francs à quinze cents millions, les quinze cents millions vaudront autant que les deux milliards pouvaient valoir ».

Le même raisonnement conduit à dire que, si l'on diminue de moitié, des trois quarts, des sept huitièmes, la quantité de numéraire qui existe, l'autre moitié, le dernier quart, le huitième restant, vaudront tout autant que la quantité primitive, et que si on la supprime tout à fait on en sera quitte pour se servir d'une monnaie de papier qui n'aura aucune valeur intrinsèque. C'est en raisonnant de la sorte que l'on justifie les gouvernements qui affaiblissent les espèces ou qui fabriquent du papier-monnaie. Supposons un instant que, dans l'intérieur du pays, l'on parvienne à s'entendre, que tout se borne à un changement dans la valeur des monnaies, que l'on en soit quitte pour donner de petites pièces à la place des grosses, comment les choses se passeront-elles dans le commerce international ? Un Français qui devrait payer des charbons à un

Anglais à raison de 10 francs la tonne, pourrait-il se libérer en donnant 5 francs ? Il affirmera, avec J.-B. Say, que l'or étant devenu deux fois plus cher, le prix qu'il donne a deux fois plus de valeur. L'Anglais répondra que, dans son pays le stock monétaire n'a pas subi la même diminution, et qu'il faut toujours 20 shillings pour faire une livre.

Si l'abondance ou la rareté des monnaies est chose indifférente, pourquoi les économistes se sont-ils préoccupés comme ils l'ont fait, des masses d'or et d'argent que l'Amérique et l'Australie ont envoyées à l'Ancien Monde ?

« On ne saurait nier qu'il y a de par le monde, depuis 20 ans, une véritable chasse à l'or. Les grands pays industriels ne se lassent pas d'accumuler l'or dans les caisses de leurs banques d'émission ou de leurs trésors publics, soit qu'ils veuillent se ménager une réserve de guerre, soit qu'ils tiennent à garder une situation commerciale prépondérante. On semble revenir aux plus beaux jours du mercantilisme, aux époques où l'or était considéré comme la seule richesse (1). »

Les économistes les plus distingués, Mac Culloch, Roscher, Michel Chevalier et bien d'autres, sont d'accord pour reconnaître que l'abondance de la monnaie est bien préférable à leur pénurie, parce que la hausse des prix, dans le premier cas, favorise le travail et le progrès, tandis que dans le second, la baisse des prix n'amène que le découragement, la ruine et la crise.

(1) M. Bourguin, *La mesure de la valeur et la monnaie*, p. 151.

La monnaie rappelle assez, par la nature de ses services, les wagons de chemin de fer, que nous voyons circuler de station en station pour y transporter les marchandises ; elle sert exactement à transporter la valeur de proche en proche.

La véritable richesse et la vraie valeur que le wagon ou la monnaie lui serve de véhicule, n'est pas l'engin qui sert à ce transport, mais les valeurs qui sont transportées. C'est le maintien de cette richesse qui mérite toute notre sollicitude ; quant à la monnaie, son principal mérite sera d'être toujours assez abondante pour que les transactions et l'activité sociale n'aient pas à souffrir de son insuffisance.

La monnaie joue en somme, dans la circulation du monde, le rôle que joue le globule du sang dans le corps humain, allant sans cesse prendre aux poumons et à l'estomac les principes de la vie pour les transmettre à tous nos organes.

Or, toute maladie prenant sa source dans un vice du sang, atteint en même temps tous les organes, de même qu'un vice dans la circulation atteint tous les rapports sociaux. Une forte diminution dans le sang qui alimente le corps humain conduit à l'anémie et à la mort, comme une diminution de l'argent monétaire amène le découragement, l'inactivité, la crise dans l'ensemble social. C'est ce qui faisait dire à un ministre en 1870 : « Quant à moi, je suis d'avis que plus il y aura de métaux précieux, soit or, soit argent, mieux cela vaudra, car plus le travail se

développera. Les métaux précieux ne constituent pas la richesse proprement dite, mais ils sont le nerf et l'aliment du travail. La meilleure preuve en est dans le développement merveilleux de l'industrie et du commerce à la suite des découvertes de la Californie. C'est à ces mines d'or que nous devons d'avoir pu accomplir tous ces grands travaux, qui sont la gloire de notre époque », et plus loin, voulant démontrer le peu de valeur intrinsèque de la monnaie métallique par rapport aux autres richesses, dit : « Que l'on mette en parallèle la somme de numéraire existant dans un pays donné, avec le total de la richesse de ce pays évaluée en cette même monnaie : on se rendra compte aussitôt de la petitesse de cette dernière quantité par rapport à la première ». Personne ne confond la richesse proprement dite avec la monnaie. — « L'or n'est plus rien quand la terre est sans fruit » ; — mais nous nous plaignons de l'insuffisance de l'instrument d'échange ; de ce que ces immenses richesses ne soient pas plus facilement mises à la portée de tous par les canaux monétaires plus nombreux et surtout plus sûrs. L'observation revient à ceci : quantité prodigieuse de richesses, d'une part ; petitesse des moyens de s'approprier ces richesses, d'autre part.

La valeur échangeable de la monnaie est représentée par la quantité de marchandises qu'elle peut procurer. Donc, plus il y aura de marchandises offertes, moins ces marchandises seront chères, plus l'argent aura de valeur et réciproquement. D'un autre côté, la valeur échangeable

des marchandises est déterminée par la quantité de monnaie qu'elles coûtent ; donc plus il y aura d'argent sur le marché, plus il en faudra donner pour avoir la même quantité de marchandises, moins cet argent aura de valeur. La conséquence de ces principes, c'est que si les marchandises et l'argent augmentent en même temps, la valeur de l'argent restera la même, les prix ne varieront pas. — Imaginons une balance dont l'un des deux plateaux porterait tout l'argent, et l'autre toutes les marchandises d'un pays. Il s'établira un certain équilibre que l'on rompra en chargeant le premier plateau sans rien mettre dans le second, et que l'on maintiendra si l'on charge également les deux plateaux. Eh bien, le plus souvent on ne peut pas mettre de l'argent dans le premier plateau, sans placer en même temps quelque chose dans le second, car l'argent qu'on acquiert n'est pas donné gratis, c'est le prix d'un travail, d'une création quelconque ; pour le gagner, il faut produire une certaine richesse qui va grossir le poids du plateau des marchandises. Il n'en est pas ainsi lorsque l'argent est le prix d'un vol ou d'une conquête ; on le reçoit alors par grosses masses, l'équilibre est brusquement rompu, les résultats peuvent être désastreux.

Ce qui importe à un peuple, c'est que les deux plateaux soient chargés le plus possible, et presque simultanément, car il faut créer des richesses que chacun produise et consume.

La valeur des métaux précieux est soumise à la loi de

l'offre et de la demande, comme celle des autres richesses, avec cette différence que pour l'or et l'argent *la demande n'est jamais complètement satisfaite, les acheteurs ne font pas défaut*. Chacun est prêt à recevoir l'argent, à le garder, parce qu'il répond à tout, le placement de l'argent est toujours assuré. « La demande de l'argent, dit Stuart Mill (1), diffère de celle des autres marchandises en ce sens que la demande de l'argent n'a d'autres limites que les facultés de celui qui veut l'acquérir. La demande des autres denrées s'élève à un quantum déterminé, tandis que l'on veut toujours avoir autant d'argent que l'on en peut gagner. »

Au fur et à mesure que l'argent se répand, de nouvelles mains apprennent à acquérir, sans que celles qui le détiennent déjà consentent à le donner gratis ; il se forme de nouvelles couches d'acheteurs. A une époque où la mécanique a plusieurs fois centuplé les instruments de travail, le désir et la possibilité de s'enrichir ne cessent de progresser.

« Le numéraire répond dans la société à un besoin qui est susceptible de beaucoup de développement ; plus les relations commerciales prennent d'importance, plus les transactions se multiplient, et plus on a besoin de ce qui est intermédiaire obligé des échanges. Sans doute on y supplée par des combinaisons de crédit, par des virements de comptes, par ce qu'on appelle le système de

(1) *Principes d'Economie politique*, livre III, ch. VIII.

compensations ; *mais toujours est-il que le numéraire est au bout de toutes les transactions, que lui seul est accepté de tout le monde comme règlement définitif* ; par conséquent, jusqu'à ce qu'on ait trouvé le moyen de faire marcher de pair et en toute sécurité le progrès du crédit avec celui des transactions, il faudra toujours plus de numéraire à mesure qu'il y aura plus d'affaires (1). »

On ne peut dire d'une manière générale que les prix varient dans la même proportion que les quantités de marchandises offertes ; il faudrait qu'il en fût ainsi, que les demandes restassent les mêmes. Si l'on apporte sur le marché deux fois plus de blé, deux fois plus de vin, deux fois plus de draps, les prix du blé, du vin, du drap, diminueront de moitié, si l'on n'a que les mêmes acheteurs qui ne changent ni de besoins ni de sources ; mais en multipliant les offres, on fait de meilleures conditions, on sollicite de nouvelles demandes, et la baisse des prix s'arrête plus ou moins tôt, selon la nature des choses offertes, et les désirs ou les besoins qu'elles provoquent.

Supposons un pays où la soie coûte très cher, les femmes riches peuvent seules se donner le luxe de porter des robes de soie. Si, par suite d'une meilleure récolte de cocons, ou d'un changement dans les procédés de fabrication, l'on parvient à livrer au commerce deux fois plus de pièces d'étoffe, sans doute les prix baisseront, mais beaucoup de femmes qui ne portaient que de la laine

(1) V. Bonnet, *Enquête sur le crédit*, *Revue des Deux-Mondes*, t. LX, 1865, p. 406.

ou du coton, achèteront de la soie, et les prix ne descendront peut-être que d'un tiers ou d'un quart.

Ce qui est vrai de la soie, l'est à plus forte raison de l'argent, dont le besoin est infiniment plus général, de l'argent que tout le monde veut acquérir et dont personne ne croit avoir trop, de l'argent dont la vue provoque le désir d'amasser les richesses et excite au travail qui les procure et les produit. Cette dernière *marchandise*, comme disent certains économistes, le travail, manque rarement, et c'est avec de l'argent qu'on l'obtient le plus aisément. Répandez l'argent en faisant travailler, et vous favoriserez la création des richesses, en même temps que vous multiplierez les acheteurs.

En réalité, il n'est pas possible de déterminer exactement la hausse qu'un accroissement de monnaie peut produire dans les prix des marchandises. La question ne peut être tranchée d'une manière absolue. Il faut pour la résoudre savoir quels sont les besoins des peuples qui en profitent, ce qu'ils importent, ce qu'ils exportent, quels sont leurs capitaux, et surtout quelle est leur activité.

Après la découverte de l'Amérique, le stock monétaire paraît avoir augmenté de 6 pour 1, de 1570 à 1640, et la hausse des prix, d'après Tooke et Newmark, ne paraît pas avoir dépassé 2 pour 1.

Le parallélisme entre les produits et leur prix évalué en monnaie n'est ni uniforme ni constant. De Molinari (1)

(1) *Cours d'Economie politique*, 1^{re} partie, p. 99.

cite à ce sujet Tooke : « Le fait qu'un *faible déficit* dans la production du blé, relativement au taux moyen de la consommation, occasionne une *hausse hors de proportion* avec la grandeur du déficit, ce fait est démontré par l'histoire des prix, à des époques où rien dans la situation politique et commerciale du pays ne pouvait exercer une influence perturbatrice (1) ».

e) Une autre erreur des monométallistes consiste à croire que, dans la grande évolution qui s'opère vers les progrès présents et à venir, l'utilité de la monnaie doit évidemment tendre à diminuer de jour en jour et être remplacée par le crédit sous forme de billets de banque, de chèques ou d'effets de commerce.

Ainsi que le faisait remarquer fort justement M. Pirmez à la conférence monétaire internationale du 26 août 1878, « rien n'est plus dangereux que de confondre les questions de crédit et les questions de monnaie ». En effet, le crédit n'est qu'une marchandise qui, comme toutes les autres, s'échange et est représentée par la monnaie ; le crédit n'est qu'une promesse de livraison dans un temps et

(1) Gregory King a établi la règle de proportion suivante pour le prix du blé qui, sans être rigoureusement exacte, permet de jeter du jour sur la question :

Un déficit de :

1 dixième élève le prix de 3 dixièmes	
2 » » » 8 »	} Au-dessus du prix ordinaire
3 » » » 16 »	
4 » » » 28 »	
5 » » » 45 »	

sous certaines formes définies, d'une certaine somme de monnaie, mais n'est pas de la monnaie elle-même.

Si le billet de banque est appelé à représenter le métal, il n'a jamais été appelé à le remplacer, si ce n'est, bien entendu, dans les pays à cours forcé. En d'autres termes, jamais la promesse de payer ne remplacera virtuellement le paiement lui-même. On remarquera, a fort spirituellement dit M. Luzzati à la conférence monétaire du 10 mai 1881, que « les titres (billets) émis par les banques représentent ou supposent la valeur, ils ne la créent pas plus qu'un photographe n'augmente la population en multipliant les portraits. Ainsi la circulation fiduciaire est-elle essentiellement limitée ; son développement dépend du développement parallèle de la richesse qu'elle aide à exprimer, ainsi que de l'accroissement correspondant de l'encaisse métallique qui lui sert de garantie. On ne saurait donc l'exagérer outre mesure sans s'exposer à l'une de ces catastrophes que le monde commercial n'a déjà que trop connues, et sur le souvenir desquelles il n'est pas besoin d'insister ».

« La solidité du billet de banque, la possibilité constante du remboursement à présentation, qu'il promet, voilà la pierre angulaire de l'édifice du crédit. »

Le crédit, c'est la confiance ; or, la confiance ne s'impose pas, il lui faut une garantie dans les métaux précieux que possèdent les banques. Dans les caisses des établissements de crédit, ces métaux précieux ne sont pas seulement des signes comme les billets, ce sont aussi des richesses, ri-

chesses qui se comptent, qui se pèsent. L'augmentation du métal est donc de nature à seconder, à protéger et à assurer le développement sage et prudent du crédit ; sa diminution, au contraire, porte une atteinte directe à la solidité de ce même crédit. Certes, s'il existait, ou si on était en mesure de créer autant de choses promises que de promesses, autant de choses signifiées que de signes, si tous les hommes étaient de bonne foi et esclaves de leur parole, on pourrait se passer de métaux précieux et se contenter de monnaie de papier, de signes ou de promesses ; mais le monde étant ce qu'il est, la base du papier et du crédit ne se trouve que dans le métal.

Mais, dira-t-on, il n'en est pas moins vrai que si l'usage du chèque venait à se répandre, comme il s'est répandu en Angleterre et principalement à Londres, l'emploi de la monnaie deviendrait bien plus restreint. — Qu'est-ce que le chèque ? C'est une délégation à vue tirée sur un compte courant disponible à l'heure même où la délégation est créée. Le chèque suppose donc que celui qui le donne, a déposé une provision chez le banquier qui doit le payer et que ce banquier est solvable. C'est toujours affaire de confiance et, en dernier ressort, de monnaie métallique.

On parle des chèques comme si les populations ne se composaient que de capitalistes, *et comme si les phénomènes de la circulation ne devaient être étudiés qu'au point de vue des prêteurs d'argent*. Un auteur anglais, M. Seyd, rappelle que, d'après les comptes de l'incometax, les personnes qui reçoivent 10 schillings par jour forment

la huitième partie de la population anglaise, et se demande avec raison, comment feraient les sept autres huitièmes pour se payer avec des chèques. Il dit que tous ces nombreux travailleurs pourront quelquefois se servir de banknotes, quelquefois d'or, mais qu'ils auront besoin la plupart du temps de pièces d'argent.

Dans les pays démocratiques, où il se fait chaque jour un nombre immense de petits marchés, qui se soldent presque toujours en numéraire, où il faut payer tant de salaires rarement supérieurs à 5 ou 6 francs par jour, jamais l'usage du chèque ne peut devenir général. Compter sur ce mode de paiement pour remplacer l'or et l'argent, c'est supposer que la plus grande partie des travailleurs parviendra, grâce aux bienfaits de l'épargne, à se faire ouvrir des comptes chez des banquiers.

Dans un pays comme l'Angleterre, où la richesse est considérable, mais peu divisée, où les riches sont très riches et les pauvres, très pauvres — est-ce là l'idéal ? — où les transactions portent le plus souvent sur des sommes très importantes, où les moyens qu'emploient les banques sont à la portée d'un très grand nombre de personnes, il faut moins de monnaie que dans un pays où la richesse est moindre, et surtout où la richesse est répartie entre beaucoup de mains. Un banquier peut, de son cabinet, avec un télégramme, remuer des millions ; un cultivateur qui vend quelques hectolitres de froment doit se déplacer, et aller demander à l'acheteur, soit en argent, soit en papier, le prix de sa marchandise.

Dans un pays démocratique, où les fortunes tendent à se diviser de plus en plus, les affaires peuvent et doivent être très nombreuses ; mais l'importance en est généralement médiocre, et l'emploi de la monnaie y est plus souvent nécessaire que dans un pays plus riche, où les transactions sont conclues par de gros capitalistes.

Nous n'avons parlé que du crédit sous forme de billet de banque et de chèque, sortes de suppléants, de substituants, de représentants immédiats de la monnaie ; d'autres moteurs de crédit, les effets de commerce, appellent aussi notre attention. Un effet de commerce n'est autre chose qu'une promesse de livraison d'une certaine somme de monnaie, qui représente, en fin de compte, une quantité de métal.

Si au lieu d'attendre patiemment le paiement de la dette contractée, le tireur d'un effet de commerce vient demander au banquier d'attendre à sa place, pendant trois mois, le remboursement du métal, et de le lui payer comptant de ses écus, il est évident que, si, par suite de l'abondance de la monnaie, il y a au marché un capital flottant important, le banquier ne pourra guère lui faire payer bien cher le service qu'on lui réclame. Cela revient à dire que l'abondance du métal provoque et favorise l'abaissement de l'escompte, et par conséquent que la raréfaction de l'agent monétaire est de nature à favoriser la hausse de l'escompte.

Nous avons dit qu'en Angleterre, pays à un seul métal, l'or, les difficultés monétaires ont été plus nombreuses et

plus considérables qu'en France, pays au double réservoir or et argent ; mais nous n'avons parlé que de l'escompte des effets de commerce, ce qui implique l'idée des effets de commerce nationaux. Il nous reste à dire un mot des effets de commerce internationaux.

Au temps où le pouvoir monétaire appartenait, dans nos pays, aux deux métaux, il importait peu que le capital des effets de commerce, dont il fallait aller chercher le remboursement, se trouvât en Angleterre, en Danemark ou au Portugal, pays qui ne payaient qu'en or, ou bien aux Indes ou au Mexique, pays qui ne payaient qu'en argent. Notre commerce pouvait user alors du crédit avec ces consommateurs lointains, qu'ils nous payassent en or ou en argent, ou dans les deux métaux à la fois, puisque l'un et l'autre trouvaient dans notre pays leur place dans la circulation nationale.

A partir de 1873, date de la limitation du monnayage de l'argent, ce métal est en proie à toutes les incertitudes d'une baisse sans précédent.

Un capital de mille piastres à recevoir à Vera-Cruz n'équivalait plus, à certains moments, qu'à sept cent cinquante piastres, l'argent ayant perdu 25 0/0 de sa valeur.

Un commerçant, qui risquait d'envoyer des marchandises dans ces contrées à argent, n'avait aucune base pour établir ses prix, et commettait-il cette imprudence, son audace n'était pas récompensée, car il lui était impossible de placer un effet à trois mois, à cause des incertitudes sur la véritable valeur de la somme d'argent que l'on rap-

porterait de ces pays lointains après l'échéance de ce même effet.

Nous pouvons donc hardiment conclure que la limitation du monnayage de l'argent en 1873 a porté un coup fatal et décisif aux relations de crédit qui nous reliaient aux 655 millions d'habitants, qui ne possèdent d'autre monnaie que la monnaie d'argent (1).

On fait grand état, et avec raison, au point de vue très spécial où l'on se place, de l'énorme économie de monnaie réalisée par les *Clearing-house* anglais (chambres ou hôtels de compensation). Décrivons rapidement, d'après Stanley Jevons, le mécanisme de cette institution telle qu'elle fonctionne à Londres.

Le *Clearing-house* est une salle garnie sur trois côtés et dans le milieu de pupitres placés dans des compartiments. A l'une des extrémités s'élève un petit bureau pour les deux surveillants. Chaque banque envoie autant de commis qu'il en faut pour exécuter le travail rapidement. Les chèques et effets que l'une de ces banques, par exemple l'*Alliance Bank*, doit présenter aux autres, ont été inscrits d'abord dans les bureaux de cette banque, sur un livre appelé *Out clearing book*, puis divisés en 25 paquets, d'après le nombre des autres banques de liquidation, dont chacune recevra un de ces paquets (la cité compte 26 principales banques).

(1) Pays à étalon d'argent : Amérique centrale, Bolivie, Chine, Colombie, Cuba, Equateur, Indes, Mexique, Tripoli, Venezuela (A. Neymarck, *Vocabulaire manuel d'économie politique*, p. 278, 1898).

En arrivant au Clearing-house, ces paquets sont distribués, autour de la salle, aux pupitres des commis qui représentent les différentes banques payantes ; ceux-ci les inscrivent immédiatement sur les livres appelés *in clearing books*, aux colonnes qui portent en tête le nom de la banque qui les présente. Après avoir été enregistrés, les effets sont aussitôt que possible envoyés aux bureaux de la banque. Tous les chèques ou billets dont le paiement est refusé sont appelés « renvois » (retums) ; ils peuvent d'ordinaire être adressés de nouveau au Clearing-house le même jour, et sont alors inscrits comme revendication inverse faite par la banque qui les refuse sur les banques qui les lui ont présentés.

A la fin de la journée, les commis de l'*Alliance Bank* sont en état de faire le total des sommes que réclament d'eux les autres 25 banques, et ils voient dans l'*out clearing book* le total des sommes que l'*Alliance Bank* réclame aux autres banques. La différence est la balance pour laquelle l'*Alliance Bank* devra, suivant les circonstances, payer ou être payée.

Les balances sont communiquées aux surveillants du Clearing-house ; ils les inscrivent sur une sorte de feuille des balances. Quand les additions totales sont faites, les colonnes du crédit et du débit de la feuille doivent se balancer exactement, puisque chaque penny qu'une banque doit recevoir est nécessairement payé par une autre banque. — 150 milliards de francs ont été ainsi payés, en 1881, et le numéraire déplacé a été insignifiant,

relativement à la somme fabuleuse des transactions.

Mais en quoi ces opérations de compensation ou de liquidation peuvent-elles intéresser le peuple ? Ces opérations sont excellentes pour les gens qui s'inspirent une confiance réciproque par leur fortune, c'est-à-dire qui ont du crédit. Il leur suffit souvent d'une lettre de change, pour opérer plusieurs transactions. Les gens pauvres, au contraire, sont obligés de faire à chaque instant preuve de solvabilité, d'avoir, comme on dit, l'argent à la main ; ils ne s'inspirent et n'inspirent pas assez de confiance ; ils n'ont pas assez de crédit pour que les paiements s'opèrent entre eux, ou avec d'autres par une simple imputation de ce que l'un doit à l'autre.

Ni le billet de banque, ni les combinaisons de crédit, les virements de comptes, les systèmes de compensations, n'ont été créés pour le peuple ; on reconnaît que le crédit de banque n'est pas accessible au travailleur ni même au petit commerçant, parce que l'un et l'autre n'ont pas assez de capital et de notoriété pour qu'un banquier leur fasse des avances. Le seul crédit dont puisse jouir l'ouvrier, est le crédit à la consommation, c'est-à-dire celui que le fournisseur a fait à son client pour les denrées nécessaires à la consommation ; et ce crédit, tout le monde en convient, est ruineux pour le travailleur. Mais le crédit à la production est-il au moins favorable au travailleur ? Indirectement, oui ; car il développe les entreprises industrielles et commerciales, et par là, donne du travail. Mais n'oublions pas que ce n'est pas là le but du crédit, donner du travail,

comme ce n'est pas non plus celui du commerçant ou de l'industriel : l'ouvrier ne profite du crédit que par ricochet. Encore faut-il que le crédit soit sage dans ses allures ; autrement des catastrophes redoutables sont à prévoir. En effet, pourquoi la monnaie métallique est-elle si nécessaire ? La réponse est bien simple : c'est que « si la monnaie métallique n'était pas au bout de toutes les transactions, il n'y aurait plus de mesure à la valeur, il n'y aurait plus rien pour régler les rapports de l'offre et de la demande. Chacun produirait à sa guise, sans se préoccuper des besoins, et un beau jour on se trouverait avoir produit outre mesure des choses qui n'étaient pas nécessaires, et en avoir négligé d'autres qui l'étaient beaucoup plus. La monnaie métallique a cette utilité de rappeler chacun à la mesure des besoins. Comme elle a une valeur universelle, qui ne dépend pas des caprices du moment, elle ne s'échange jamais que contre des choses qui répondent à un besoin réel. Elle sert donc de critérium à la production. Si on a produit trop, ou si on a produit mal, on est bien vite corrigé de son erreur, par la valeur plus grande qu'acquiert l'argent, et jamais l'équilibre entre l'offre et la demande n'est longtemps rompu dans une société commerciale qui a la monnaie métallique pour instrument d'échange (1).

On a comparé, avec raison, la circulation fiduciaire à une pyramide renversée, dont la pointe s'appuierait sur la

(1) V. Bonnet, *Revue des Deux-Mondes*, t. XI, p. 739, 1865.

monnaie métallique. L'image est vraie. Mais plus la pyramide s'élargit, plus il faut de prudence, car si la base est trop étroite, trop peu sûre, la pyramide s'écroule, provoquant, dans sa chute, la ruine des uns et la misère des autres. « Adam Smith comparait pittoresquement la circulation fiduciaire à des chemins construits en l'air, qui permettraient de consacrer à la culture les terrains qu'ils occupent ordinairement : rien d'étonnant à ce que, quand le char verse, la chute soit plus dure (1). »

Rappelons donc que le crédit, c'est souvent l'ombre, tandis que l'argent c'est la réalité ; que les morceaux de papier sont des promesses de payer des espèces, et que ces promesses-là sont mensongères si les espèces n'existent pas. Formés d'une matière qui n'a pas de valeur, si on les reçoit en paiement, c'est parce que les établissements qui les émettent possèdent des réserves métalliques importantes, ou ont dans leurs portefeuilles des valeurs de premier ordre. Mais ces dernières sont en définitive payables en or ou en argent, comme les billets de banque. Or, dans les crises, rendues si fréquentes aujourd'hui, par la funeste manie de l'agiotage, des spéculations de toutes sortes, des révolutions, toutes les circonstances qui atteignent les valeurs que détiennent les banques, pèsent également sur leurs billets ; les demandes de numéraire affluent, les banques cherchent à défendre leurs réserves ; elles ne le peuvent faire qu'en élevant le taux de l'escompte ;

(1) Claudio Jannet, *Le capital, la spéculation et la finance*, p. 100.

en restreignant leur circulation, au moment où le commerce a le plus besoin de leurs secours, la crise s'aggrave, les faillites se multiplient.

7) On nous objectera que, en préconisant une monnaie abondante, nous allons à l'encontre des intérêts populaires : plus de monnaie y aura-t-il, plus les prix seront élevés.

« Ne vous semble-t-il pas, Messieurs, disait M. Wéber, délégué de la Belgique à la conférence monétaire internationale de Bruxelles, réunie en 1892, ne vous semble-t-il pas que c'est en quelque sorte critiquer la Providence que de se plaindre du bon marché des produits, alors qu'il est la conséquence de leur abondance ? » Les délégués de la Grande-Bretagne émettaient un avis analogue : « On a toujours considéré, disait M. B. Currie, comme la condition favorable d'un commerce ou d'une industrie, le bon marché des marchandises, l'abondance et non la rareté ». Et M. A. de Rothschild : « J'hésiterais à dire que c'est un malheur pour l'Angleterre ou pour le monde en général... mais je serais disposé à affirmer que le blé à 30 shillings le quarter, au lieu de 45, est plutôt un avantage qu'un fait regrettable » (1).

Il semble que ces délégués aient confondu deux choses absolument distinctes : la baisse des prix provenant de l'abondance des produits, et la baisse des prix provenant de la rareté du numéraire. De la première, personne ne se

(1) J. Nève, *Eléments de la question monétaire*, p. 19.

plaindra, au contraire ! Mais le bas prix des produits, résultant de la rareté de la monnaie, est un mal. Car si l'instrument d'échange, la monnaie, est rare, certes son pouvoir d'acquisition sera énorme ; mais, par contre, pour obtenir cet instrument indispensable, qui sera si cher, que de travail ne faudra-t-il pas ? Avec quel soin jaloux, les détenteurs de cet argent si rare ne le conserveront-ils pas ? Qui ne voit la paralysie atteignant l'activité industrielle et commerciale ?

Si ces philanthropes, partisans du *bon marché* des choses par la cherté de la monnaie, raréfiaient celle-ci de manière qu'un seul kilogramme d'un métal extraordinairement précieux pût servir au monde entier, il est clair que les produits seront d'un bon marché prodigieux !

L'élévation du taux de l'escompte amène aussi des baisses sur tous les produits : ce moyen qui peut convenir aux financiers, serait-il du goût de tout le monde ?

Pourquoi les partisans de la monnaie rare parlent-ils autrement quand il s'agit des suppléants de la monnaie ? Nul doute cependant ne peut exister à ce sujet : « Dans tous les pays qui ont multiplié leurs capitaux par le crédit et les banques, *le prix des choses a haussé*, c'est-à-dire qu'il a fallu une plus grande quantité de numéraire que par le passé pour obtenir les mêmes denrées, les mêmes marchandises ». — « Le papier de crédit, élevant le niveau de l'argent, doit rendre les marchandises plus chères ». — « On aura beau faire toutes les distinctions possibles entre le billet au porteur et la monnaie, il

n'en est pas moins vrai que pour le public qui reçoit ce billet, c'est de la monnaie » (1).

Si le billet de banque était la représentation exacte des sommes qu'il énonce, la photographie fidèle de l'encaisse métallique des banques, on reconnaîtrait bien facilement les avantages qu'il possède sur la monnaie proprement dite ; mais il est reconnu que le billet de banque vient s'ajouter à la monnaie réelle dans une forte proportion.

Les adversaires d'une monnaie abondante devraient donc être opposés à la monnaie de banque, qui, outre qu'elle est en partie fictive, ne correspondant pas en entier à la réalité, vient augmenter la monnaie réelle.

Mais les partisans de la monnaie abondante ne devraient-ils pas s'estimer heureux de cette abondance procurée par le billet de banque ? Non ; car il est à remarquer que, si même par suite d'un encaisse correspondant à l'émission, le billet de banque n'a jamais à craindre le cours forcé, cependant ce même billet, vu son impôt, ne reste que très transitoirement entre les mains du peuple. On ne vit jamais la banque descendre aux minimes coupures que nécessitent les transactions journalières : se figure-t-on des billets de 50 centimes, d'un ou de deux francs ? Que deviendrait l'intérêt de la banque dans l'émission de ces coupures qui seraient sans cesse rapportées à ses guichets, parce que, circulant constamment de main en main, elles s'useraient très vite ?

(1) J. Bonnet, « Enquête sur le crédit », *Revue des Deux-Mondes*, p. 748, *passim*, 1865.

Il est vrai que l'Italie a émis, en 1866, des billets de banque de vingt, de dix, de cinq francs et de toutes les subdivisions, jusqu'au billet de dix centimes. L'unification italienne était tellement surchargée, les finances obérées de ce pays, les dettes que cette péninsule avait contractées vis-à-vis de l'Europe s'étaient accrues de telle sorte que non seulement l'or et l'argent, mais même le cuivre, fuyaient de chez elle par tous les canaux d'une circulation affolée. Sous l'empire de ces circonstances, qui s'accrochèrent surtout vers le commencement de 1866, on vit l'Italie décréter le *cours forcé* de ses fameux billets, ce qui permit à ces pièces de monnaie dépréciée de se répandre chez ses associés de l'Union latine. Nous ne croyons pas que ce soit là un exemple à imiter.

Le haut prix des produits, denrées, etc., conséquence de l'abondance des métaux précieux, est chose discutable : « Il y a encore quelques personnes qui attribuent l'élévation du prix de certaines choses à la dépréciation de la monnaie ; mais cette opinion est de plus en plus rare et à mesure qu'on considère les faits avec attention, on est convaincu que la cherté doit être attribuée à une autre raison qu'à la dépréciation de la monnaie. Je n'oserais pas dire, quant à moi, que la monnaie, considérée elle-même comme étalon de valeurs, a plus de prix aujourd'hui, qu'elle n'en avait il y a vingt ans ; mais j'estime qu'elle en a au moins autant malgré les 3 ou 4 milliards d'or californien et australien qui sont venus s'ajouter au stock métallique de l'Europe depuis quinze ans. Il s'est produit à

l'égard du numéraire le même phénomène qu'à l'égard d'autres denrées de première nécessité. La production de la viande a triplé depuis quinze ans, cela ne l'a pas empêchée d'augmenter de prix. On produit aujourd'hui au moins le double de céréales, et cependant les prix sont restés à peu près ce qu'ils étaient il y a quinze ans. De même pour le vin, de même pour beaucoup d'autres choses. Cela tient à ce que la quantité de toutes ces choses a eu beau augmenter, les besoins ont augmenté encore davantage ; il serait facile de le démontrer par le progrès de la population et par le développement de la richesse. Si on produit aujourd'hui trois fois plus de viande qu'il y a quinze ans, il y a peut-être quatre fois autant de gens qui peuvent en consommer ; de même pour les céréales, de même pour le vin, et j'ajoute de même pour le numéraire » (1).

« Les prix varient en sens inverse de la quantité de monnaie en circulation ; mais leur hausse ou leur baisse ne sont pas strictement proportionnelles à l'augmentation ou à la diminution de cette quantité. Sans cela, en France où la somme des espèces et des billets est de 208 francs par tête d'habitant, les prix devraient être de 100 et de 145 0/0 plus élevés qu'en Angleterre, où cette somme est de 108 francs, et en Allemagne où elle est de 78 francs. Le nombre des échanges à opérer, les habitudes dans l'usage

(1) V. Bonnet, « Enquête sur le crédit », *Revue des Deux-Mondes*, t. LX, 1865.

de la monnaie ne peuvent pas être réduits à des formules mathématiques » (1).

D'autres estiment, au contraire, que les prix des choses ont augmenté, ou, ce qui revient au même, que la puissance d'acquisition de l'argent a diminué. On donne du phénomène plusieurs raisons.

On sait que le mot *livré* a désigné, jusqu'en 1795, la pièce d'argent que nous nommons aujourd'hui *franc*. On sait encore que le franc, l'ancienne livre — contient actuellement 4 gr. 175 d'argent pur. Or, la livre ou le franc n'a pas toujours contenu la même quantité de fin — de métal précieux ; dans le cours des siècles, cette quantité a été pour ainsi dire sans cesse en diminuant. « Je crois que chez toutes les nations, la quantité de métal fin continue dans la monnaie a été à peu près continuellement en diminuant (2) ». Charlemagne, qui fut de tant de façons un grand prince, avait établi un système monétaire conforme aux véritables principes. L'unité monétaire, la livre d'argent, était, sous son règne, *un poids d'argent fin égal à l'unité de poids*, ainsi que le nom le comporte, de même que l'as de cuivre des Romains. Telle fut aussi l'unité monétaire de Guillaume le Conquérant ; mais avec le temps la livre d'argent fut diminuée par des princes aux expédients, et sous saint Louis, elle avait perdu environ les trois quarts de son poids. Saint Louis, ami ferme de la justice, voulut fixer la livre d'argent au point qu'il

(1) Claudio Jannet, *Ouvrage cité*, p. 598.

(2) Adam Smith, *Richesse des nations*, livre I, ch. v.

l'avait trouvée, et sa monnaie resta célèbre parmi les peuples. C'est un type vers lequel on se reporta longtemps ; on redemandait la monnaie de *M. saint Loys*, mais c'était vainement : dans l'intervalle de cinq siècles environ qui sépare saint Louis de la révolution française, la livre fut successivement faussée, de telle sorte qu'elle perdit plus de dix-neuf vingtièmes de son poids d'argent. La livre de saint Louis ferait 20 fr. 26 de notre monnaie, poids pour poids. La livre de 1789 n'était plus que de 99 centimes. De Louis XI à l'avènement de Louis XV la décroissance fut de 6 francs à 4 fr. 25 » (1).

Ces simples aperçus historiques nous font comprendre pourquoi la livre du temps de Charlemagne — laquelle pesait réellement une livre d'argent — avait un pouvoir d'acquisition bien plus considérable que notre livre actuelle, le franc, qui ne pèse que 4 gr. 175.

Mais il y a plus : la convention latine de 1865, dans le but d'empêcher l'exportation des pièces de cinquante centimes, d'un et de deux francs, a diminué la quantité de fin contenue dans ces pièces ; il en est résulté, naturellement, une diminution de valeur. Remarquons, en passant, qu'en agissant ainsi, on a entravé, contrairement aux théories de l'économie politique, la circulation de la monnaie, circulation qui, plus que toute autre, devrait être débarrassée de tout obstacle. Nous avons dit que la cause

(1) M. Chevalier, *De la baisse probable de l'or*, *Revue des Deux-Mondes*, 1857, p. 840 et suivantes.

première des arrangements pris par la Convention de 1865 fut l'état stationnaire, à cette époque, de la production des mines d'argent, alors que les mines d'or donnaient des rendements extraordinaires. Mais ce que l'on n'a pas assez remarqué, c'est que, l'argent étant redevenu abondant, le titre des monnaies divisionnaires ci-dessus rappelées n'a pas été relevé : il est resté à 0,835 comme du temps où l'argent était rare. Or, si le gouvernement, dans les monnaies qu'il frappe, fixait un taux plus élevé que celui de leur valeur intrinsèque, ou mieux de leur valeur relative, le prix de toutes les autres marchandises hausserait, car on ne cède son produit qu'à condition de recevoir l'équivalent en retour.

g) Ici nous rencontrons une objection populaire ; on dit : « quatre pièces de cinq francs en argent valent vingt francs en or : je ne vois pas de différence entre ces deux sommes exprimées, l'une en argent, l'autre en or. »

Si le pays se suffisait à lui-même, c'est-à-dire s'il trouvait sur son propre sol, chez lui, toutes les choses nécessaires à la satisfaction de ses besoins, vingt francs en argent vaudraient certainement vingt francs en or : l'échange d'un métal contre l'autre ne souffrirait pas de difficulté. Mais les transactions entre particuliers et le commerce intérieur d'un pays ne représentent qu'une faible partie des opérations qui supposent l'intermédiaire de la monnaie ; les affaires les plus importantes sont en général celles qui se font avec les pays étrangers, et dans le règlement de

celles-ci, la monnaie n'est évaluée qu'à sa valeur marchande.

Lorsqu'un pays ne possède plus qu'une monnaie dépréciée, les fournisseurs étrangers ne consentent à lui livrer des marchandises qu'à condition de ne pas avoir à subir la perte résultant de cette dépréciation. Ou bien, ils élèvent leurs prix en conséquence, ou bien, ce qui est le cas ordinaire, ils stipulent que les paiements qu'ils auront à recevoir seront faits en une monnaie ayant conservé la pleine valeur et que les débiteurs devront se procurer en payant une prime.

Aucune monnaie ne peut être usitée pour les paiements importants, qui ne soit en même temps convenable au commerce du détail. C'est, en dernier ressort, du consommateur que tout commerce, même celui du manufacturier, obtient la rentrée de son capital. L'argent du consommateur se substitue immédiatement au capital du détaillant. Celui-ci transmet ce qu'il reçoit de la vente de ses marchandises au marchand en gros qui, de même, le reverse aux mains du manufacturier ou du fermier. Si bien que quoique le métal plus précieux puisse être d'un usage plus favorable dans les forts paiements, la circulation que développent les affaires du détail, doit effectivement opérer la fusion de toutes les transactions du commerce. Ce métal sera amassé par le détaillant en quantité suffisante pour ses paiements en gros, et sera conséquemment réparti en larges sommes : de cette manière, il entrera dans la circulation pour remplir les fonctions d'agent

principal. Quoi qu'il soit plus convenable d'effectuer les gros paiements en or, un pays peut cependant conserver une monnaie relative à la petite échelle de ses transactions en détail. Autrement, ses objets de consommation ne pourraient être divisés en des portions assez petites pour les besoins de la société. C'est pourquoi le métal, quel qu'il soit, argent ou cuivre, qui pourra répondre à cette exigence, et puis effectuer, quoique moins convenablement, les paiements principaux, formera la monnaie dominante d'un pays. Dans toutes les circulations métalliques de l'Europe, le cuivre est un agent subalterne, puisque les paiements effectués avec ce métal représentent des sommes inférieures à toute monnaie d'argent. Mais quoique l'or ait été depuis longtemps introduit dans tous les systèmes monétaires du continent, il n'a pas supplanté l'argent dans les règlements principaux. La nature des paiements sur le continent ne paraît pas permettre l'usage de l'argent comme monnaie subsidiaire. Quoique l'or pût clairement répondre d'une manière plus satisfaisante aux grands paiements, il n'en est pas moins vrai que l'argent doit être réuni en fortes sommes par les détaillants. Le débit de leurs marchandises doit toujours leur rapporter une masse considérable de monnaie d'argent qu'ils ne peuvent affecter qu'au paiement des demandes du marchand en gros.

Le rapport qui lie légalement l'or et l'argent dans les monnaies nationales, n'est pas le même dans les pays étrangers. La pièce de cent sous a beau être marquée

« cinq francs », sur le marché étranger elle n'est estimée d'abord que pour la quantité de fin qu'elle contient, soit 22 grammes d'argent pur ; et ensuite, relativement à l'or, qui est l'étalon auquel on la compare, elle vaut environ 2 fr. 50.

Si l'on a bien voulu prêter quelque attention à ce qui précède, on se convaincra facilement que l'argent, n'ayant plus à l'étranger la même puissance libératoire que l'or, doit fatalement, chez les nations qui ont conservé en partie ce métal déprécié, se ressentir de cette infériorité monétaire. Nous reviendrons plus loin sur ce point très important.

CHAPITRE III

DANGERS ET INJUSTICE RÉSULTANT DE LA SITUATION ACTUELLE

Un danger social. — Paiement en monnaie dépréciée. — Monnaies dépréciées en rapport avec l'or. — Conséquences. — Le travailleur est frappé par les jeux de la spéculation. — Profits extraordinaires réalisés par les financiers grâce à la différence de change avec les pays à étalon d'argent. — Exportations entravées, importations favorisées. — Insuffisance des droits de douane. — Un pays ne se compose pas exclusivement de rentiers et de capitalistes. — Pour consommer, il faut produire. — Retirer à l'argent le pouvoir libérateur, c'est accroître le pouvoir de l'or. — Usure. — Les ouvriers, dans le monométallisme-or, doivent donner plus de travail qu'auparavant. — La dépréciation naturelle des métaux précieux est un bien. — Pourquoi favorise-t-on les créanciers au détriment des débiteurs ? — Le remède n'a-t-il pas dépassé le but ?

Dans les discussions qui ont surgit entre monométallistes et bimétallistes, entre les partisans de l'or et les partisans de l'or et de l'argent, on a vu avec peine présenter comme argument, par les monométallistes des railleries, de méprisantes exclamations. Ce genre de discussion, l'âpreté avec laquelle les monométallistes-or défendaient leur opinion, nous ont porté à croire que l'intérêt de

la vérité n'était pas seul en cause, et que ces arguments anti-scientifiques cachaient des préoccupations étrangères au bien social.

Qui profite de l'adoption de l'or comme métal monétaire ayant seul puissance libératoire illimitée ? Qui profite de l'exclusion de l'argent ? Qui souffre de cet état de choses ? — D'abord, il est hors de doute qu'en accordant à l'or seul la puissance libératoire, on donne aux détenteurs de ce métal un pouvoir extraordinaire. Les rois de l'or sont aussi les rois du monde. Il y a dans ce fait un danger social qu'il serait puéril de nier ou de dissimuler.

Journaux et économistes encouragent les gros bénéfices et ce qu'on est convenu d'appeler la haute spéculation, plutôt que le travail plus lent et moins rémunérateur de l'agriculture et de l'industrie : « Le premier devoir de la fortune, comme du capital en général, est de se conserver. La première faute non seulement individuelle ou familiale, mais sociale que puisse commettre un homme riche, c'est de diminuer sa fortune. C'est même un métier et une fonction, l'une des fonctions, l'un des métiers les plus importants, et les plus compliqués de la société, que d'être capitaliste » (1).

Dans ces conditions, le devoir de l'homme riche et du capitaliste nous apparaît bien peu respectable, s'il n'est

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu, *Société d'Economie politique de France*, 5 juillet 1897.

qu'égoïsme ! Fidèles à ce devoir, les financiers de notre époque ont trouvé un moyen inconnu jusqu'ici d'augmenter leurs richesses, ils se sont adressés aux monnaies, ils les ont faussées, à l'instar des anciens rois, Philippe le Bel et autres de funeste mémoire !

On s'est dit que si l'on pouvait décider les gouvernements à rejeter de la circulation monétaire l'un des deux métaux précieux, soit l'or, soit l'argent, tous les capitalistes qui ont des intérêts à recevoir en métal en profiteraient, puisque le métal restant serait plus rare et monterait en valeur, qu'il leur procurerait ainsi plus de jouissance qu'autrefois. Les gouvernements d'Europe ont, vers 1873-74, interdit de transformer le métal argent en monnaie ; l'or qui restait seul en circulation a monté au double de sa valeur, le profit a été acquis tout entier aux capitalistes (1).

Remarquons encore que « dans les pays où le petit nombre possède tout, où le grand nombre n'a que le strict nécessaire, l'industrie se porte ardemment à la formation des objets de luxe, qui sont bien payés, et abandonne le travail nécessaire pour multiplier et perfectionner les productions naturelles parce que ce travail est mal récompensé. La grande inégalité des fortunes nuit donc à l'abondance des denrées et, par une suite nécessaire, à la population (2) ».

(1) Al. Allard, *Revue générale*, octobre 1897, p. 525.

(2) Comte de Landerdale, *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique*, p. xvii.

Chacun aura été frappé du prix élevé qu'atteignent les obligations de l'Etat, des provinces, des villes et d'une foule d'autres créances. Selon le point de vue où l'on se place, on peut envisager soit le haut prix de la rente, soit le taux très bas de l'intérêt : pourquoi la rente est-elle si chère ? Pourquoi l'intérêt baisse-t-il ? Les réponses à ces questions ne manquent pas ; mais on en a négligé une, qui a une réelle importance.

Pour tous les grands emprunts modernes, l'intérêt est stipulé payable en or, et l'*or fait défaut aux demandes*. Les valeurs dont nous parlons donnent droit au porteur de recevoir chaque année un nombre déterminé de pièces d'or, et celles-ci ayant monté de valeur elles-mêmes, devaient faire hausser les fonds d'Etat et les obligations. Les propriétaires de ces richesses ont tous à recevoir de l'or qui a le pouvoir d'acheter aujourd'hui, 25,30 ou 40 0/0 de plus qu'autrefois ; ce sont des centaines de milliards qui se trouvent ainsi favorisés au détriment de la société et du travail.

A la fin de 1891, la dette française s'élevait à 30 milliards 481 millions de francs. Cette dette était émise payable *en or ou en argent au choix du débiteur*. La France a démonétisé l'argent, elle avait l'option de payer en or ou en argent, elle s'est astreinte à ne plus payer ses créanciers qu'en or. Or, cet or a monté de 50 0/0 à leur profit exclusif. Le gouvernement français s'est de ce fait obligé à leur payer deux fois plus qu'auparavant, et *les travailleurs français doivent employer deux fois autant de*

journées de travail, pour acquitter *en or*, la même dette nationale qu'autrefois. Toutes les dettes des Etats d'Europe en sont là ; les journées de travail en plus que les travailleurs doivent y consacrer, doublent aujourd'hui pour eux la charge d'acquitter les mêmes dettes qu'autrefois. Cette hausse de l'or n'est-elle pas ce qui les rend misérables ? Le doute est impossible. L'Etat français, par exemple, a émis, en 1872, un emprunt de cinq milliards en titres 5 0/0 à 85 francs ; le 3 0/0 français vaut 105 aujourd'hui ; pour obtenir 5 francs de rente française, il faut donc payer 175 francs au lieu de 85 en 1870, soit une plus-value de 4 milliards et demi. Mais il y a eu les conversions ! En admettant même que le 5 0/0 soit devenu 3 0/0, il n'en reste pas moins encore 1 milliard de bénéfices pour les rentiers de l'Etat français, ou 20 0/0 sur l'emprunt de 5 milliards seul ; ces 20 0/0 sont payés par le travail national, c'est un milliard payé par lui, sans avoir d'autre motif que la loi de 1873, qui l'a voulu ainsi, aux capitalistes français et étrangers » (1).

Sans doute, le paiement de la rente provenant des fonds d'Etat et des obligations peut se faire en argent ; mais dans le désarroi causé par la démonétisation de l'argent, qu'arrive-t-il en réalité pour ces paiements effectués en monnaie dépréciée ? Nous savons que l'Etat s'est réservé le monopole de la fabrication des monnaies inférieures, dont l'inscription : 50 centimes, un, deux, cinq francs

(1) Al. Allard, *Revue générale*, novembre 1897.

n'est guère correcte ; l'Etat, pour mettre ces monnaies dépréciées en rapport avec l'or, doit supporter la différence énorme qui existe entre l'or et l'argent, attendu que les emprunts sont stipulés payables en or. « Lorsque j'achète un objet d'une valeur déterminée, par exemple un franc, — le franc étant défini le prix d'un lingot d'argent de 5 gr. au cours du 18 germinal an III — je puis supposer l'opération schématique suivante : 1° mon vendeur accepte en paiement un lingot d'argent de 40 centimes et un chèque de 60 centimes ; 2° au lieu d'écrire mon chèque sur du papier, je l'inscris par une empreinte frappée sur le lingot. Cette combinaison permet d'attribuer, dans les relations d'échange entre membres de l'Union latine, une valeur constante à la pièce de un franc, nonobstant les variations du prix du métal, étant convenu que le chèque également variable, aura toujours la valeur complémentaire, *que la collectivité sociale est en mesure de rembourser le chèque en or ou autre métal compté pour sa valeur effective au cours du jour, et qu'elle s'engage implicitement à opérer ce remboursement au cas où la nécessité s'en manifesterait.*

« Je puis donc définir le franc actuel : un lingot d'argent sur lequel est inscrit un chèque formant le complément de sa valeur nominale (1) ».

De ces constatations, plusieurs conséquences découlent manifestement :

(1) Léon Philippe, cité par A. Neymarck dans *Vocabulaire d'économie politique*, p. 276.

a) L'argent ayant été dépouillé de son pouvoir libératoire, la frappe libre de ce métal étant interdite, la pièce d'argent sur le marché international, a perdu énormément de sa valeur par rapport à l'or qui a conservé tous les avantages retirés à l'argent ;

b) Dans ces conditions, le franc ne vaut plus que 40 centimes ;

c) L'Etat, qui a le monopole de la fabrication des pièces d'argent, fournit à ses sujets ces mêmes pièces à leur valeur nominale, inscrite sur le lingot, et il les reçoit aussi de ses sujets pour cette même valeur ;

d) L'Etat payant ses créanciers étrangers en ces pièces d'argent, doit compléter la valeur relative de ces pièces en s'engageant à suppléer la différence très considérable qui existe entre l'or et l'argent ;

e) Chaque fois que l'Etat émet une pièce de un franc, il contracte une dette de 60 centimes, il inscrit sur cette pièce qui ne vaut que 40 centimes, un chèque, une promesse de payer 60 centimes que « la collectivité doit rembourser en or ou autre métal compté pour sa valeur effective ».

Or, qui fournit à l'Etat les ressources nécessaires au paiement de ces énormes différences ? N'est-ce pas, en dernière analyse, la nation ? (1)

(1) « Un gouvernement qui vend des rentes pour s'en approprier le prix, vend en réalité les revenus des particuliers. Il aliène non seulement les richesses et la faculté industrielle des générations présentes, mais encore celles des générations à

Les dettes des divers Etats représentent un total de plus de 136 milliards de francs, la monnaie de papier s'élève à plus de 22 milliards de francs : les sommes formidables nécessitées par le service des intérêts et de l'amortissement de si fabuleuses dettes, sont en majeure partie demandées à l'impôt ; si, dans la plupart des cas, celui qui paie l'impôt ne fait qu'une avance que d'autres lui remboursent, il est clair qu'il ne paie rien en réalité. Alors ce sont seulement ceux qui ne peuvent se faire rembourser par d'autres qui paient réellement tout l'impôt. Et quels sont ceux qui se trouvent dans ce cas ? Ceux qui n'ont ni sol ni capital. Les autres, en effet, mettent l'impôt soit dans le loyer des terres ou des maisons qu'ils donnent en location, soit, comme le dit Franklin, dans la facture s'ils sont commerçants, ou ils se rattrapent en utilisant à leur profit les dépenses sociales. Seul le travailleur sans richesse et isolé est incapable de rejeter l'impôt sur un autre. Comment pourrait-il s'y prendre ?

L'une des applications qui ont le plus contribué à multiplier les transactions internationales de l'univers dans ces derniers cents ans, est bien certainement la création de la richesse mobilière à peu près inconnue au dernier siècle ; cette richesse échappe à tout contrôle, à toute investigation, elle se prête à tous les trafics les plus

venir. Une nation peut être ainsi mise à l'encan et vendue, par les gens qui la gouvernent, aux capitalistes de tous les pays qui se présentent pour enchérir. » (Ch. Comte, ch. xxx du *Catéchisme d'Economie politique*, de J.-B. Say, note).

louables comme les plus éhontés et les plus blâmables, elle favorise le développement de la civilisation, mais favorise aussi les abus des spéculations et l'accaparement de la richesse par certaines classes, au détriment des autres.

Ce ne sont plus les produits du sol, de l'industrie ou du travail qui jouent le grand rôle dans les transactions, ce sont toutes les valeurs de papier inaugurées par le siècle dernier.

Ces valeurs mobilières ont pris un tel développement, une telle extension, qu'économiquement parlant, on est en droit de dire que les chemins de fer, les usines, les propriétés, les maisons de commerce d'un pays sous forme d'action et le sol national lui-même sous forme d'obligation, sont devenus matière à exportation, à trafic international secret, et s'enferment, comme les billets de banque, dans les portefeuilles. — De 1789 à 1889, le total des valeurs mobilières possédées par les Français en France a passé de 300 millions à 80 milliards, tandis que le commerce général n'a augmenté que de 1 à 9 milliards. Le commerce général de la France augmentait de 100 à 818, les valeurs mobilières, possédées par les Français, passaient de 100 à 27.000. Ce phénomène s'est produit dans le monde entier, l'on conçoit dès lors la place énorme que doivent occuper aujourd'hui ces valeurs mobilières dans les transactions de l'humanité : les statistiques commerciales douanières ne donnent plus de cet immense trafic qu'une idée incomplète et fausse.

Cette transformation de toutes les richesses devenues transférables secrètement de main en main, est bien certainement le phénomène économique le plus grave, le plus important, le plus redoutable de notre siècle. Nous disons redoutable, car nous craignons qu'on lui ait jamais accordé l'importance qu'il mérite : ceux qui en profitent aiment assez peu en parler, et les autres, qui en sont les victimes, manquent d'étude pour la plupart.

Un fait cependant saute à l'esprit de chacun : c'est qu'il est véritablement étonnant qu'avec un développement aussi prodigieux de la production et du travail, nous soyons arrivés à cet état de crise sociale, de trouble profond que nous constatons avec inquiétude. Dans ce tourbillon d'affaires qui caractérisent nos temps si fiévreux, il est malheureusement trop vrai que malgré cette extrême activité, un malaise général s'est emparé de l'univers, le capital est sans emploi, le travail manque. L'attention est à la Bourse et aux spéculations mobilières. « Le travailleur ne risque point de capitaux, il est vrai ; mais l'expérience a montré que c'est toujours à lui qu'il incombe de réparer, à la sueur de son front, les erreurs ou les folies financières du moment. On pourrait dire qu'il joue dans la production et l'épargne le rôle de ces imperceptibles conduits souterrains qui, goutte à goutte, secrètent l'eau au fond d'un puits. Le puits peut être tari en quelques heures, mais il faut souvent plusieurs mois pour y ramener le niveau normal. La crise que produit fatalement l'excès de

la spéculation le frappe par ricochet et l'atteint cruellement. Renfermé dans le cercle étroit du salaire, le travailleur n'est cependant pas sans deviner que, si les jeux de la spéculation font subitement la fortune de quelques-uns, ce n'est jamais sans briser un équilibre économique qui doit assurer son existence (1) ».

Les financiers de toutes nationalités et de toutes sortes se sont fait une spécialité de spéculer secrètement sur les nombreux milliards de valeurs qui se négocient dans les Bourses, jeu effréné où les malins jouent avec les moyens inavoués et souvent même avec des cartes biseautées bien autrement nuisibles que celles en usage dans les trente et quarante ou la roulette ; les uns courent à de rapides fortunes, les autres aboutissent à ces krachs terribles et retentissants qui engloutissent en un seul jour les fortunes les plus solides, lentement acquises et fruits de longs labeurs !

En même temps les impôts vont en s'alourdissant et frappent des richesses qui diminuent chaque jour. La fortune mobilière, qui va se développant de plus en plus, ne subit pas les mêmes charges publiques ; tout le monde délaisse la propriété agricole et foncière. Au premier juillet 1890, les 534 valeurs françaises négociées à la Bourse officielle de Paris, représentaient un capital nominal de 57 milliards 714 millions de francs et d'après les cours de clôture de ce jour-là, un capital effectif de 56 milliards 75

(1) Ch. Masson, *La moralité financière et le code pénal*, p. 4 et suiv.

millions. Que représentait ce même capital en 1880 ? Il serait difficile de le dire, beaucoup de titres n'existant plus en 1897, beaucoup d'autres n'existaient pas en 1880. Disons pourtant que 23 grandes valeurs, qui se négociaient en 1880, représentaient un capital nominal de 17 milliards 851.600.000 francs et qu'elles valaient en 1897, 5 milliards 129.800.000 fr. de plus (1). Cinq milliards de profits encaissés en 17 ans sur 23 valeurs, à quels profits cela doit-il correspondre pour les 534 valeurs qui se négocient à la Bourse de Paris, représentant 60 milliards, et surtout pour les innombrables valeurs mobilières qui se négocient dans le restant de l'univers ?

Ainsi encore, le même *Economiste européen* constatait, toujours en 1897, que 127 principales valeurs figurant à la cote de Paris, représentant un capital de 53 1/2 milliards de francs, avaient acquis, pendant les six premiers mois de 1896, une plus-value de 733 millions 811.000 francs : jolis profits pour les banques, banquiers, financiers et syndicats ! Aucune de ces valeurs ne pouvait baisser, toutes ont monté, c'était de l'or à recevoir en paiement, et cet or allait monter et rapporter le double de jouissance.

Une autre source de profits extraordinaires pour les capitalistes provient de la différence du change avec les pays étrangers.

Tant que les deux étalons, d'or et d'argent, ont été reliés par un rapport fixe, dont les oscillations autour du pair

(1) *L'Economiste européen*, 6 août 1897.

15 1/2, étaient extrêmement faibles, ces deux étalons n'en formaient en réalité qu'un seul, et le monde entier, quelles que fussent les différences des régimes monétaires, monométallisme-or, monométallisme-argent, ou bimétallisme, n'avait qu'une commune mesure des valeurs (à la seule exception des pays à papier-monnaie). Du jour où le lien a été rompu par la suspension de la frappe libre de l'argent, les deux étalons, d'or et d'argent, ont cessé de fonctionner parallèlement, et l'écart entre leurs valeurs s'est élargi de jour en jour. Les prix dans le monde n'ont donc plus de commune mesure ; dans une fraction de l'humanité, ils se mesurent en or, dans l'autre en argent, ou réciproquement suivant un certain rapport fixe. Pour soumettre à l'étalon d'or les prix mesurés sur l'étalon d'argent, il faut tenir compte d'un rapport sans cesse variable, et de plus en plus défavorable à l'argent. Si donc, dans les pays à monnaie d'argent, les prix mesurés en argent sont restés à peu près stables, ils subissent tous, dès qu'ils sont convertis en or, la même baisse par rapport à l'ancien taux, calculé d'après le rapport 15 1/2, que celle de leur étalon lui-même vis-à-vis de l'étalon d'or.

Prenons comme type d'un pays monométalliste-argent admettant la frappe illimitée du métal pour le public, le Mexique. L'unité monétaire est la piastre ou peso, pièce d'argent de 27 gr. 073 au $\frac{907,2}{1000}$ pesant, par conséquent 24 gr. 40 de fin, et valant au pair, suivant le rapport 15 1/2, 5 fr. 43 en monnaie française.

Si l'or et l'argent étaient aujourd'hui au pair suivant le

rapport $15 \frac{1}{2}$, 100 piastres vaudraient 543 francs, et les frais d'envoi étant de $1 \frac{1}{3}$ 0/0 environ, le change se bornerait à osciller autour de ce point fixe, 534 francs, de 7 francs en dedans et 7 francs en dehors, c'est-à-dire entre 536 francs et 550 francs.

Mais l'argent est loin d'être avec l'or dans le rapport $15 \frac{1}{2}$; il est aujourd'hui dans le rapport $34 \frac{1}{2}$ environ. L'argent subit une perte de 55 0/0 au-dessous du pair, le kilogramme d'argent est à 100 francs environ, et à ce taux, le lingot de 24 gr. 40 d'argent fin, contenu dans la piastre mexicaine, ne vaut pas plus de 2 fr. 44 en monnaie française, au lieu du pair 5 fr. 43. Cette dépréciation doit évidemment agir sur le change de la monnaie mexicaine, et des effets qui la représentent.

Supposons d'abord qu'un Français doit 100 piastres à un Mexicain. Le débiteur français peut s'acquitter de sa dette de deux manières : il peut acheter en France une traite de 100 piastres sur Mexico, qu'il paiera 244 francs plus certains frais, soit au maximum 247 fr. 24. Ou bien il peut laisser son créancier mexicain tirer sur lui une traite payable en France, en monnaie française pour une somme équivalente à 100 piastres mexicaines, soit encore environ 247 fr. 24.

Dans l'hypothèse inverse, si un Français est créancier d'un Mexicain pour une somme de 244 francs, le Français se fera remettre une traite sur Paris que son débiteur aura achetée 100 piastres au Mexique ; ou bien il tirera un

effet de 100 piastres sur Mexico et le négociera à Paris pour 244 francs.

Quelles sont les conséquences économiques de cet écart considérable du change mexicain ou des pays monométallistes-argent par rapport au pair ? Qui en profite et qui en souffre ? On est aujourd'hui parfaitement renseigné sur ce point : la perte sur le change, résultant de la dépréciation de l'argent, est, pour les pays monométallistes-argent, un bienfait dans le commerce international ; elle agit comme une prime pour leurs exportations, et comme un obstacle aux importations étrangères, au moins quand l'argent n'a pas perdu chez eux sa puissance générale d'acquisition dans la mesure où il a perdu sa valeur vis-à-vis de l'or.

Quand le rapport commercial des deux métaux était aux environs de 15 1/2 et que la piastre mexicaine valait effectivement 5 fr. 43 en France, toute marchandise dont le coût de production était équivalent au Mexique et en France, pouvait être écoulée sûrement au-dessus de son coût sur le marché intérieur par le producteur français. Celui-ci, en effet, n'avait rien à craindre de la concurrence mexicaine, à cause de la surcharge résultant, pour le produit mexicain, des frais de transport et d'intermédiaire et des droits de douane. En supposant que la même marchandise coûtât pour sa production 100 piastres au Mexique, et 543 francs en France, charge absolument égale suivant l'hypothèse, la marchandise produite au Mexique n'aurait pu se vendre en France ou ailleurs, au

minimum qu'à un prix très supérieur à 543 francs. Les producteurs français étaient donc protégés dans leur bénéfice par la surcharge pesant sur la marchandise exotique ; le producteur mexicain, n'aurait pu tenter la lutte que si ses frais de production avaient été beaucoup plus faibles qu'en France.

Aujourd'hui, au contraire, si nous admettons que l'argent, bien qu'ayant baissé de valeur par rapport à l'or de 55 0/0, a conservé au Mexique toute sa puissance d'acquisition à l'égard des marchandises, la situation dans la même hypothèse est complètement retournée au profit du Mexicain. Les frais de production de la marchandise au Mexique, sont de 100 piastres qui représentent toujours, dans ce pays, une charge équivalente à 543 francs dans notre pays, puisque l'argent, nous l'avons supposé, a conservé au Mexique sa valeur par rapport à toutes choses autres que l'or. Par hypothèse, les frais du cultivateur ou de l'industriel français qui produit la marchandise similaire sont de 543 francs. Mais cette fois, à cause de la baisse du change mexicain, la lutte n'est plus possible pour l'Européen. Si le producteur mexicain envoie sa marchandise en France il la vend 100 piastres, et ici pour lui payer 100 piastres en argent, il suffit de déboursier 244 francs. Ajoutons à ce chiffre les frais de transport et les droits de douane, et mettons que le coût du produit monte ainsi à 300 ou 350 francs ; on voit que jusqu'à 543 francs, limite en dessous de laquelle le producteur français ne peut descendre, et qu'il ne peut même

observer sans renoncer à tout profit, il y a une marge considérable, qui permet au producteur mexicain et à son intermédiaire, l'exportateur mexicain ou l'importateur français, de réaliser un énorme bénéfice, là où jadis il y avait perte. En d'autres termes, ces deux personnages, le fabricant exotique et son intermédiaire, sont absolument maîtres du marché, libres de hausser leurs prix jusqu'au niveau le plus bas que puissent supporter leurs concurrents européens, pour réaliser immédiatement le plus gros bénéfice possible, ou de tenir leur prix au-dessous de ce niveau, pour écraser définitivement la production française.

Il semble qu'un si énorme profit pour le producteur et exportateur du Mexique soit impossible, parce qu'il attirerait bien vite les capitaux et ne pourrait se maintenir devant la concurrence. Effectivement, les choses ne se présentent pas en réalité avec le caractère de netteté que nous avons dû supposer pour faire ressortir le phénomène. Au fur et à mesure de la baisse de l'argent, le bénéfice du producteur mexicain augmente d'un ou plusieurs degrés, sauf à se restreindre plus tard devant une baisse du prix en or de la marchandise, baisse déterminée par la concurrence des producteurs, attirés dans les pays à monnaie d'argent par ce profit exceptionnel. Mais cette baisse du prix en or du produit, qui laisse d'ailleurs encore une marge pour un large bénéfice dans les pays à étalon d'argent, est justement la conséquence désastreuse pour la production européenne, qu'entraîne la déprécia-

tion du métal blanc. Elle force l'Européen à abaisser lui-même ses prix jusqu'au niveau de ses frais de production et parfois au-dessous.

Contre cette prime à l'exportation, les nations menacées ont trouvé, il est vrai, un moyen de défense, les droits de douane, qui, joints aux frais de transport et autres, viennent réduire le bénéfice de l'exportateur américain. Mais cette barrière fixe devient insuffisante dès qu'une recrudescence dans la baisse de l'argent donne à l'exportateur exotique un nouvel avantage imprévu. Si les producteurs souffrent, par concurrence, de la baisse du change sur les pays monométallistes, où l'argent a gardé sa valeur, les consommateurs, en revanche, doivent en profiter *quand les intermédiaires et les détaillants ne gardent pas tout le profit pour eux*.

La situation d'un pays à étalon d'or est la même que celle d'un Européen débarquant à Mexico avec 2.440 fr. d'or dans sa poche, pouvant les échanger contre 4.000 piastres d'argent mexicain, qui représentent dans le pays un pouvoir d'achat égal à celui de 5.430 fr. en Europe, et se trouvant ainsi, du jour au lendemain, plus riche de 2.990 francs par le seul bénéfice du change, en mesure d'étendre ses dépenses en conséquence.

A l'inverse, le Mexicain qui touche le sol européen avec 4.000 piastres en numéraire, représentant dans son pays même valeur que 5.430 francs en Europe, ne reçoit en

échange que 2.440 francs et perd toute la différence. Or, son pays tout entier se trouve dans les mêmes conditions pour ses achats en Europe. L'importateur mexicain qui achète pour 244 francs de marchandises en Europe doit, pour s'acquitter, faire une remise sur Paris, Bruxelles, Londres, etc., qui lui coûte 100 piastres, ayant au Mexique même signification de valeur que 543 francs en France, etc.

Il paie en monnaie de son pays une valeur de 543 fr. pour acquérir une marchandise qui, en monnaie française belge, vaut 244 francs. Il est donc obligé de faire payer cette marchandise au consommateur indigène au prix de 100 piastres, majoré des frais de transport et de douane et de son propre bénéfice, alors que jadis, au temps où le rapport de l'or et de l'argent était $15 \frac{1}{2}$, il aurait pu ne la faire payer que 45 piastres, augmentées des mêmes éléments de majoration, puisque suivant le rapport $15 \frac{1}{2}$, $45 \text{ piastres} = 244 \text{ francs}$. Il est certain que, dans de telles conditions, les marchandises françaises, dont les similaires peuvent être produites au Mexique, ne pénétreront jamais dans ce pays, à moins que les charges de la production n'y soient beaucoup plus élevées qu'en France, Belgique, etc. ; si elles y ont été déjà transportées, elles devront se vendre à perte pour s'écouler dans le pays. Et même pour les marchandises françaises qui n'ont pas à subir au Mexique la concurrence des produits indigènes, les hauts prix, dus à la perte sur le change, en restreindront infailliblement la consommation et la demande.

La baisse du change dans les pays monométallistes-argent, vis-à-vis des pays à étalon d'or, agit donc avec une incroyable puissance, comme une prime à l'exportation en faveur des premiers, et comme un obstacle à l'importation au détriment des seconds, depuis que l'argent subit une perte énorme par rapport à l'or.

Si tous les habitants d'un pays étaient des rentiers, ayant placé à l'étranger leurs capitaux, ces rentiers pourraient vivre de leurs rentes, sans devoir produire, ni pour eux-mêmes ni pour l'étranger. Avec les intérêts qui leur sont dus pour leurs capitaux prêtés, nos rentiers achèteraient toutes les choses nécessaires, utiles, superflues qu'il leur conviendrait. Ayant stipulé que le paiement des coupons de titres étrangers se fera en or, nos rentiers doivent souhaiter deux choses qui n'en font qu'une, savoir, l'appréciation de l'or, la baisse des prix en or de toutes les marchandises à l'étranger ; plus l'or aura de valeur, plus de marchandises pourra-t-il procurer, plus nos rentiers étendront leurs consommations et vivront-ils dans l'abondance. Heureux créanciers, pour qui une même somme d'or, périodiquement touchée, représente un pouvoir croissant ! Heureux pays, où tout le monde est consommateur sans être producteur ! Heureuse nation, pour qui tout accroissement d'importation causé par l'appréciation de l'or, est un accroissement de jouissance gratuit et sans contre-partie, au détriment du débiteur étranger !

En réalité, les nations riches, telles que l'Angleterre, la France, la Belgique, se trouvent partiellement dans cette

situation. Elles ont d'énormes capitaux placés à l'étranger (1), et vivent en partie sur les marchandises que l'étranger leur envoie en paiement des intérêts. Malgré l'excédent de leurs importations sur leurs exportations, elles ont toujours un échange favorable et peuvent s'offrir le luxe de consommer plus qu'elles ne produisent, de recevoir plus de produits qu'elles n'en fournissent au dehors, sans pour cela courir à leur ruine, sans cesser même de réaliser de nouvelles économies, qui s'emploient de la même manière et étendent leur privilège. Elles ont donc, à ce point de vue, intérêt à l'appréciation de l'or en dehors de leurs frontières. L'étranger nous doit une certaine somme d'or comme annuité ; faisons des vœux pour que cet or lui soit de plus en plus difficile à trouver ; plus ses marchandises s'aviliront par rapport à l'or, plus il devra nous en fournir pour nous payer la somme d'or fixe qu'il nous doit.

Il ne faudrait cependant pas abuser, ni tendre la corde si violemment qu'elle finisse par se rompre. Il y a une certaine limite aux forces d'un pays débiteur, même s'il est de bonne volonté, et ne commet pas d'extravagances. Une vache ne peut donner par jour qu'une certaine quantité de lait ; si son nourrisseur lui en demande davantage,

(1) « N'est-il pas révoltant de constater que certains capitalistes contribuent à ruiner l'agriculture nationale en favorisant, dans leur intérêt personnel, la production étrangère ? » (Le P. Biederlack, professeur à l'Université d'Insbruck : *La Question sociale*, p. 163, 1910).

sous prétexte que le prix du lait a diminué, il l'épuise tellement, qu'elle finit par n'en plus donner du tout. On dit alors qu'elle fait banqueroute. Et c'est un bien gros mot, si elle n'a pas fait de folies.

A part cette fâcheuse éventualité, un pays créancier, qui a l'étalon d'or, est intéressé en un certain sens à l'appréciation de l'or, c'est entendu.

Mais un pays ne se compose pas exclusivement de prêteurs d'or, de capitalistes intéressés à un avilissement des prix sans limites. Un pays ne peut vivre uniquement de ses revenus ; il faut qu'il produise aussi, et la plupart de ses consommateurs sont en même temps des producteurs. Or, à ce dernier titre, les habitants d'un pays, fût-il riche en épargnes comme la France, la Belgique, l'Angleterre, souffrent de la baisse des changes sur les pays dont la monnaie est avariée, et ils en souffrent de plus en plus, à mesure que le nombre et l'importance de ces pays s'accroissent. Si la dépréciation de la monnaie, dans les pays concurrents, est plus forte et plus rapide vis-à-vis des marchandises, il n'y a plus d'égalité dans la concurrence ; les conditions normales d'une lutte loyale, qui consiste à se disputer le marché en poursuivant par des perfectionnements l'abaissement des prix de revient, se trouvent traversées par un élément perturbateur, le change, qui atteint la production nationale dans ses exportations et jusque sur le marché intérieur. Les prix baissent, tant mieux pour les consommateurs, s'écriera-t-on ; c'est

possible, mais quand la baisse, au lieu de tenir à une cause normale inhérente aux marchandises, à une réduction du prix de revient qui profite à tous, provient d'un fait anormal tel que la baisse des changes étrangers, qui avilit les produits sans diminuer les frais de production, cette baisse est une calamité, parce qu'elle est capable à tarir dans sa source la production et la richesse d'un pays (1).

Toutes les industries sont solidaires ; ceci est surtout vrai au point de vue ouvrier. Si une industrie périclité, les ouvriers qu'employait cette industrie iront ailleurs offrir leurs bras, et par l'appoint considérable qu'ils apporteront, ils feront une concurrence désastreuse aux ouvriers d'une industrie plus prospère. Se réjouir de l'abaissement du prix de certains produits, abaissement dû aux importations, quand les similaires de ces produits existent dans le pays, n'est pas d'une bonne politique ; car la concurrence que font les ouvriers d'une industrie détruite aux ouvriers encore occupés, rend inefficace pour ceux-ci le bon marché des produits, et, quoi que l'on fasse, il faudra toujours payer les produits, si bon marché soient-ils, et pour les payer il faudra *gagner*. Le bas prix des produits est chose désirable, sans doute ; à une condition cependant : c'est que ce bas prix ne soit pas obtenu au détriment des existences humaines. Or, nous avons vu comment les industries peuvent quitter un

(1) D'après Maur. Bourguin, *Ouvrage cité ; passim*.

pays non pas parce qu'on aurait réalisé ailleurs certains progrès, mais bien grâce aux jeux monétaires. N'y a-t-il pas une cruelle ironie à vanter le bon marché des produits, de subsistances, devant les ouvriers privés de travail, c'est-à-dire sans salaire ! (1)

En chassant l'argent de son emploi monétaire, on favorise singulièrement les capitalistes, les prêteurs et les rentiers : nous venons de le voir. Parlons maintenant de l'injustice que l'on a commise en enlevant à l'argent la puissance libératoire, en le réduisant à ce rôle secondaire : servir à la confection de la monnaie d'appoint.

« S'il est un fait général et une coutume dictée par la nature, c'est l'emploi simultané des deux métaux précieux comme monnaie libératoire. La nature a doté également l'or et l'argent des qualités monétaires, et leur emploi remonte aux débuts même de la civilisation (2). »

(1) « MM. Say et Ricardo sont arrivés à croire que la *consommation* était une puissance illimitée, ou du moins qu'elle n'avait point d'autres bornes que celles de la production, tandis qu'elle est bornée par le revenu. Ils ont annoncé que toute richesse produite trouverait toujours des consommateurs, et ils ont encouragé les producteurs à causer cet engorgement des marchés, qui fait aujourd'hui la détresse du monde civilisé, tandis qu'ils auraient dû avertir les producteurs qu'ils ne devaient compter que sur les consommateurs ayant un revenu ». (S. de Sismondi, *Nouveaux principes d'Economie politique*, t. I, p. xii, Paris, Delaunay, 1827). Le salaire est évidemment le *revenu* de l'ouvrier qui a du travail ; mais quel est le *revenu* de celui qui manque de travail ?

(2) E. de Laveleye, *Essais et Etudes*, 3^e série, p. 11.

La monnaie principale était, jusque dans ces derniers temps, composée de deux métaux, l'or et l'argent. Toutes les obligations étaient payables soit en or, soit en argent : toutes les créances étaient remboursables en l'un ou en l'autre métal. Le débiteur avait reçu de l'or ou de l'argent, au choix du prêteur.

Aujourd'hui on exige du débiteur, *qu'il rembourse son créancier dans le métal le plus coûteux*, l'or. Sous le prétexte que l'argent n'a plus la même valeur qu'autrefois — et l'on sait que la prescription de ce métal des Hôtels des monnaies est la principale cause de sa dépréciation — on retire à l'argent le pouvoir libératoire indéfini qu'il avait concurremment avec l'or.

L'or seul est désormais investi de ce pouvoir. Supprimer la liberté de se libérer en monnaie-argent, c'est accroître la puissance de l'or de toute la puissance retirée à l'argent.

Mais c'est aussi et surtout commettre une grande injustice, c'est fausser les contrôles, c'est faire de l'usure.

Représentons-nous quelle était la situation des débiteurs quand l'or et l'argent, reliés par le rapport légal de 1 à 15 1/2, servaient tous deux, sans aucune limite, à l'extinction des dettes. Quelle que fût l'importance de celles-ci, elles étaient parfaitement éteintes, soit au moyen de la monnaie d'or, soit au moyen de la monnaie d'argent, parce que le débiteur, l'emprunteur, avait reçu soit de l'or, soit de l'argent, au choix du créancier, du prêteur.

D'autre part, créanciers et prêteurs savaient parfaitement que lors du remboursement des créances, des rentes, l'augmentation du stock monétaire produite par l'affluence des deux métaux à la fois, or et argent, devait incontestablement alléger pour les débiteurs la charge si lourde du remboursement. Cependant personne ne s'inquiétait de savoir si le rapport de valeur entre les deux métaux précieux était conforme à leur taux de production (1).

Mais quelques-uns de ceux qui érigent en loi naturelle, inéluctable, les conceptions de leur esprit, voulurent, vers 1851, démonétiser l'or, parce qu'il devenait trop abondant ; ils se sont attaqués dans la suite à l'argent, pour la même raison, et ils ont réussi à imposer leurs vues à la plupart des gouvernements (2).

(1) « Ce qui importe, ce n'est pas que l'outillage ait à la base une valeur *intrinsèque* qui vaille plus ou moins, *pris dans son essence*, mais qu'il y ait là un bon instrument d'échange, c'est-à-dire qu'étant sollicité par une bonne contre-valeur reconnue, l'outil fasse circuler rapidement et passer de main en main les produits (P. Coq, *La monnaie de banque*, p. 179).

(2) Nous ferons remarquer, qu'il a été sérieusement question, aux Etats-Unis, vers 1869, de la démonétisation de l'argent *parce qu'il devenait trop rare* : il avait une valeur supérieure à celle de l'or. Le bill Knox, consacrant cette démonétisation, fut adopté par le Sénat le 10 janvier 1871. La Chambre s'en occupa, mais sans conclusion. En 1872, le secrétaire du Trésor recommanda de nouveau le bill de démonétisation, mais, cette fois, parce que l'argent était devenu trop abondant, et que l'Allemagne avait décidé de ne plus se servir de la monnaie d'argent comme monnaie légale (A. Moireau, *Revue des Deux-Mondes*, t. LXXV, 1886, p. 648). Quel désordre, quel gâchis, quelles profondes perturbations ne doit-il pas résulter de ces alternatives

« La chambre est-elle instruite des lourdes charges qui pèsent sur le commerce de ce pays ? Je ne pense pas que beaucoup de gens le soient. J'ai pris la peine, pour ces dernières années, de rechercher quelles sont réellement ces charges, et j'ai trouvé que le commerce de ce pays ploie sous le faix d'énormes sommes payables en or, qui ne s'élèvent pas à moins de 150 millions sterling par an et probablement 200. Je comprend là les dettes nationales et particulières : emprunts, rentes, obligations de chemins de fer, impôts, etc. Le pouvoir d'achat de l'or a augmenté de plus de 40 0/0 depuis 1873, c'est-à-dire qu'il a fallu prélever 40 0/0 *de plus sur les produits du travail humain* pour satisfaire à ces charges. *C'est une taxe levée par les paresseux sur les travailleurs* de la société, et sûrement, ajouter aux revenus de la classe non productrice, *aux dépens des masses laborieuses*, n'est pas fait pour augmenter le bien-être de la société.

« J'estime que moitié de cette charge supplémentaire est le résultat de la démonétisation de l'argent. Si les deux métaux avaient continué à être monétisés suivant la loi bimétallique au rapport de 15 1/2 à 1, la baisse des prix se serait répartie entre les pays à monnaie d'or et ceux à monnaie d'argent. La classe créancière, les porteurs de titres, prêteurs de monnaie, créanciers, hypothécaires, etc., n'auraient pas eu cette moitié *d'injuste* augmentation qui serait restée dans les poches des classes industrielles

d'appréciation et de dépréciation de ces monétisations et de ces démonétisations !

qui constituent 90 0/0 de la nation. Et cette moitié ne peut s'estimer à moins de 30 milliards sterling par an (1). »

Supposons que sur les 44 milliards de métaux qui circulent dans le monde, une entente internationale décrète la suppression de l'argent, soit de la moitié du stock monétaire à peu près ; il est bien clair, dans ce cas, que l'autre moitié, l'or, doublera d'utilité dans les relations ; supposons qu'il suffise de donner moitié en or, par exemple, pour obtenir la même somme de jouissance qu'auparavant avec l'argent. Mais l'Etat français qui s'est obligé, par exemple, chaque année, de payer à un de ses prêteurs cent mille francs dans cette monnaie, s'avilissant il est vrai, chaque année, comme elle l'a toujours fait de tout temps, mais qui, par ce fait, et conformément au contrat, payait chaque année de moins en moins, va voir sa situation se changer subitement en sens inverse.

Dans l'hypothèse que nous avons posée, les 500.000 fr. équivaldront à un paiement de un million de francs, puisque la force libératoire de la seule monnaie restante se sera accrue du simple au double ; donc l'Etat s'appauvrirait en ne consentant à ne s'acquitter qu'avec un seul métal, l'or, et il s'appauvrirait au profit exclusif de ses crédientiers, et contrairement aux engagements primitifs qui faisaient leur loi, c'est-à-dire au droit pour l'Etat de s'acquitter avec deux métaux, à son choix. Or, si nous

(1) Sam. Smith, Chambre de Communes, 18 avril 1890. — Cité par Mgr Walsh, archevêque de Dublin, *Bimétallisme et Monométallisme*, p. 38 ; traduction de A. Charbry.

considérons que l'Etat est un être impersonnel qui ne peut pas perdre, puisque ce sont les contribuables qui couvrent tous ses engagements, l'adoption du simple étalon d'or se résoudrait en perte énorme pour l'ensemble des contribuables, pour l'intérêt public, en un mot, au profit exclusif d'une seule classe de gens qui en profiterait, celle des rentiers improductifs.

« La dépréciation continue de l'étalon monétaire est un phénomène d'une haute importance sociale et dont les effets doivent être considérés, tout bien pesé, comme bien-faisants.

« D'abord la dépréciation de la monnaie a pour conséquence ordinaire, une hausse des prix. Or, la hausse des prix est un stimulant utile à la production ; elle tient en haleine l'esprit d'entreprise, elle favorise la hausse des salaires, elle agit comme un tonique et est un symptôme de santé économique.

« De plus, la dépréciation de la monnaie favorise les débiteurs, puisqu'ils pourront se libérer en donnant une valeur moindre que celle qu'ils ont reçue ; elle apporte, pour répéter un mot fameux appliqué à la découverte des mines du Nouveau-Monde, la libération des vieilles dettes. Elle agit dans le même sens que l'abaissement du taux de l'intérêt — ou mieux encore comme un amortissement fatal du capital. Or, il est très bon que les vieilles dettes soient amorties et ne pèsent pas jusqu'à la centième génération sur les fils et petits-fils de l'emprunteur. Cela est

précieux surtout pour les Etats qui sont les plus gros débiteurs et les seuls vraiment perpétuels. Il est vrai que dans la mesure même où la dépréciation de la monnaie favorise le producteur et le débiteur, elle porte préjudice au consommateur et au créancier. Mais ce préjudice lui-même est un bien. En ce qui concerne le consommateur d'abord, il est également producteur, il se rattrape aisément de l'accroissement des dépenses par la plus-value de ses produits ou de ses salaires. S'il consomme sans rien produire, tant pis pour lui, la hausse des prix la frappe justement. En ce qui concerne le créancier, si sa créance est à courte échéance, comme celle en usage dans le commerce, la dépréciation de la monnaie ne l'atteint pas ; si sa créance est à long terme ou perpétuelle, c'est-à-dire si elle constitue une rente (rente sur l'Etat, rente foncière sous forme de fermage, obligations à long terme de chemins de fer ou de villes, etc.), eh bien ! alors il est bon que la réduction croissante de ses revenus l'avertisse qu'il joue en ce monde le rôle de parasite et qu'il fera bien, s'il veut conserver ou transmettre aux siens une situation sociale équivalente à la sienne, de s'évertuer ou du moins d'apprendre à ses enfants à jouer un rôle actif. Il y a déjà longtemps qu'un homme qui n'était rien moins que socialiste, un grand financier de la Restauration, Laffitte, disait en parlant du rentier : « Il lui faut ou travailler ou se réduire. Le capitaliste a le rôle de l'oisif ; sa peine doit être l'économie, et elle n'est pas trop sévère. » D'ailleurs, les rentiers intelligents ont bien des moyens pour éluder

la dépréciation de valeur de la monnaie, soit en achetant des titres « au-dessous du pair », soit en plaçant une partie de leur fortune en actions des compagnies industrielles, titres qui, à la différence des obligations ou titres de rentes, suivent dans leurs cours la hausse du prix des produits.

« Pour faire la contre-épreuve, supposons que nos prévisions au sujet de la baisse des métaux précieux ne viennent pas à se réaliser — et au bout du compte elles sont loin d'être infaillibles, — nous verrions alors se produire les effets inverses de ceux que nous venons d'indiquer : une dépression constante des prix, peser sur l'industrie et décourager l'esprit d'entreprise, les Etats accablés sous le poids d'une dette grossissante et acculés à la banqueroute, et *les rentiers s'enrichissant plus sûrement par l'oisiveté que les autres classes de la population par le travail*. Rien ne serait plus propre à provoquer une *révolution sociale*. Réjouissons-nous donc de la dépréciation des métaux précieux, pour autant qu'elle dure : elle sert d'huile dans les rouages (1) ».

Si la dépréciation de la monnaie, grâce à son abondance, cause du préjudice aux rentiers, *ce préjudice est dû à une cause naturelle et qui est connue d'avance* (2);

(1) Ch. Gide, *Cours d'économie politique*, p. 315 et suiv.

(2) « Nous ne songeons pas seulement à la dépréciation possible de cet étalon par suite de la surabondance toujours à craindre de la production du métal monétaire. C'est là un péril que l'on

d'autre part, l'appréciation de l'or, dont bénéficient ces mêmes personnes, et dont souffre la plus grande partie de la multitude, *cette appréciation est due à une cause artificielle*, la suppression arbitraire de l'argent, employé concurremment avec l'or, depuis des siècles, comme moyen libérateur parfait. Mais, en supposant vraie la dépréciation due à l'abondance de ce métal, pourquoi prend-on des mesures pour sauvegarder les intérêts des capitalistes, des prêteurs de monnaie, des créanciers, et pourquoi ne s'inquiète-t-on pas des débiteurs du surcroît de charges qui pèsera sur eux ?

Et puis, surtout, le remède proposé à la dépréciation de monnaie, — suppression de l'argent — n'a-t-il pas dépassé la mesure ? Est-on bien certain d'avoir observé une juste proportion entre cette dépréciation, et le relèvement du pouvoir d'achat de la monnaie ? Le doute n'est pas possible ; une classe a été favorisée : les détenteurs de l'or. « Avec ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre et dans les autres pays à l'étalon d'or, la classe des débiteurs paie à la classe des créanciers plus qu'il n'a été convenu lorsque la dette a été contractée (1). »

n'a point méconnu mais que généralement l'on tient pour inéluctable. » (M. Ansiaux, *ouvrage cité*, p. 5).

(1) Mgr. Walsh, *ouvrage cité*, p. 35.

TROISIEME PARTIE

Solutions.

CHAPITRE PREMIER

BIMÉTALLISME INTERNATIONAL

Quelques erreurs économiques. — Le progrès monétaire ramène le troc. — Importance plus grande de la monnaie comme mesure de la valeur. — Est-ce un bien ? — Une équation économique incomplète. — Usages nombreux et importants de la monnaie. — Le travail acheteur de la monnaie rare. — Etablissement du bimétallisme par les grandes nations commerciales et industrielles. — Si cet accord international se rompt ? — L'intérêt bien entendu, non l'égoïsme, exige le bimétallisme. — Fausse distribution des richesses. — Pétition des travailleurs anglais. — Traité monétaire international. — La paix basée sur la justice. — Opinion de M. Linderdale, gouverneur de la Banque d'Angleterre. — Si l'Angleterre refusait d'entrer dans cette entente internationale ? — L'attitude de l'Angleterre. — Les bénéfices des marchands de métaux. — Qui vaincra ?

Une constatation que chacun peut faire est celle-ci : les progrès réalisés en économie politique, ont été unilatéraux au lieu d'être généraux.

L'ouvrier, aux yeux de certaine économie politique, est un instrument, un auxiliaire, un coopérateur coûteux

dont il y a tout profit à se passer. Et, de fait, quand on le peut, on le supprime. Ne demandez pas à cette économie politique ce que devient l'ouvrier privé de travail : réduction, suppression du travail humain, mais c'est là le triomphe, qu'elle exaltera en vantant la vie à bon marché — comme s'il pouvait exister de vie à bon marché pour ceux privés de moyens d'acheter, ou encore en disant que l'homme est désormais maître de la matière, qu'il s'est assujéti les forces de la nature, qu'à celle-ci sont réservés les travaux pénibles, grossiers. Cependant on remarque que les travaux les plus dangereux, les plus répugnants sont demeurés le lot de l'homme ; que si l'effort musculaire a été parfois réduit, la tension intellectuelle s'est accrue dans une proportion bien plus forte que la réduction correspondante de l'effort physique. — Il a été de même pour la monnaie : « l'expérience a souvent démenti la théorie ; l'histoire des peuples a présenté des résultats tout différents de ceux que la science avait prévus » (1).

La monnaie est certes une heureuse invention, un instrument nécessaire aux transactions. Sans doute, cet argent des échanges pouvait se perfectionner ; mais, chose étrange, semble-t-il, bien fait pour étonner : le perfectionnement ultime, apporté à la monnaie, a consisté précisément à nous ramener au régime du troc, aux procédés primitifs des sociétés encore barbares.

(1) E. Fauconier, *ouvrage cité*, p. 71.

« C'est bien une sorte de troc qui est réalisé dans cette merveilleuse institution du *Clearing-house*, car ses liasses monstrueuses de chèques, lettres de change, effets de commerce, qui sont échangés et compensés chaque jour, ne sont que les signes représentatifs des monceaux de caisses, de ballots, de barriques, qui ont été échangés en nature, et, pour qui sait regarder derrière les coulisses, le *Clearing-house* apparaît comme un grandiose marché analogue à ceux des peuplades africaines ou des cités disparues, avec cette seule différence qu'au lieu d'échanger les marchandises en nature on échange les titres qui les représentent » (1).

Le *Clearing-house* et tous les procédés modernes du commerce et de la banque sont de bien ingénieuses améliorations, nul n'en doute.

Mais pourquoi les bénéficiaires de ces moyens d'épargner la monnaie, disent-ils au reste du monde : « La monnaie n'est plus si nécessaire ! » « Le numéraire métallique d'une nation est, de toutes les dépenses publiques, la plus utile, de toutes ses magnificences, la plus raisonnable. Il ne produit rien, dit-on ; mais n'est-ce donc rien que la stabilité et la sûreté ? Il ne produit rien, mais ces immenses parcs que les Anglais ont conservés dans l'enceinte de Londres, ne produisent rien non plus ; ils occupent un terrain qui pourrait être rendu productif ; et qui vaut peut-être autant que tout le numéraire circulant

(1) Ch. Gide, *Cours d'Economie politique*, p. 356. 2^e édition.

à Londres ; cependant les habitants ont senti que l'air pur, la promenade, la jouissance des yeux étaient aussi des produits, et que la richesse qui donne de la santé et du plaisir n'est pas infructueuse » (1).

En fait, la situation actuelle peut se résumer ainsi : dans les hautes sphères industrielles et commerciales, la monnaie n'intervient que pour régler les différences ; les emprunts des Etats sont payables en or ; l'argent ne sert qu'à former une monnaie d'appoint. Il en résulte que si la monnaie a perdu de son importance comme instrument d'échange, elle a conservé et augmenté sa fonction de mesure des valeurs. « L'argent est devenu un instrument de thésorisation, de capitalisation, la forme sous laquelle la richesse aime le plus à se symboliser. Il a servi à accumuler la valeur, au lieu de servir à la faire circuler. Il s'est immobilisé, au lieu de se transporter (2). »

Cette transformation des fonctions de la monnaie est-elle un bien, est-elle un mal ? Nous n'hésitons pas à dire que pour la grande industrie, le haut commerce, les rentiers, elle est un bien. Sous un petit volume, la monnaie rare a une très grande valeur, elle représente une quantité prodigieuse de produits et de travail ; mais à cause de cela même, pour l'acquérir, il faudra une dépense très considérable de travail.

(1) S. de Sismondi, *Nouveaux principes d'Economie politique*, t. II, p. 140.

(2) Marc Aucuy, *Les systèmes socialistes d'échange*, p. 29, 1908.

D'autre part, si la monnaie rare commande beaucoup de produits, et est ainsi avantageuse à ses possesseurs, il ne faut pas oublier que la monnaie est le *medium circulans indispensable*, l'agent nécessaire des échanges pour les neuf dixièmes des hommes. Sans doute, les produits s'échangent contre les produits, et le travail en général est le moyen de se les procurer ; mais le travail achète de la monnaie, et celle-ci, les produits.

Telle est l'organisation actuelle de la société. — Pour l'immense majorité des hommes, les produits, le travail, ne s'échangent pas directement contre des produits ; un intermédiaire intervient, qui paie les uns, achète les autres : la monnaie.

Bien plus, la monnaie forme les capitaux. « S'il n'y avait pas de monnaie, il y aurait des biens, mais il n'y aurait pas des capitaux. Il faudrait prêter les biens en nature : prêter du bois, du fer, et redevenir possesseur à la fin du prêt, de bois et de fer dont on n'a pas l'emploi et qui presque toujours seraient du bois et du fer différents. Et pour l'emprunteur, quel embarras. Il devait ou trouver à emprunter exactement les choses dont il a besoin, ou emprunter des choses quelconques pour tenter ensuite de les troquer ailleurs contre les choses qu'il recherche. Et plus tard pour restituer, comment et par quel sacrifice retrouver des choses identiques à celles qu'il a empruntées (1) ? »

(1) Cernuschi, *Mécanique de l'échange* ; cité par L. Daubresse,

On connaît les équations chères aux économistes :

Dans l'échange on donne :

$$\left. \begin{array}{l} \text{Un produit} \\ \text{Un travail} \\ \text{Un service} \end{array} \right\} \quad \text{contre} \quad \left\{ \begin{array}{l} \text{Un produit} \\ \text{Un travail} \\ \text{Un service} \end{array} \right.$$

A ces équations, on doit, pour déterminer la situation vraie, réelle, substituer la trilogie suivante :

$$\left. \begin{array}{l} \text{Produit} \\ \text{Travail} \\ \text{Service} \end{array} \right\} \quad \text{monnaie} \quad \left\{ \begin{array}{l} \text{Produit} \\ \text{Travail} \\ \text{Service} \end{array} \right.$$

Le terme moyen : monnaie, est d'une importance exceptionnelle. Qu'est-ce donc que la monnaie? « Toute pièce de monnaie doit être considérée un bon portant sur l'ensemble des richesses existantes et donnant droit au porteur de se faire délivrer une portion quelconque de ces richesses à son choix, jusqu'à concurrence de la valeur indiquée sur sa pièce. — Toute personne qui désire se procurer un objet qu'elle n'a pas produit directement (et c'est le cas de l'immense majorité), ne peut se le procurer que par une double opération qui consiste : 1° à échanger les produits de son travail ou son travail lui-même contre du numéraire, ce qui s'appelle *vendre* ; 2° échanger ce numéraire contre les objets qu'elle désire, ce qui s'appelle *acheter*. Or, de ces deux opérations, la seconde, l'achat, est très aisée. Avec de l'argent il est toujours facile de se pro-

Systèmes monétaires, cotes des changes, Poids et Mesures de tous les pays, p. 8, 1905.

curer ce que l'on veut. La première opération, la vente, est au contraire beaucoup plus difficile ; avec un objet même de grande valeur, il n'est pas toujours aisé de se procurer de l'argent... Comme on l'a fort bien dit, une richesse quelconque ne permet de satisfaire qu'un *besoin spécial et déterminé*, au lieu que le numéraire permet de satisfaire un besoin quelconque *à notre choix*.

« Le numéraire en dehors de cette qualité d'être le *seul instrument d'acquisition* direct, en possède une autre fort importante : il est le *seul instrument de libération*. Il n'est aucune richesse qui jouisse de cette vertu singulière, car la loi, comme l'usage, ne reconnaît d'autre mode de libération que la monnaie. Il n'est personne dans le monde commercial ou industriel qui ne soit toujours débiteur de sommes plus ou moins considérables. Or vainement le commerçant posséderait-il en magasin des marchandises pour une valeur supérieure au montant de ses dettes (et il arrive en effet plus d'une fois que dans une faillite l'actif se trouve, tout compt fait, supérieur au passif) — s'il n'a pas au moment voulu, pour faire honneur à sa signature, cette richesse spéciale qui s'appelle des espèces monnayées, il est déclaré en faillite. Est-il donc surprenant qu'on attache une importance si grande à une marchandise de la possession de laquelle peut dépendre à tout instant notre crédit et notre honneur ? — C'est pour l'argent que la satiété est la plus rare et paraît presque invraisemblable. Pourquoi ? par cette raison bien simple que l'argent est la seule richesse qui ait la propriété de répon-

dre, non à un besoin défini, mais à tous les besoins possibles, et par conséquent, il ne cesse d'être désiré, qu'au moment où tous les désirs sont satisfaits, ce qui recule la limite presque à l'infini (1). »

« La monnaie a été vivement recherchée, non pour l'or et l'argent qu'elle contient, mais uniquement à cause du travail qu'elle épargne (2). »

« Dans le fait, les produits ne s'échangent jamais contre des produits, mais toujours contre de *l'argent*. Tant que les produits ne se sont pas convertis en argent, pour qui seraient-ils donc du capital ! Serait-ce pour ceux qui les ont entassés dans leurs magasins ?

« Il suffirait de s'adresser aux négociants de tout genre, depuis le grand fabricant de coton et de soieries jusqu'au petit relieur marchand de portefeuilles, papiers à lettres et porte-monnaies, et de leur demander s'ils peuvent payer leurs *lettres de change* avec leurs *produits*, en s'autorisant de Say, pour affirmer que ces produits, c'est du « capital » ! Que l'on considère les sacrifices que s'impose le petit commerçant, quand approche le jour de l'échéance, forcé qu'il est de passer par l'usurier ou d'employer d'autres moyens pour se procurer du *capital*, quoique ses magasins regorgent de capitaux, tels que l'entendait Say, d'objets invendus (3). »

(1) Ch. Gide, *ouvrage cité*.

(2) Comte de Lauderdale, *Recherche sur la nature et l'origine de la richesse publique*, p. 146.

(3) F. Lassalle, *Monsieur Bastiat-Schulze de Delitzsch, le Julien*

Si l'on se reporte par la pensée aux innombrables et nécessaires usages de la monnaie, on se convaincra aisément que le rôle de cet argent est souverainement important. Quelle est la situation faite au travail dans le cas d'une monnaie rare, donc très chère ?

Reprenant l'équation donnée plus haut, nous disons que si le travail achète des produits, c'est en passant par l'intermédiaire obligé de la monnaie. Le travail doit acheter de la monnaie d'abord, et avec celle-ci les produits désirés. Le travail acheteur de monnaie rare se trouvera donc dans le cas de tout acheteur devant un produit cher : il devra donner beaucoup pour recevoir peu. Mais à l'encontre du produit dont on peut se passer, la monnaie est d'une impérieuse nécessité. L'ouvrier isolé, le petit négociant, n'ont du crédit ni en banque ni ailleurs. Il leur faut du comptant, de la monnaie.

On voit les conséquences d'une pareille situation : le produit monnaie sera peu offert, le travail, acheteur de ce produit, sera peu demandé ; on ne recourra au travail humain que quand il le faudra absolument bien. Les travaux publics et autres ne pourront se faire que dans le cas d'extrême urgence ; les produits fournis, grâce aux machines, aux perfectionnements successifs, en quantité extraordinaire, encombreront le marché dépourvu d'ache-

teurs, et l'on verra se réaliser ce phénomène déconcertant : la misère au sein de l'abondance.

Mais les succédanés de la monnaie ne peuvent-ils remédier à sa rareté ? Les billets de banque sont gagés sur la monnaie, sur les effets en portefeuille, qui eux-mêmes se révolvent, en fin de compte, par une liquidation monétaire. Et la monnaie d'appoint ? La monnaie d'appoint est nécessairement limitée, comme nous l'avons vu. Etant fonction de la monnaie principale, sa quantité ne peut sans danger être hors de proportion avec la quantité de monnaie principale ; en d'autres termes, la monnaie d'appoint formant *légalement* une fraction de la monnaie principale, il faut qu'on puisse, en tout temps, totaliser ces fractions et leur donner pour somme l'équivalent en monnaie principale. Voilà pourquoi cette monnaie *représentative*, doit être restreinte à ce rôle subordonné.

Deux moyens sont indiqués pour obtenir une monnaie à la fois réelle et abondante : instaurer le bimétallisme universel, ou adopter l'argent comme étalon.

L'adoption par tous les Etats du rapport entre l'or et l'argent de 1 à 15 1/2, est le remède à toutes les difficultés que crée la question monétaire. Que tous les pays admettent les paiements illimités en or ou en argent dans la proportion adoptée par la loi de germinal an XI, il y aura ainsi, dans tous les pays civilisés, une monnaie bimétallique universelle.

Il est naturel de penser que ce rapport pourrait être

rétabli, si les principales puissances, celles qui disposent des masses métalliques les plus considérables, s'entendaient pour admettre le monnayage libre de deux métaux suivant cette relation. Ce que les lois ont pu défaire, elles peuvent le refaire ; l'immense débouché qu'elles ont retiré à l'argent, elles peuvent le lui rendre ; la fonction séculaire qu'il a exercée, elles peuvent la lui restituer. Il y aurait quelque témérité ce nous semble, à traiter de théoriciens idéologues ceux qui pensent qu'un accord entre les grandes nations pourrait réaliser aujourd'hui, ce que le régime intérieur de quelques Etats permettait d'obtenir autrefois. Il est donc permis de croire que l'Angleterre les Etats-Unis, l'Allemagne et la France pourraient encore aujourd'hui en rétablissant par un accord international l'égalité de traitement entre l'or et l'argent, ramener leur valeur à l'ancien rapport que la France parvenait jadis à maintenir entre eux.

« La nature même de la question monétaire empêche qu'elle puisse être résolue séparément par chaque puissance, mais cela ne dispense pas les gouvernements de travailler à conclure des conventions internationales. Il ne semble pas tellement nécessaire qu'on fasse adopter partout l'étalon double, bien que cette mesure puisse atténuer beaucoup l'influence qu'exerce sur la crise agricole la diversité des systèmes monétaires ; mais on devrait tout au moins fixer par un accord international un rapport entre l'argent et l'or (1). »

(1). Le P. Biederlack, professeur à l'Université d'Innsbruck : *La question sociale*, p. 163, 1910.

Mais le jour où l'accord se romprait, ne faudrait-il pas procéder à la liquidation dans des conditions désastreuses ? La rupture de l'Union, suivie d'une suspension universelle de la frappe de l'argent, serait, en effet, le signal d'une brusque dégringolade des cours de ce métal, et d'une baisse formidable dans la valeur métallique de la monnaie blanche. Or, cette monnaie frappée sans discontinuer pendant toute la durée de la convention, accrue, par conséquent, dans des proportions considérables, serait répandue partout, puisqu'elle aurait circulé à travers le monde pour sa valeur métallique. Chaque Etat serait sans doute tenu, après la suspension de la frappe, de reprendre sa monnaie d'argent pour sa valeur légale au pair. Une pareille liquidation ne serait-elle pas ruineuse pour les Etats qui se seraient lancés dans cette aventure du bimétallisme ?

En parlant ainsi de liquidation, on semble assimiler la convention bimétallique aux Unions monétaires qui ont pour objet, comme l'Union latine ou l'Union scandinave, d'établir dans plusieurs Etats indépendants les mêmes types monétaires ayant cours légal réciproque. Ces sortes de conventions doivent, en effet — aujourd'hui que la valeur légale de l'une des monnaies est supérieure à sa valeur métallique, — contenir une clause de liquidation, parce qu'il faut régler d'avance les conditions dans lesquelles s'opérera, en cas de dissolution du pacte, le rapatriement de la monnaie faible d'un Etat, circulant sur le territoire des autres Etats contractants. Au contraire, un accord portant simplement sur la reprise de la frappe de l'argent, et sur

l'adoption d'un rapport identique, n'entraînerait à sa suite aucune liquidation dans le cas où il se dénouerait. Les Etats contractants, n'étant pas obligés de recevoir dans leur circulation les monnaies à l'effigie des autres Etats, n'auraient pas, en cas de rupture, à régler les conditions de leur rapatriement. Ils devraient, pendant la durée du pacte, marquer à leur empreinte le métal en barres, ou le métal monnayé en espèces étrangères qu'on présenterait à leurs Hôtels des monnaies et ce serait tout. Si l'accord venait à cesser, ceux qui auraient en mains une monnaie étrangère la garderaient pour leur compte.

Mais cette perspective, pour les porteurs, d'avoir à subir une perte sur la monnaie d'argent étrangère qu'ils détiendraient au moment de la dissolution de l'Union bimétallique, ne serait-elle pas suffisante pour faire obstacle à la libre circulation internationale de cette monnaie ?

Qui voudrait accepter, dans de telles conditions, des espèces d'argent étrangères ? Et dès lors, comment espérer que l'or et l'argent circulent jamais au pair dans les échanges internationaux ?

Cette difficulté n'est qu'apparente. En l'absence même de toute clause de liquidation et de garantie, chaque Etat serait bien obligé, après la rupture de l'entente, d'accepter en paiement la monnaie d'argent portant son effigie, pour le nombre de francs, de marcs, de schellings ou de dollars inscrit au revers des pièces. Il serait même de toute justice que par le traité, les Etats contractants s'engageassent à n'apporter aucune modification de nature à entraver le

rapatriement de l'une ou de l'autre de leurs monnaies « par la voie du commerce et des échanges ».

Cette faculté, d'employer à tout événement, dans les paiements à effectuer en France, en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis, les espèces d'argent qui y auraient été frappées, serait une garantie suffisante pour la solidité de leur valeur et pour leur libre circulation au pair, car il ne faut jamais oublier que ces pays sont toujours créanciers dans les relations internationales.

Mais alors, peut-on dire, les grands Etats qui auraient fait partie de l'Union bimétallique se trouveront un jour ou l'autre forcés de reprendre toute la monnaie blanche frappée à leur effigie, comme si la convention avait contenu une clause de liquidation. C'est exact, sauf un point important : une clause de liquidation obligerait chaque Etat à reprendre immédiatement sa monnaie d'argent, et à la rembourser en or sur le pied de sa valeur légale ; ce serait de ce chef, pour le trésor public, une perte sèche qui pourrait être colossale. Au contraire, la rentrée des espèces d'argent nationales par la voie du commerce se fera peu à peu, sans que l'Etat ait à intervenir, sans charge pour le budget. On dira sans doute que la perte sera alors pour les particuliers et que le pays, dans son ensemble, s'en trouvera toujours appauvri dans la même mesure. Il est certain que le pays, recevant en paiement une monnaie d'une puissance inférieure (au moins dans les rapports internationaux), n'aura pas, vis-à-vis de l'étranger, un pouvoir d'achat aussi étendu, que s'il avait été payé en or.

Mais les particuliers obligés de recevoir cette monnaie renvoyée par l'étranger, en souffriront-ils ? Subiront-ils ainsi une perte de valeur ?

Pour répondre affirmativement, il faudrait admettre qu'en France, en Angleterre, etc., la monnaie d'argent, par le fait de son abondance, ne se maintiendra pas au pair de l'or dans la circulation intérieure. Mais pourquoi supposer que l'or fera prime dans ces deux pays après qu'ils auront dénoncé le pacte et suspendu la frappe de l'argent ? Est-ce parce que l'argent monnayé figurera en quantité plus considérable qu'aujourd'hui dans leur circulation et surtout dans les encaisses de leurs banques d'émission ? Mais, encore une fois, ce n'est pas la grande abondance d'une monnaie, même dépréciée dans sa valeur métallique, qui entraîne par elle-même la rupture du pair entre les deux monnaies, c'est la disparition de l'autre, ou plutôt le besoin que l'on a, dans un pays, de la monnaie rare pour opérer des paiements à l'étranger. Or, à moins de supposer que les grandes puissances deviennent débitrices de l'étranger, il n'y a pas de raison pour présumer qu'elles perdront leur monnaie d'or après la dénonciation du pacte plutôt que pendant sa durée. En admettant même qu'elles aient laissé échapper une partie de leur or dans la période du bimétallisme, elles trouveront bien le moyen, en cas de dissolution de l'Union, de le retrouver un jour après que leurs débiteurs auront usé jusqu'au bout de la faculté de la payer en monnaie d'argent à leur effigie.

Je ne méconnais pas d'ailleurs que l'existence, dans

un pays, d'un énorme stock de monnaie d'argent dont la valeur est purement nationale — à cause de l'écart considérable qui existe entre la valeur de la monnaie et celle de son métal — constitue une menace permanente pour l'Etat et pour les détenteurs de cette monnaie ; c'est un danger pour le cas où le pays, devenu débiteur de l'étranger, aurait à se priver de sa monnaie forte. L'accroissement du stock considérable de monnaie blanche serait donc un mal, dans le cas où l'accord, qui nous aurait obligés, à l'augmenter, viendrait à se rompre, et où l'argent serait de nouveau frappé de déchéance. Ce mal, il ne faut chercher ni à l'exagérer, ni à le dissimuler. Mais il existerait également pour les autres Etats, jadis engagés dans l'Union, car rien n'autorise à croire qu'il aurait été frappé moins de pièces d'argent à l'effigie anglaise, allemande, ou américaine, qu'à l'effigie française.

Il est donc permis au moins de considérer cette éventualité comme étant propre à rendre justement plus solide le lien créé par un accord international. L'intérêt, non moins que l'esprit de loyauté, imposerait aux gouvernements la fermeté et l'esprit de suite dans cette entreprise ; sur cette base la confiance renaîtrait, et l'argent reprendrait sa valeur perdue.

Cependant, il faut tout prévoir. Si les Etats qui ont refusé d'adhérer à l'Union, n'ont pas confiance dans sa durée, ils chercheront sans doute à profiter des circonstances, et à faire provision d'or pour le jour où, l'Union étant rompue, l'or reprendrait son empire. Et dans les Etats

bimétallistes eux-mêmes, il est possible que les particuliers, les hommes d'affaires, partagent le même sentiment, et persistent, dans les relations internationales, à préférer l'or à l'argent. Leurs créances sur l'étranger étant stipulées payables en or, ils continueront à exiger que le service des intérêts se fasse en or ; par là même, ils empêcheront l'or et l'argent de toucher le pair, ou bien, s'ils ne les en empêchent pas dès le début, ils les en détourneront très vite par la suite.

Là se trouve, nous le reconnaissons, le véritable danger ; peut-être, en effet, cet état des choses entraînerait-il une certaine faiblesse des cours de l'argent. Mais, à supposer qu'il en résultât une exportation d'or en dehors de l'Union par l'effet de la spéculation, cet or reviendrait immédiatement, conformément, à l'hypothèse même, puisqu'il ne serait recherché au dehors que pour être renvoyé en paiement. Et l'on est ainsi amené à se demander s'il pourrait y avoir, d'une façon appréciable, rupture du pair entre les deux monnaies dans les Etats bimétallistes. Au moment où ces Etats reprendraient la frappe de l'argent, l'or abondant chez eux comme aujourd'hui, n'aurait certainement pas de prime immédiate : plus tard, s'il venait à émigrer, ce serait pour revenir. A quelle époque pourrait-il donc avoir, par le fait de sa rareté, une prime suffisante pour vicier sérieusement le système ? S'il est possible que le sentiment de défiance auquel je viens de faire allusion se prolonge quelque temps, il n'est pas à présumer qu'il persiste indéfiniment en présence de la réalité, lorsque

les souvenirs du rapport 1 à 34 se seraient effacés. Chacun finirait par se convaincre que les deux métaux sont parfaitement capables de remplir le même office monétaire, et quand le système aurait été éprouvé, quand il apparaîtrait à tous, que nul n'a intérêt à rompre l'accord et à retomber dans l'ancienne situation, si fausse, si anormale, si périlleuse, la confiance renaîtrait d'elle-même et la dernière cause d'appréciation de l'or s'évanouirait. Nous reconnaissons d'ailleurs volontiers qu'il y aurait avantage à engager dans la Ligue, le plus grand nombre d'Etats possible ; plus l'Union serait forte, plus faibles seront les centres d'attraction de l'or au dehors, plus solides les résistances intérieures.

Il semble à première vue que ce soit une véritable aberration, de la part des Etats qui détiennent l'or, de se priver eux-mêmes de cet incomparable instrument de domination sur le reste du monde, en avilissant bénévolement leur monnaie supérieure au niveau de la monnaie inférieure, ou, si on le préfère, en élevant celle-ci au niveau de la première. Comme bailleurs de fonds, comme acheteurs, comme consommateurs, notre intérêt évident n'est-il pas de veiller jalousement sur cet or qui fait notre puissance, et n'est-il pas folie de le déprécier (1) ?

(1) Au mois de mars 1893, M. Gladstone s'exprimait ainsi à la Chambre de Communes : « Il est certain que nous sommes, nous autres Anglais, les créanciers du monde entier ; il ne se passe pas une année sans que nous ajoutions quelque chose aux placements déjà faits à l'étranger. On reste au-dessous de la vé-

Sans doute nous y perdriions à certains égards ; mais, en revanche, pourquoi nous obstinerions-nous à perpétuer cette appréciation de l'or, si par là nous pressurons nos débiteurs au delà de leurs forces, au point d'entraîner leurs faillites, si notre production se meurt de l'extrême avilissement des prix en gros, par le fait même de la puissance de notre or, et si nos débouchés extérieurs se resserrent ?

Il semble que le bimétallisme international serait susceptible de fonctionner normalement, qu'il pourrait donner lieu à un certain relèvement des prix pour les marchandises premières, et qu'il serait capable, pour le moins, d'empêcher toute nouvelle variation de valeur de l'étalon monétaire dans le sens de la baisse des prix ; il serait donc, en somme, un palliatif favorable à l'agriculture et aux *industries d'exportations*. Faire disparaître pour le producteur national une cause d'infériorité d'origine purement monétaire serait, non pas lui accorder une protection artificielle, mais au contraire rétablir l'équilibre naturel, que des mesures artificielles ont détruit, et re-

rité en les évaluant à près de 1 milliard de livres sterling. Dans ces conditions, il convient de bien réfléchir avant d'accomplir cet acte de véritable abnégation qui consisterait à laisser à vos débiteurs le choix entre deux modes de libération. Ils accueilleraient certainement avec gratitude un cadeau de 50 à 100 millions sterling, si nous étions disposés à le leur faire ; mais en rendant hommage à notre générosité, ils mettraient en doute notre sagesse. Cité par P. Antoine, *Cours d'économie sociale*, 3^e éd., p. 322.

venir à son état de concurrence normale. Il ne devrait pas y avoir là-dessus de malentendu. Aujourd'hui l'agriculteur ne parvient à réaliser quelque bénéfice que s'il se trouve placé dans des conditions exceptionnellement avantageuses : tous les produits de la terre sont atteints par la baisse des prix, au point que les frais de la production sont à peine couverts ; aussi la crise est-elle générale.

S'il est vrai que le cultivateur qui lutte pour l'existence ne trouve pas, au bout de l'année, la rémunération de son travail, s'il est vrai que la petite propriété, grevée d'hypothèques, est menacée dans sa base par l'avilissement des cours, la question est assez haute pour qu'on l'étudie avec sympathie pour ceux qui souffrent avec anxiété pour l'avenir des sociétés, dont le plus solide appui se trouve dans la dissémination de la propriété foncière.

Pendant que les cités se congestionnent d'une population fuyant la campagne et les champs, l'on voit surgir de petits groupes de millionnaires livrés au jeu et à la spéculation, dont les pièces d'or ont doublé de valeur en quadruplant de quantité.

Aux Etats-Unis, des documents officiels nous apprennent que dans les districts ruraux la moyenne de la richesse des familles n'est que de 17.500 francs, tandis que dans les villes elle est de 50.000 francs.

Dans la Grande-Bretagne, 2 0/0 des familles possèdent à elles seules trois fois autant de propriétés que les 98 0/0

restants ; 93 0/0 de cette même population possèdent moins que les 8 0/0 de la richesse totale.

En Amérique, 7/8 des familles ne détiennent que le 1/8 de la richesse nationale, pendant que 1 0/0 des familles détiennent plus que les 99 autres.

Cette fausse distribution de richesses, due à la spéculation outrée et à la baisse factice des prix, présente une situation dangereuse et l'on est en droit de penser que, si l'on n'arrive pas promptement à réformer les lois révolutionnaires de 1873, qui ont amené le renchérissement factice de la monnaie et ces inégalités sociales, la ruine des travailleurs accentuera les difficultés et développera la guerre des classes sans qu'aucun homme d'Etat puisse trouver un moyen d'y trouver remède.

« Le capital de l'usure s'accroît à l'infini : il n'est assujéti à aucune diminution ou décomposition ; il en arrive ainsi à écraser le travail par sa force toute-puissante et à préparer ces terribles catastrophes que Dieu permet parfois pour mettre à nu le néant de notre orgueil.

« Plus on voit la propriété des titres à intérêt monter dans l'appréciation publique, plus on voit le travail passer à l'arrière-plan ; il n'est plus qu'une marchandise sujette à toutes les oppressions de l'argent. L'argent est tout ! parce qu'il sert perpétuellement de salaire pour une somme de travail qui s'est produite une seule fois et qui ne se renouvelle plus. Quant à moi, disait le célèbre mathématicien Lhermitte, je ne puis comprendre comment une chose finie puisse produire un effet indéfini. » Toute

L'économie actuelle est basée sur l'argent ; voilà pourquoi on court de toute part à la recherche de l'argent, comme étant la seule valeur qu'on peut faire fructifier sans peine et sans travail, pour se procurer toutes les jouissances de la vie. Il en résulte une augmentation, incessante de cette sorte de valeur ; cette augmentation, produit une nouvelle affluence d'intérêts capitalisés, et ceux-ci, à leur tour, donnent une nouvelle matière à l'usure.

Si les rentes d'un particulier ne peuvent être mises en consommation à cause de leur étendue, et si, selon l'expression reçue, ces rentes sont de nouveau capitalisées, c'est-à-dire mises à intérêt une seconde fois, alors il arrive qu'un seul particulier s'amasse peu à peu un tel stock d'argent, sous forme de titres à intérêt, que l'équilibre général se trouve détruit. Ces rentes n'entrent plus dans la consommation, dans le commerce, dans la production, elles agissent dans la société comme une maladie dévorante, elle absorbe toutes les substances économiques de la société et elle ne lui donne rien en échange ; les membres du corps social deviennent les débiteurs d'un particulier qui est parvenu à se faire le créancier de tous en accumulant sans cesse les titres à intérêts.

« Voilà la véritable cause des grands désastres économiques de notre siècle, de la ruine de l'agriculture des crises commerciales, des lourds impôts et des grandes misères de notre temps (1). »

(1) S. Nicotra, *Le socialisme*, traduction de L. J. Lalieu, p. 334 et suiv.

L'homme qui possède 5 milliards, ne pouvant dépenser ses revenus, accumule nécessairement à quelque faible taux qu'il prête, et peut arriver à tenir en échec le crédit public.

M. Giffen, le savant contrôleur du « Board of Trades » (Ministère du Commerce) de Londres, a prédit depuis longtemps, que les ouvriers industriels et agricoles auraient à subir, dans un temps plus ou moins long, les redoutables et terribles effets de la baisse des prix produite par la hausse de l'or.

Comment a-t-on jamais pu croire que les ouvriers, dont le sort est si intimement lié au succès de l'industrie et de l'agriculture, ne souffriraient pas de cette exaction consistant à raréfier la monnaie ? Les travailleurs anglais, dont on vante à juste titre les vertus professionnelles, le sens pratique, ont compris toute la gravité de la baisse des prix et de la crise ouvrière pour l'Europe, et la nécessité d'un remède. Ils ont adressé une pétition dans ce sens au Gouvernement.

C'est M. James Mawdsly, secrétaire de l'association des ouvriers filateurs de coton et l'un des principaux leaders du parti ouvrier anglais, qui l'a adressée au premier Ministre ; elle était signée par plus de 350 sociétés ouvrières du Royaume-Uni ; toutes les branches d'industrie s'y trouvaient représentées ; les travailleurs demandaient à leur gouvernement de coopérer fermement, avec les représentants des autres puissances, « pour assurer,

par un accord international, une parité de change entre l'or et l'argent ».

Déjà en 1885, la Chambre des Communes avait nommé une commission pour rechercher les causes de la dépression industrielle ; elle signala la cause monétaire. Les travailleurs pétitionnèrent ; il n'en sortit rien.

Serait-il donc si difficile de rendre à la monnaie en circulation son ancienne abondance, en rétablissant l'argent dans son office monétaire ?

Remarquons d'abord qu'un pays monométallique-argent se passe entièrement d'or. Mais un pays monométallique-or ne peut se passer d'argent. Il n'est pas vrai que telle nation ait un goût exclusif soit pour l'or, soit pour l'argent, et il n'est pas vrai que l'or convienne davantage aux nations riches, et l'argent aux nations pauvres. L'Autriche et le Pérou, qui depuis longtemps se trouvent à *manquer de tout métal*, et dont le papier à cours forcé était tellement déprécié que la piastre, au lieu de valoir 5 francs, ne valait plus que 30 centimes, décrétèrent bravement, *sur le papier*, la démonétisation de l'argent (1). Même les nations les plus riches sont obligées de se servir de monnaie d'argent pour les petits paiements et les appoints. Pour ce qui est paiements, les deux métaux conviennent également à toutes les nations civilisées, les gros paiements se font en banque sans voir ni l'or ni l'argent, qui changent de propriétaire sans changer de place. S'il est des pays

(1) Al. Allard, *Discours sur la crise agricole et manufacturière*, p. 24.

monométalliques, c'est uniquement parce que l'usage simultané des deux métaux leur est expressément ou inconsciemment défendu par les lois.

L'or et l'argent sont, depuis nos origines, les véhicules des biens et des marchandises entre les hommes et les peuples ; ils servent tous les deux, depuis l'origine du monde, à transporter la richesse, la propriété et la vie ; serait-ce donc impossible d'en régler la circulation par un traité ?

On règle par des *traités de douanes* la circulation des marchandises, par des *traités postaux* celle des écrits, par des *traités télégraphiques* celle de la pensée ; bientôt, espérons-le, une *entente internationale* protégera les travailleurs ; doit-on admettre qu'un *traité monétaire* soit impraticable ? La masse de l'or et de l'argent qui circule dans l'univers n'est-elle pas une sorte de propriété commune à tous les peuples, ne s'écoule-t-elle pas librement de l'un chez l'autre à travers les frontières, ne sert-elle pas à l'échange international ; serait-il impossible d'en régulariser le cours ? Un accord serait-il impossible, alors qu'il ne ferait que consacrer le régime en vigueur dans les principaux pays du monde ? Car, nous venons de le dire, même les pays monométallistes-or *doivent* avoir de la monnaie d'argent, et entre l'or et l'argent ils *doivent* établir, pour leur propre compte, un rapport. Dans les pays de l'Union latine, en Allemagne (pour les thalers), en Espagne, en Russie, en Serbie, en Roumanie, et dans quelques autres pays, ce rapport est fixé à 15 1/2. Aux

Etats-Unis, il est de 15,98, en Hollande, de 15,62. En Angleterre, il est de 14,29 et de 13,69 en Autriche. Pourquoi ne pourrait-on généraliser et unifier ce rapport ?

Au surplus, il y a là certains principes supérieurs qui devraient dominer tout débat monétaire, et qui sont de l'essence même d'une entente internationale.

« Depuis nombres d'années déjà on vit dans une paix plus apparente que réelle. Obsédés de mutuelles suspicions, presque tous les peuples poussent à l'envie leurs préparatifs de guerre !... A réprimer l'ambition, la convoitise, l'esprit de rivalité, ce triple foyer où s'allume d'ordinaire la guerre, rien ne sert mieux que les vertus chrétiennes, et surtout *la justice* (1). »

Puisque les lois monétaires internationales de 1873 ont faussé la justice commutative de l'échange, le premier devoir des peuples doit être de les redresser, dans l'intérêt même de la paix universelle ; il leur faut donc une entente internationale.

C'est le sentiment qui faisait dire à l'honorable W. Lidderdale, l'éminent gouverneur de la Banque d'Angleterre : « Il est étrange vraiment que l'Angleterre qui a avancé tant de capitaux aux nations étrangères et aux colonies, qui sont obligées de compter sur la valeur de leurs produits pour payer leurs dettes, continue d'une façon si

(1) S. S. Léon XIII, *Lettre aux Princes et aux peuples de l'Univers*, § *Praeclara*... Ensuite, il s'opérait un rapprochement.....

persistante, *et je dirai si aveugle*, dans cette politique monétaire qui tend à rendre de plus en plus difficile pour ses débiteurs la fidélité aux engagements qu'ils ont pris ».

Mais si l'Angleterre refusait d'entrer dans cette alliance universelle ? Et l'on vient de voir que ses intérêts *immédiats* lui conseillent le maintien du *statu-quo*. C'est ce que craignait Michel Chevalier. « Si la France se sert de l'argent et l'Angleterre de l'or, les Français paieront cher les produits anglais, car ils devront donner de l'or qui fait prime, tandis que les Anglais obtiendront à bon compte les produits français, puisqu'ils les paieront avec de l'argent qui est en perte. »

Je ne pense point que cela ait lieu, répond M. Em. de Laveleye, parce que dans chaque pays les prix se règlent d'après la valeur de la monnaie. Mais admettons l'hypothèse de Chevalier, ce ne serait pas l'industrie française qui s'en plaindrait, car il en résulterait que les Français cesseraient leurs achats en Angleterre, tandis que les Anglais, stimulés par la facilité de payer en argent, augmenteraient considérablement leurs commandes en France. En réalité, l'emploi d'un instrument d'échange, même très déprécié, n'arrête pas l'expansion du commerce extérieur. L'Italie, dont le papier-monnaie à cours forcé a perdu jusqu'à 20 0/0, a vu son commerce augmenter d'environ 600 0/0.

Quoi qu'il en soit, si la Grande-Bretagne veut rester

monométalliste-or, elle désire cependant qu'on ne l'imite pas : M. Goschen l'a dit de la manière la plus précise et la plus nette (1).

Par suite du refus de l'Angleterre, les négociants cosmopolites qui se livrent au commerce des métaux précieux auraient encore à spéculer, c'est un danger ; il y aurait des oscillations dans le cours respectif des deux métaux, mais l'amplitude de ces oscillations irait toujours en diminuant. Il en résulterait quelques pertes, mais des pertes infiniment moindres que celles qu'entraînerait l'abandon de l'un des deux métaux.

Les bénéfices plus ou moins considérables des marchands de métaux, si une entente internationale n'intervenait pas, s'expliquent comme suit : On sait que la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803), avait fixé à 15 $\frac{1}{2}$ le rapport des deux métaux, c'est-à-dire que 1 kilogramme d'or représentait la même somme que 15 kg. $\frac{1}{2}$ d'argent, soit 3.400 francs. Il est facile de comprendre ce qui se passe, lorsque sous le régime du rapport légal fixe, une oscillation, même légère, se produit dans le marché des métaux. Supposons que par suite d'une diminution de production ou d'un accroissement de demandes de l'or, le rapport passe de 15 $\frac{1}{2}$ à 16 : il faudra 16 kilogrammes d'argent, au lieu de 15 $\frac{1}{2}$, pour faire l'équivalent d'un kilogramme d'or. Avec un kilo-

(1) Chambre des Communes, juin 1879.

gramme d'or, soit 3.100, je puis acheter 16 kilogrammes d'argent. D'autre part, 15 kg. $1/2$ d'argent, convertis en monnaie, produisent également 3.100 francs, avec lesquels je pourrai me procurer un nouveau kilogramme d'or, et recommencer indéfiniment cette même opération qui laisse chaque fois, comme bénéfice, un demi-kilogramme d'argent. Ce phénomène, mais en faveur de l'argent, se produisit en 1847 : la découverte des mines d'or de Californie et d'Australie amena une surabondance de ce métal. Il baissa de valeur par rapport à l'argent. Le rapport réel ne fut plus que de 15. Les détenteurs d'argent avaient intérêt à acheter à l'étranger des lingots d'or qu'ils faisaient transformer en espèces par la monnaie de Paris. Comme nous l'avons vu, par le jeu de cette spéculation, tout l'argent sortait du pays. Pour y mettre un terme, l'Union latine abaissa de 900 à 835 millièmes le titre des pièces d'argent de 50 centimes, d'un et de deux francs. Dès lors, la quantité du *fin*, ou d'argent pur, ayant été diminuée, il n'y avait plus de profit à exporter ces pièces ainsi amoindries.

Vers 1871, la découverte des mines d'argent et l'adoption par l'Allemagne du monométallisme-or firent baisser l'argent à son tour. Les détenteurs d'or eurent intérêt à acheter à l'étranger des lingots d'argent qu'ils faisaient monnayer soit en France, soit en Belgique. Une nouvelle loi para à ce nouveau danger en suspendant la frappe de la monnaie d'argent pour le compte des particuliers. Désormais, l'opération qui consistait à acheter à l'étranger

des lingots d'argent n'eut plus d'intérêt, puisque ces lingots ne sont pas susceptibles d'être transformés en espèces.

Mais s'il y a encore des pirates sur l'Océan et des brigands sur les grandes routes, cesse-t-on pour cela de faire du commerce ? Non, on cherche seulement à organiser une meilleure police. Le meilleur moyen d'organiser cette police, à l'endroit de l'agiotage sur les métaux, c'est d'établir partout la même règle, c'est de généraliser l'accord entre les peuples, *c'est d'arriver le plus tôt possible à créer pour toutes les nations les mêmes mesures et les mêmes monnaies.*

La finance, la presse, les capitalistes, les heureux, en un mot, sont sourds, quand il s'agit de modifier leur situation actuelle ; ils la trouvent excellente, ils désirent qu'elle dure ! Par contre, la démocratie dont n'ont cure ceux qui tiennent à la monnaie d'or, les producteurs, les industriels, les cultivateurs, les travailleurs, les victimes enfin, ont hâte que cela cesse. Et si les capitalistes internationaux et les grands industriels ne s'inspirent pas de la maxime : *vivre et laisser vivre*, ils amèneront de terribles convulsions sociales.

« Ce malaise général en Europe, avoué par les hommes d'Etat, est attribué en grande partie à la rupture de l'ancien équilibre 15 1/2 entre l'or et l'argent, et à l'appréciation de l'or qui se manifeste dans beaucoup de pays. De là, l'idée d'une entente internationale entre l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, la France et tous les

autres Etats voudraient y adhérer, en vue de rendre à l'argent, par le libre monnayage, son ancienne valeur relativement à l'or et avec elle, son ancienne fonction de monnaie universelle ; chaque Etat devant rester libre de garder ses types monétaires, sous la seule condition d'observer toujours entre les deux monnaies un certain rapport fixé par la convention internationale, sans être aucunement obligé de recevoir les monnaies des autres Etats adhérents à la convention (1). »

Ce vaste projet ne peut plus être traité aujourd'hui *comme le rêve chimérique de quelques téméraires ; il est appuyé par un parti puissant dans les grands pays d'Europe et d'Amérique, il gagne tous les jours du terrain*, occupe les discussions parlementaires, et le mouvement est si violent, que la réunion d'une nouvelle conférence monétaire internationale invraisemblable si l'on se rappelle les avortements répétés des précédentes en 1878, 1884 et 1892, paraît aujourd'hui possible et même probable. Et nous sommes convaincu que si le peuple veut prendre délibérément en mains ses intérêts, s'il les confie à des hommes sérieux, capables de les défendre généreusement et efficacement, nous sommes convaincu de la victoire. Si les financiers, les économistes, les monométallistes-or continuent leurs exactions monétaires, la force des choses imposera ses solutions, la justice commutative prévaudra contre l'exaction, contre l'esprit de spoliation qui aujourd'hui domine tout.

(1) M. Bourguin, *La mesure de la valeur et la monnaie*, p. 187.

CHAPITRE II

MONOMÉTALLISME-ARGENT

En supposant admis le principe sur lequel on fonde le monométallisme, quel métal précieux aurait-on dû choisir? — Singulières objections. — Pourquoi « un vrai » ami du peuple préconise la spéculation et la guerre. — Les raisons qui nous font rejeter l'or comme étalon universel. — Ce que devient l'argent, dans ce système. — Lycurgue. — Que devient l'or dans le monométallisme-argent? — Quand y a-t-il surproduction? — Hausse des prix ou *statu quo*? — Le monométallisme. — On fait hausser le prix du blé, et il n'y a pas assez d'argent pour le payer. — Ce qui importe au travailleur. — L'ouvrier s'il est consommateur, est surtout producteur. — L'intérêt évident du travailleur. — Ce qu'on a reproché aux délégués américains. — La réponse de l'Amérique. — Les deux grands partis américains au point de vue monétaire. — Résumé de la politique monétaire de l'Amérique. — Les hauts salaires et la prétendue cherté de la vie à New-York. — La misère dans l'Angleterre monométalliste-or. — L'argent dans les colonies anglaises. — Les principes et la barbarie. — La misère dans l'Allemagne monométalliste-or. — Monométallisme-or et protectionnisme. — Comment on fait fléchir les principes. — Libre-échange et protection. — Le dumping. — Guerres de tarifs. — On abandonnerait le libre-échange plutôt que de revenir au bimétallisme! — Les perturbations financières et les autres.

Le choix de l'or comme étalon monétaire est la conséquence du parti-pris de considérer surtout la monnaie comme mesure des valeurs, et de lui faire perdre ou de diminuer sa fonction d'instrument, ou plutôt, de moyen d'échange.

Cependant l'argent répond mieux que l'or, trop rare, trop cher, au type du métal monétaire décrit par Nicole Oresme : « Il faut une matière assez abondante pour les besoins des transactions mais qui ne le soit pas trop, de peur qu'elle ne perde en valeur » (1).

Si, par amour de la métrologie, on décide qu'un seul métal servira d'étalon monétaire, on aurait dû choisir, non le métal le plus coûteux, mais bien celui qui se prête le mieux aux usages populaires.

Nous avons exposé, dans les pages qui précèdent, les motifs avoués ou secrets qui ont déterminé le choix de l'or. Il en est d'autres que nous allons maintenant rencontrer. « L'argent est une monnaie sale, grâce au sulfure d'argent qui se forme à sa surface et qui le noircit. C'est surtout une monnaie lourde, par suite incommode... Le métal blanc est peu propre aux grands paiements internationaux ; les frais de transport en sont trop coûteux. Sans doute on pourrait objecter, que le transport des métaux précieux se fait toujours *ad valorem*. Mais il faut savoir que les banquiers ne font jamais voyager les sommes qu'ils

(1) Nicole Oresme (1382), *Traictie de la première invention des monnaies*. Edit. Wołowski, Guillaumin, 1864.

expédient sous leur vraie valeur. Pour un million, par exemple, on déclare 100.000 francs, et on assure le reste. Seulement de telles dissimulations ne sont possibles qu'avec l'or. Un million en argent pèse 5 tonnes. Il est difficile de tromper sur la quantité transportée (1). »

Pauvre argent ! le sulfure s'oppose à ce que vous soyez une monnaie maniable ! Restez donc la monnaie à l'usage du prolétaire, pour lequel, semble-t-il, le carbonate de cuivre (vert-de-gris) qui se forme abondamment sur les monnaies de cuivre, de bronze et de nickel, n'a pas d'importance !

L'argent est, de plus, une monnaie lourde, donc incommode.

Il y a un remède : consolider les planches et agrandir les coffres-forts. Sans doute, ces deux opérations sont fort incommodes, et il est bien malheureux d'être riche à ce point que l'on ait à se plaindre du trop grand nombre et du trop gros poids des écus ; mais le prolétaire sera toujours heureux de posséder un bon poids d'argent. Au surplus, ceux, que cela gêne, ont à leur disposition le billet de banque et l'or que nous ne voulons pas supprimer.

Il est difficile, avec l'argent, de tromper sur la quantité transportée. — Voilà certes, un aveu dépouillé d'artifice ! L'or est préférable à l'argent, parce que sous un moindre

(1) *Questions monétaires contemporaines*, p. 304. Larose et Tenin, Paris, 1905.

volume et sous un plus petit poids, il peut transporter de grosses sommes : or, comment dissimuler un envoi d'un million en argent, lequel pèse 5.000 grammes, tandis qu'un million en or pèse un peu plus de 322 kilogrammes ! La tromperie est donc bien plus facile, au moyen de l'or ; il n'y a vraiment pas à hésiter : prenons l'or !

On se doutait bien un peu que les partisans de l'or, fils et successeurs de ces économistes contre lesquels l'économie sociale a dû livrer et livre encore tant et de si terribles assauts pour tâcher d'arriver à une plus humaine compréhension de la richesse, on se doutait que ces partisans, pour leur amour exclusif pour l'or, cachaient d'autres préoccupations que le souci de posséder une mesure unique de la valeur ; mais de pareils aveux changent le doute en certitude. Il est triste de voir de semblables arguments se produire dans le cours d'une controverse qui devrait rester scientifique et sociale ; tel M. Bamberger : « Partout ce sont les faux amis du peuple qui veulent de la fausse-monnaie : en Belgique, les patrons cléricaux du double étalon, — dans l'Amérique du Nord, les patrons démocrates de la valeur-papier, — enfin en particulier, en Allemagne, la noble ligne des champions de la croix, du peuple et de Dieu (1) ».

Nous ferons remarquer à ce monsieur qu'il a, moins que tout autre, le droit de tenir semblable langage. N'est-ce pas lui, en effet, qui, de concert avec M. von Delbruck,

(1) L. Bamberger, *L'or et l'Empire*. trad. de Arnoldy, p. 2.

conseilla au gouvernement allemand d'adopter l'étalon d'or ? Ces deux financiers *éclairés* ont acculé leur gouvernement à la plus désastreuse opération, car il reste encore 500 millions de marcs à vendre en Allemagne. Ces deux *autorités* n'ont pas su prévoir que si l'Allemagne décréta la vente de ses thalers d'argent, et la création en échange d'une monnaie unique d'or, les Etats de l'Union latine s'empresseraient de fermer leurs Hôtels des monnaies à cette invasion d'un nouveau genre ; car ils risquaient de devenir l'exutoire où viendrait se déverser tout l'argent allemand et de voir tout leur or alimenter la nouvelle circulation allemande. C'est ce qui fut fait en 1873 : on suspendit provisoirement le monnayage de l'argent dans tous les Hôtels des monnaies de l'Union latine, l'Allemagne ne put se défaire que de la moitié environ de ses monnaies d'argent qu'elle alla vendre à vil prix sur les marchés du monde payant très cher l'or dont elle avait besoin en échange. Elle ne se sentit plus le courage de vendre encore ce qui lui restait d'argent, c'est-à-dire environ 500 millions de marcs. Et quel fut le prix de cette fantaisie monétaire ?

M. de Kardorff déclarait le 6 mars 1886, au Reichstag allemand, que, pour la moitié de l'opération, l'Allemagne avait eu à supporter un sacrifice de 258 millions de francs, et cela pour venir échouer devant une impossibilité matérielle, ou devant un sacrifice infiniment plus lourd encore : la seconde moitié de la transformation restant à exécuter, est évidemment la plus difficile et la plus coûteuse.

L'auteur ou le co-auteur d'une pareille *opération* devait, semble-t-il, éviter d'attirer l'attention sur sa dangereuse personnalité. Ce M. Bamberger va jusqu'à faire de la question monétaire, une question confessionnelle ?

La haine de sa race l'empêche de remarquer qu'en Belgique, par exemple, comme en d'autres pays, une foule de partisans notables du bimétallisme — et non comme il dit, du double étalon — ne sont pas des « cléricaux ». Pour répondre à ses paroles provocatrices, que ne pourrions-nous dire du rôle joué par les juifs dans cette question ! Et puisque, dans son aveuglement, il prétend que ce sont les faux amis du peuple qui veulent le bimétallisme, voyons donc comment un « vrai ami » du peuple traite celui-ci :

« Au domaine de la spéculation *s'applique sans conteste* ce que l'on entend souvent dire à tort des affaires en général, à savoir que *les petits sont dévorés par les grands*... De temps à autre, le fléau de la guerre, tant déploré dès les anciens temps, voit se lever en sa faveur un panégyriste qui, sérieux et convaincu, exalte la mission *salutaire et conservatrice* des luttes destructrices des peuples ; de même aussi l'on peut dire des choses profondément *justes* sur l'*utilité* de la spéculation. La guerre et la spéculation ont ceci de commun qu'elles jettent une note discordante au milieu du cours régulier et tranquille de la vie normale, et que périodiquement elles réagissent, avec le souffle puissant et rénovateur de la tempête,

contre la stagnation dangereuse que produisent le repos et la règle (1) ».

Ainsi, c'est entendu, la spéculation et la guerre frappent surtout les petits ; c'est sans doute le motif pour lequel ce *vrai* ami du peuple trouve que les « lutttes destructrices » des peuples ont une mission *salutaire et conservatrice* ; « la spéculation est réservée à la grande industrie et au commerce du monde » (2). Si les petits s'en mêlent, ils sont dévorés par les grands ; mais nous savons aussi que s'ils y restent même étrangers, le contre-coup des cataclysmes les atteint fatalement.

D'autre part, nous pourrions montrer que les usuriers — nom qui est synonyme du nom d'une race entière — ne sont pas précisément les amis du peuple et que le monopole de l'or, concurremment avec la corruption du peuple, sont les deux grands moyens préconisés pour aboutir à la domination universelle rêvée par les coreligionnaires de M. Bamberger. Cela nous entraînerait fort loin : la digression pourrait être très intéressante, très instructive, mais cependant elle serait en dehors de l'objet de ce travail.

Après avoir écarté les obstacles qui se dressaient sur notre route nous avons vu que le bimétallisme international est parfaitement réalisable.

Examinons néanmoins, pour les amateurs de monométallisme, ce que devrait être ce dernier système.

(1) L. Bamberger, *ouvrage cité*, p. 80.

(2) L. Bamberger, *ouvrage cité*, p. 81.

Nous avons rapporté plus haut les paroles de Nicole Oresme : elles sont l'expression du pur bon sens.

S'il nous fallait choisir entre l'or et l'argent, métaux précieux aptes tous les deux aux fonctions monétaires, nous donnerions la préférence à l'argent, pour les raisons que nous allons exposer.

L'or sera toujours trop rare et sa valeur ne fera qu'augmenter. Quel que soit le produit des mines, qui sont loin d'être inépuisables, et si considérables qu'on imagine ce produit dans une hypothèse raisonnable, jamais la pièce d'or de dix francs ne sera l'équivalent de notre franc actuel. Le progrès de la population, qui fait que la demande sera toujours plus forte ; les progrès des échanges, qui seront de plus en plus importants chez les nations actuellement peu familiarisées avec le système monétaire ; le bon marché des produits, obtenus par la concurrence et l'emploi plus généralisé et meilleur des agents naturels : tout contribue à ôter à l'or le titre d'unique agent universel des échanges quotidiens. Reproduisons ici une fine analyse psychologique ; elle contribuera certainement à éclaircir la question.

« Aussitôt que l'or et l'argent s'introduisent dans un pays, leur possession irrite tous les désirs, donne le mouvement au travail, à l'industrie et au commerce, et développe toutes les forces, toutes les facultés, tous les talents. Leur incorruptibilité, leur divisibilité, la facilité de les garder, ou de les faire briller à tous les yeux, et de

les transporter partout avec la certitude de se procurer la jouissance de tous les objets qu'on désire, les font rechercher, et les désirs qu'ils inspirent sont illimités, parce que l'imagination grossit encore les jouissances qu'ils procurent.

« Il me paraît donc certain que *l'or et l'argent sont nécessaires à la formation de la richesse, et que sans eux il est impossible qu'elle existe.*

« De leur nécessité démontrée, il s'ensuit évidemment que leur abondance ou leur rareté ne peut pas être indifférente aux progrès de la richesse. *Leur rareté les resserre, les concentre dans un petit nombre d'individus, et les rend en quelque sorte étrangers à la masse générale de la population.* Ils sont, par rapport aux classes qui ne peuvent y prendre part, comme s'ils n'existaient pas, et n'exercent par conséquent aucune influence sur leur travail, leur industrie et leurs talents. Quelqu'un a dit avec beaucoup de sens, à mon avis, que le premier écu est plus difficile à gagner que le second million, et je ne crois pas me tromper en ajoutant que la difficulté de gagner le premier écu est le plus grand obstacle qu'on puisse opposer au développement du travail, de l'industrie et du commerce. *Comme les diamants et les pierres précieuses, apunage de l'opulence, n'ont jamais tenté l'ambition des classes laborieuses et industrielles, ni accru le travail et l'industrie d'aucun peuple, l'or et l'argent réservés exclusivement aux classes riches n'exerceraient aucune influence sur les classes laborieuses et industrielles.*

« Si l'on suppose au contraire que l'or et l'argent sont assez abondants pour que leur valeur, sans se dégrader, arrive à tout individu qui veut se livrer au travail, alors on voit les plus insoucians, aiguillonnés par le désir de sa possession, et tous redoublant d'efforts pour en posséder une quantité égale ou supérieure à celle que possèdent leurs égaux. Les bijoux d'or et d'argent, dont le prix n'est ni assez bas pour que tout le monde puisse y atteindre, ni trop haut pour que leur possession soit réservée aux gens riches, sont un des plus grands mobiles du travail, parce qu'ils contentent la vanité des classes laborieuses.

Tous les produits de l'industrie qui se proportionnent aux facultés des classes les moins fortunées partagent cette propriété de l'or et de l'argent et il ne serait pas indigne de la sollicitude d'un gouvernement éclairé de diriger les efforts de l'industrie vers les commodités du bon marché, plutôt que vers les dispenseuses frivoltés de l'opulence : les progrès de la richesse en seraient plus rapides, et la richesse générale recevrait une nouvelle impulsion de l'aisance individuelle.

« Il semble donc qu'on peut conclure avec quelque certitude, *que l'or et l'argent sont le premier et le plus puissant mobile du travail, de l'industrie et de la richesse : que ce mobile est d'autant plus faible que la monnaie est plus rare et circule plus difficilement parmi les classes laborieuses et d'autant plus puissant que la monnaie est*

plus abondante et se répand en plus grande quantité parmi les travailleurs (1) ».

Dans le régime monétaire appelé monométallisme-or, quelle est la plus petite pièce faite de ce métal ? c'est la pièce de dix francs, déjà bien mince. Il est parfaitement inutile de songer à fabriquer de nouveau la pièce d'or de cinq francs, absolument incommode.

La pièce d'or de dix francs même court grand risque d'être égarée, et une perte de dix francs pour l'ouvrier est une perte sérieuse. Mais enfin admettons que la plus petite unité de monnaie en or, soit cette pièce. Par conséquent dans le monométallisme-or, toutes les autres pièces inférieures — cinq francs, deux francs, un franc, cinquante centimes, — sont des monnaies divisionnaires, des monnaies d'appoint. La frappe de ces monnaies est laissée à la discrétion de l'Etat ; il faut, puisque ces monnaies sont gagnées sur la monnaie-or, que la frappe en soit limitée. Or, on ne peut nier que les monnaies d'argent — 5, 2, 1 franc, 50 centimes — soient surtout des monnaies courantes, d'un besoin journalier, dont le peuple particulièrement fait grand usage. Précisément ce sont ces monnaies populaires dont la frappe est restreinte et livrée à l'arbitraire de l'Etat. Comment l'Etat peut-il apprécier la quantité de monnaie qu'il faut à une nation ? Est-ce bien là son rôle ? Il est vrai que certains économistes qui trou-

(1) Ch. Ganiilh, *Des systèmes d'Economie politique*, t. II, p. 120 et suiv., seconde édition.

vent que « toute intervention de l'Etat sur le terrain économique est essentiellement perturbatrice, que c'est un élément d'instabilité, de désarroi, de désordre, de gaspillage », sont d'un avis diamétralement opposé quand il est question de retirer à l'argent la fonction que la nature lui a assignée, et que les siècles ont consacrée. Alors, adieu principes, adieu sagesse !

« Personne ne peut dire combien il faut de monnaie à une nation, et rien ne convient moins à un homme d'Etat que d'essayer de régler la quantité de monnaie (1). » Pourquoi les gouvernements auraient-ils deux poids et deux mesures, selon qu'il s'agit des financiers et des gros négociants ou industriels, laissant à ceux-ci le droit de faire monnayer de l'or autant qu'ils voudront, et s'il s'agit de la monnaie du peuple, se réservant la frappe de cette monnaie, la restreignant à son gré ?

Dans le système monométalliste-or, plus l'Etat augmentera les monnaies divisionnaires en argent, plus il devra aussi augmenter la monnaie d'or, puisque personne n'est tenu de recevoir, en argent, une valeur supérieure à cinquante francs.

Dans ce système, la seule monnaie réelle de pouvoir libérateur indéfinie, est celle constituée par les pièces d'or de dix, vingt, cinquante et cent francs. Tout le reste, depuis les centimes jusques et y compris la pièce de cinq francs en argent, est considéré comme monnaie d'appoint,

(1) St. Jevons, *La monnaie et le mécanisme de l'échange*, p. 276.

même cette dernière pièce, puisque la frappe en est suspendue. Supposez maintenant le monométallisme-argent adopté : il est évident que vous n'aurez comme monnaie d'appoint que celle en cuivre et en nickel ; la pièce de cinquante centimes aura une valeur pleine, ce sera la plus petite unité, tandis que dans le monométallisme-or la plus petite unité est la pièce de dix francs.

En résumé : du côté monométallisme-or, il y a beaucoup de monnaie d'appoint, peu de monnaies principales, dont les unités sont très élevées. Du côté monométallisme-argent, peu de monnaies d'appoint, beaucoup de monnaies principales. Où se trouve le système le plus avantageux ? De plus, dans le premier cas, intervention très largement abusive de l'Etat qui distribue à son gré, plus ou moins, la quantité de monnaie divisionnaire ; dans le second cas, cette intervention gouvernementale ne se produit que dans une mesure très réduite. Qui soutiendra que la grande quantité de monnaies divisionnaires est un bien ? Et c'est cependant ce qui arrive quand la monnaie réelle, la monnaie de paiement ou monnaie principale, a sa plus petite unité d'une haute valeur. On devrait nécessairement, pour les usages populaires si nombreux, établir une quantité énorme de monnaies divisionnaires ou d'appoints ; mais, d'un autre côté, cette quantité est forcément limitée.

La situation est donc celle-ci : la monnaie principale — l'or — est ou peut être en quantité illimitée, puisque la frappe de ce métal est libre. Au-dessous de la pièce de

dix francs, toutes les monnaies sont des monnaies divisionnaires, dont la frappe, limitée, est réservée au gouvernement, nous savons pourquoi. Il faut donc parcourir toute une échelle de valeurs fictives, irréelles, depuis un centime jusqu'à neuf francs quatre-vingt-dix-neuf centimes avant d'arriver à une pièce de monnaie de valeur pleine, la pièce de dix francs en or. Sur cette échelle de valeurs, quels sont les échelons les plus fréquemment parcourus par le peuple ? Ce sont évidemment les échelons marqués cinquante centimes, un, deux et cinq francs. Mais il n'y a pas assez de ces échelons pour tous ceux — et ils sont innombrables — qui voudraient s'y mouvoir : en effet, les pièces d'argent sont limitées dans leur nombre par le gouvernement. Il y a donc une gêne considérable pour les hommes ogbliés de parcourir ces échelons, et pour beaucoup, l'impossibilité d'y arriver est manifeste.

Mais ne pourrait-on faire un pas de plus, et déclarer qu'il n'y aura plus de monnaie d'appoint, que les monnaies de cuivre et nickel seront aussi monnaies principales ? Nous ne voulons pas tomber dans l'absurbe ni nous occuper trop longtemps du grotesque raisonnement d'un Américain monométalliste-or : celui-ci se demande pourquoi on ne prendrait pas le fer pour étalon ! Et il cite Lyncurgue, qui dota Sparte d'une monnaie de fer (1).

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1896, p. 325.

Que doit-on penser de la bonté d'une cause défendue par de tels arguments ?

Qui donc a jamais dit que le fer est un métal *précieux* dans le sens spécial attaché à ce mot, lorsqu'il s'agit de monnaie ? Le fer possède-t-il, pour remplir la fonction monétaire, les propriétés que tout économiste sérieux exige du métal choisi pour cette fonction ? Le métal inaltérable garantit à son possesseur la propriété perpétuelle de son capital. Si l'avare enfouit dans sa marmite des pièces de cuivre, que reste-t-il à ses héritiers ? Un peu de vert-de-gris. — Tandis qu'on pourrait encore se servir des monnaies romaines en or, enfouies avec ceux qui les portaient sous les avalanches, dans les routes du Saint-Bernard ou de Cénis, ou de ces monnaies antonines qu'on a trouvées jusqu'en Chine. Ensuite, qui ne sait que Lycurgue, avec ses jetons de fer, avait pour but de détruire la véritable monnaie ? L'histoire ajoute que cette innovation n'a guère duré, et que peu à peu, le peuple de Sparte est revenu à la seule bonne monnaie composée d'or et d'argent. — Les monométallistes-or veulent-ils tenter une expérience inverse, c'est-à-dire raréfier la monnaie et lui donner par conséquent une puissance acquisitive énorme ? Comment ne voient-ils pas qu'ils justifient par là les tentatives les plus incroyables de bouleversements monétaires ?

Mais, nous demandera-t-on, dans le monométallisme-argent, que deviendra l'or !

On frappera des pièces, des disques en or, que l'on marquera d'un certain nombre de grammes : 3, 5, 7, 10, etc. Ces disques seront de véritables lingots dont le poids et le titre seront certifiés par le gouvernement, et qui, au début, s'échangeront, au cours du marché, contre l'argent ou les marchandises, mais qui ne tarderont pas à acquérir et à conserver une fixité de valeur d'échange.

Pourquoi ne pas inscrire sur la face de ce lingot : 10 francs, 20 francs, etc., comme on le fait actuellement ?

Simplement pour l'honneur de la métrologie, pour donner satisfaction, dans la mesure du possible, aux partisans de monométallisme.

Ces lingots pourraient servir de gage aux billets de banque.

On nous dira encore : avec la frappe libre du métal-argent, vous allez inonder le pays de monnaies, vous en diminuerez la valeur, donc tous les produits augmenteront de prix.

Il n'y aura pas d'inondation à craindre ; mais une distribution plus générale, plus nécessaire, plus juste sera faite. Aujourd'hui, où est l'or ? Qui le possède ? Malgré son abondance, qu'on se plaît à proclamer, on ne le voit nulle part. Dans les transactions courantes, populaires, il n'apparaît jamais ; ces transactions doivent s'opérer au moyen de l'intermédiaire limité des monnaies d'argent.

Il n'est donc pas étonnant qu'elles se fassent si difficilement. D'un côté, quantité incalculable de produits, de l'autre, quantité limitée des moyens de les acquérir : abon-

dance extrême d'une part, pénurie des moyens d'acquisition de l'autre ; c'est ce qui a fait parler de surproduction, de crise d'abondance.

Oui, il y a surproduction, crise d'abondance, puisque, ayant produit, on a retiré la majeure partie de ces petits véhicules qui allaient porter les biens, les richesses jusqu'aux endroits les plus reculés du pays ; on n'a conservé que les grosses charrettes qui ne peuvent pénétrer partout.

Non, il n'y a pas surproduction. Surproduction ! Singulière expression ! Il y a trop de froment, et les prolétaires endurent la faim. Il y a trop de drap et de cuir, trop de toile et d'étoffe de coton, et le plus grand nombre de prolétaires vont en haillons et sont tellement déguenillés qu'ils ne peuvent affronter les intempéries des saisons ! Il y a abondance de pierres et de bois, de fer et de verre, de matériaux pour la construction et l'ameublement des maisons et des logements, partout il y a des maisons vides et des logements abandonnés, et les asiles sont encombrés par ceux qui ne peuvent trouver d'abri ! Les houillères chôment, car les stocks en charbon ne s'écoulent pas ; trop de houille est déjà extraite du sein de la terre, et des milliers et des millions sont obligés de vivre et de travailler sans feu !

Telle étant la situation, pourrait-il sérieusement être question de surproduction ? En pourvoyant seulement aux besoins les plus urgents des hommes et en abandonnant à ceux-ci les provisions en réserve, on constaterait bien

vite que loin d'avoir trop produit, il s'en faut de beaucoup, au contraire, qu'on ait même produit assez ; on sera convaincu sous peu, que la société n'aurait qu'à travailler sans relâche pour procurer à tous ce qui leur est absolument nécessaire. La production est paralysée, faute d'écoulement, et pourtant, les besoins sont loin d'être comblés. Les négociants voudraient bien vendre, les entrepreneurs voudraient produire, les ouvriers demandent du travail ; mais aux uns comme aux autres l'absence de débit oppose ses obstacles et ses entraves. D'où résulte donc ce phénomène anormal ? C'est la puissance d'achat, l'argent, qui fait défaut ; de là cette surproduction de produits. Les besoins, quoique réels et intenses, ne peuvent se manifester.

Avant de parler d'inondation de monnaies, faisons en sorte que chacun en ait à suffisance ; efforçons-nous de nous libérer de ces milliards de dettes qui pèsent sur nos pays d'Europe ; ne craignons pas de posséder trop d'argent, quand nous succombons sous le poids écrasant de nos charges budgétaires.

Si, dans une nation isolée de toutes les autres, n'ayant avec celles-ci aucune relation industrielle ou commerciale, une grande quantité de monnaie venait subitement s'ajouter à la masse existante, il est incontestable que les prix des produits subiraient une hausse plus ou moins forte. Encore faudrait-il, pour cela, que les besoins des habitants de cette nation isolée restassent les mêmes, et que

ces produits ne fussent pas susceptibles d'augmentation. Les trois conditions nécessaires à l'augmentation des prix : isolement complet, pleine satisfaction des besoins, limitation de la production, ne pouvant exister, on voit qu'une surélévation persistante des prix ne serait pas à redouter.

Nous avons résumé précédemment les conclusions de certains auteurs sur les conséquences que peut avoir l'abondance de la monnaie sur les prix ; comme on l'a vu, les opinions sont divergentes : les uns estiment que l'abondance du numéraire fait hausser les prix ; d'autres croient, au contraire, que le *statu quo* dans les prix persiste, malgré cette abondance.

Nous pensons qu'on peut parfaitement concilier les deux opinions en disant que : en même temps que l'augmentation des quantités de monnaies tend à *faire monter les prix*, une autre force, non moins intense et non moins puissante, tend au contraire à *les faire baisser* : c'est le génie humain, développant l'industrie des hommes, perfectionnant, simplifiant leur existence, augmentant la population, occupant de nouvelles terres, découvrant des continents nouveaux, devenant enfin des Titans modernes, possesseurs de notre planète et multipliant les échanges bien au delà des rêves les plus invraisemblables. De tous ces perfectionnements, il résulte que chaque jour on satisfait de plus en plus facilement aux besoins et aux exigences de la vie humaine, et que chaque service, chaque richesse, chaque marchandise parvient à être obtenue avec moins

de peine et à moins de frais ; c'est donc une tendance depuis l'origine de notre existence sociale à voir perpétuellement baisser tous les prix.

On a accusé les bimétallistes, les argentistes, les partisans d'une monnaie abondante, d'être les apologistes de la cherté de la vie. Cette accusation, sous la plume de certains économistes, a certes quelque chose de plaisant : le bien du peuple étant le moindre de leurs soucis. Nous la trouvons formulée dans la *Revue des Deux-Mondes*, année 1896, page 321. Seul le monométallisme-or, devait faire baisser le prix du pain, c'était entendu. Mais ce même économiste, contraint par l'évidence des faits, a dû reconnaître — même *Revue*, 1897, p. 405 — que le prix du blé a augmenté, malgré le monométallisme-or. Voici ce qu'il dit : « Les plus obstinés parmi ceux-ci (les agriculteurs) sont forcés de reconnaître que la hausse du blé s'est faite en dépit des prédictions sinistres de ceux qui annonçaient que la baisse ne s'arrêterait que le jour où celle du métal blanc aurait pris fin : le laboureur de la Beauce, le fermier de Lancashire, le hobereau poméranien, le colon de Nebraska, ne vendraient, nous assurait-on, leur récolte, à un prix rémunérateur, que si le kilogramme d'argent remontait à 222 francs. Or, voici que ce métal est bientôt au tiers de ce prix et que le blé se rapproche des plus hauts cours qu'il ait connus depuis vingt-cinq ans. Et rien ne fait prévoir que ces deux mouvements en sens inverse doivent s'arrêter, ou du moins se modifier,

c'est-à-dire se transformer dans un avenir prochain en un mouvement de hausse de l'argent et de baisse du blé. »

Ainsi donc, d'un côté, baisse considérable du métal-argent ; de l'autre, hausse formidable du blé, augmentation de 67 0/0. Voilà les bimétallistes bien vengés de l'accusation portée contre eux, de vouloir rendre cher le pain du prolétaire. On constate un renchérissement du prix des marchandises dû, dit-on, à l'abondance de l'or. Le phénomène n'a rien d'extraordinaire, mais sa répercussion pour le peuple est particulièrement douloureuse. En effet, l'or est réservé aux transactions internationales : il ne descend pas dans le peuple. L'or coule d'un *sommet* à l'autre, pareil à l'eau captée par un aqueduc. L'abondance du numéraire-or fera donc sentir ses effets là où cet or est utilisé, c'est-à-dire dans le commerce international ; les prix augmenteront. Mais pour ce commerce, le mal n'est pas grave, puisqu'à un fléchissement de valeur de l'or, correspond une plus grande abondance de ce métal.

Mais si ce commerce international, le commerce de gros, trouvent dans l'abondance de l'or — qui leur est réservé — le moyen de parer à la surélévation des prix, il n'en est pas de même pour le peuple. Les prix de gros augmentent, et les prix de détail éprouvent, de ce fait, un renchérissement plus fort que celui résultant d'une proportionnalité véritablement directe. Entre les premiers et les seconds, il y a, non pas proportion, mais progression au détriment de ceux-ci. Comment le peuple fera-

t-il face à cette augmentation des prix ? Au moyen de l'or ? Non ; ce métal n'est pas dans le peuple ; au surplus, ses unités monétaires sont trop hautes. Le peuple n'a à sa disposition qu'une monnaie légalement limitée et dépréciée. Il est donc clair que les effets de l'abondance de l'or, de sa dépréciation, et, par conséquent, l'augmentation du prix des produits, atteindront, fatalement et sûrement, le peuple, qui n'a rien à lui opposer.

En tout état de cause si le bimétallisme, le monométallisme-argent, devaient faire hausser le prix du pain — ce qui n'est pas prouvé du tout : on vient de voir que le blé, malgré le monométallisme-or, a augmenté — il est bien évident, par contre, que plus le capital-monnaie sera considérable, plus le travail sera demandé à des conditions vraiment rémunératrices ; qu'il importe peu, quand la classe ouvrière a de bons salaires, que le pain soit payé 2 ou 3 centimes plus cher ; qu'il est certainement préférable de manger le pain acquis par son travail que le pain fourni par l'aumône ; que cette légère augmentation du pain profite en somme aux travailleurs, parce qu'elle empêche les millions d'ouvriers agricoles de quitter les champs et de venir faire la concurrence aux ouvriers industriels : cette concurrence ne serait-elle pas la cause d'une baisse de salaires sans comparaison aucune avec l'augmentation du prix du pain ? Ici encore les faits corroborent nos assertions : « En dix années, en Allemagne, le nombre des ouvriers agricoles a

diminué de 400.000. Plus vigoureux que les enfants anémisés des villes, ces nouveaux venus, ruraux d'hier, sont préférés par les industriels. Aussi le Président du Local Government Board pouvait-il déclarer à la Chambre de Communes, le 31 mai 1906, que *90 0/0 des sans-travail étaient des citadins, éliminés par des campagnards émigrés vers les centres urbains* » (1).

Le bon marché est relatif. « A quoi sert à l'ouvrier que le pain soit aussi bon marché que possible, s'il n'a pas de quoi le payer ? » disait le député Leuchner au Reichstag allemand. Ce qui intéresse par-dessus tous les ouvriers, c'est d'avoir du travail. Acheter au marché le plus avantageux, c'est fort bien pour le capitaliste qui ne demande qu'à se procurer, au meilleur compte, les objets dont il a besoin. Il en est tout autrement de l'ouvrier. Celui-ci ne peut vivre sans travail, et le travail doit se payer. Il ne suffit donc pas de considérer les intérêts du consommateur. Ceux du producteur sont beaucoup plus importants. Acheter au marché le plus avantageux n'est pas le véritable intérêt des ouvriers. On a tort, comme disait justement le rapport d'un congrès de Trades-Unions, de tout sacrifier au « démon du bon marché ». Véritable démon, en effet, que ce bon marché obtenu, les ouvriers le savent, au prix de la santé morale et physique des travailleurs ! Nous leur demandons, aux ouvriers, de se souvenir de

(1) L. A. de Lavergne et Paul Henry, *Le chômage, causes, conséquences, remèdes*, p. 35, 1910.

cette maxime : *vivre et laisser vivre* ! Et qu'ils réfléchissent qu'on se ruine à force d'acheter à bon marché ; que c'est parfois même acheter la tuberculose, la diphtérie, la rougeole ou la scarlatine ; que c'est la misère qui crée le travail à dix centimes l'heure, et non pas le travail à dix centimes l'heure qui crée la misère. Si le prolétariat n'est soulevé que par la recherche de l'intérêt égoïste de chacun, les salaires de famine des uns étant la condition nécessaire du bas prix des produits exigé par les autres, il n'y a pas d'amélioration possible de la classe ouvrière.

Il s'agit, en bonne économie politique, de mettre tout le monde à même de *recevoir*, et non de procurer un *bénéfice* à quelques-uns, au détriment de la masse. La division entre producteur et consommateur est tout artificielle : l'intérêt qui doit primer les autres est celui du producteur, car pour consommer, il faut produire, afin d'avoir de l'argent qui permette de consommer, exception faite, naturellement, des rentiers et des malheureux tombés à la charge de la bienfaisance publique ou privée.

L'ouvrier, s'il est consommateur, est essentiellement producteur. En outre, et ce qu'on ne remarque pas assez, c'est que l'ouvrier doit forcément produire plus qu'il ne consomme et cela pour deux motifs. D'abord il est généralement obligé de vendre son travail ou ses produits au prix de fabrique, et de racheter tout ce dont il a besoin au prix de détail, d'où résulte un écart défavorable, que

les sociétés de consommation cherchent à atténuer. Ensuite l'ouvrier, afin de réaliser des bénéfices chaque année, doit toujours produire plus qu'il ne consomme en valeur comme en quantité ; autrement l'échange commercial, qui profite au moins à l'un des contractants, serait remplacé par le troc simple et circulaire, ou troc pour troc, sans gain ni bénéfice. La limite de la production de chaque métier serait exactement la consommation du métier voisin et réciproquement, d'où résulterait le salaire consommateur parfaitement égal au salaire producteur, c'est-à-dire une complète absence de progrès et une véritable stagnation économique dans un cercle d'opérations stériles qui ne pourrait jamais s'agrandir.

Or, l'expérience prouve qu'une plus grande activité industrielle et commerciale a toujours accompagné une production plus forte des métaux précieux. Il est donc de l'intérêt bien entendu de l'ouvrier que le capital-argent soit abondant dans le monde : le bimétallisme ou le monométallisme-argent répandra l'aisance dans toutes les couches de la société, parce qu'il fournira, par le travail bien payé, les moyens de satisfaire tous les besoins.

On sait que l'Amérique possède des mines d'argent très productives. Les délégués américains, aux diverses conférences monétaires, réclamèrent, avec d'autres, la frappe libre du métal-argent. On ne manqua pas d'examiner la question monétaire par le côté le plus mesquin, et on pré-

tendit que si le gouvernement des Etats-Unis insistait tant auprès des nations pour faire prévaloir un système bimétallique, c'était uniquement afin de trouver un placement pour son métal-argent. On ne réfléchit pas que si l'Amérique a des mines d'argent, elle possède aussi des mines d'or ; que peut bien lui faire alors la baisse de l'un, puisque l'autre montera d'autant ? Qu'a répondu l'Amérique par l'organe de ses délégués ? « Nous sommes des égoïstes, c'est incontestable ; mais nous ne sommes pas absolument des niais, au moins nous ne le sommes pas sans nécessité ; or, un homme d'Etat croirait difficilement que le gouvernement des Etats-Unis aurait jamais négligé les intérêts énormes qui se rattachent aux questions monétaires, pour venir soulever l'opinion européenne en faveur de l'intérêt comparativement insignifiant qui s'attache aux produits des mines d'argent.

« Nous ne cherchons pas un marché restreint réclamant nos soi-disant métaux précieux. Le gouvernement des Etats-Unis s'occupe d'autres intérêts bien plus importants. Les Américains sont des agriculteurs et non des mineurs ; ils cultivent, sous un ciel propice, une terre fertile, d'un loyer peu élevé.

En 1879, la récolte de nos cotons seule a été évaluée à un milliard deux cent quatre-vingt-deux millions de francs, soit plus de sept fois le produit moyen de nos mines d'argent.

« Notre récolte en blé a été évaluée, pour la même année, à deux milliards cent cinquante-sept millions de

francs, soit plus de douze fois le produit moyen de nos mines d'argent. Le maïs a été évalué à trois milliards soixante-quatorze millions de francs, soit plus de huit fois le produit moyen annuel des deux métaux et presque dix-huit fois le produit moyen de nos mines d'argent. La valeur totale du produit de notre agriculture, en 1879, a été estimée à onze milliards huit cent soixante-dix millions de francs.

« Nous cherchons à trouver un monde industriel et vigoureux pour aider à consommer ces produits vraiment précieux de notre agriculture. Nous cherchons un monde économe et capable d'en payer le prix.

« Le gouvernement des Etats-Unis croit intimement et sincèrement qu'il sera impossible de trouver un monde pareil, si la monnaie restait limitée à un seul métal. »

On ne voulut point écouter les délégués américains ; les conférences n'aboutirent à aucun résultat pratique. L'Amérique ne peut empêcher l'argent d'être déprécié, à moins d'être aidée par les principaux Etats d'Europe. Qu'a fait l'Amérique ? Lasse de ces conférences stériles, elle a suspendu le Bland-Bill.

« Le cours forcé des billets d'Etat avait été maintenu depuis la Guerre de Sécession. La reprise des paiements en espèces ayant été fixée au 1^{er} janvier 1879, le Congrès, sans se laisser arrêter par le veto présidentiel, ressuscita d'office le dollar d'argent (loi du 28 février 1878 ou loi Bland). Le Trésor recevait l'ordre d'acheter mensuellement pour 2 millions de dollars au moins, pour

4 millions au plus, de métal blanc et de le monnayer sans retard. La loi du 14 juillet 1890 porte à 1.680.000 kilogrammes par an (au pair, près de 400 millions de francs), les achats obligatoires du Trésor (1). »

L'entêtement de l'Europe persistant, l'Amérique ne pouvait seule, réussir à maintenir l'argent dans son rôle monétaire ; de même que les pays latins avaient, en 1873, fermé leurs hôtels des monnaies à la frappe libre de l'argent pour empêcher leur or de s'écouler au dehors, l'Amérique abrogea le Bland-Bill le 1^{er} novembre 1893. Les efforts d'une ligue, *Ligue contre le Bland-Bill*, amenèrent ce résultat, et cette ligue elle-même fut formée, à la suite du rejet, par l'Europe, des propositions américaines.

Ce ne fut pas une question de principe, mais une question de tactique qui décida les Etats-Unis à adopter l'étalon d'or : car les deux grands partis qui divisent ce pays, le parti démocrate et le parti républicain, étaient, quand on agita cette question, tous deux favorables à l'argent ; seulement le premier voulait la frappe libre et illimitée de l'or et de l'argent, sans entente préalable avec d'autres nations ; il était *bimétalliste national* ; le second était favorable à l'étalon d'or, mais partisan de la frappe libre de l'argent en vertu d'un arrangement international, qu'il s'engageait à appuyer ; il était *bimétalliste international*.

(1) A. de Foville, *La Monnaie*, p. 71.

D'autres préoccupations — la guerre avec l'Espagne, l'Impérialisme — détournèrent l'attention du peuple américain de la question monétaire ; les échecs répétés des tentatives de ses délégués auprès des nations européennes en vue d'aboutir au bimétallisme international découragèrent les Etats-Unis qui adoptèrent l'étalon d'or le 14 mars 1900. Seulement, pour sauvegarder la possibilité d'un accord international, on vota une section XIV, ainsi conçue : « Les dispositions de cet acte ne doivent pas empêcher l'accomplissement du bimétallisme international, quand les conditions le rendront expédient et possible, avec le concours des principales nations commerciales du monde et à un rapport qui assurera la permanence d'une valeur relative entre l'or et l'argent ».

On peut se demander quel fut le résultat de la politique américaine, politique adoptée en présence de l'opposition systématique de l'Europe. L'Amérique disait à l'Europe : Voulez-vous notre argent ? Nous ne vous l'offrons pas gratis : vous nous enverrez de vos produits pour le payer ; nous sommes un peuple immense, vos ouvriers auront du travail.

Vous ne voulez pas de notre argent ? Nous vous enverrons des marchandises, nous irons lutter chez vous avec nos fers, nos aciers, nos machines, nos montres, nos chaussures : nous vous enlèverons de gros travaux de métallurgie — comme en Hollande — des fournitures de locomotives — comme en Egypte, — et nous vous récla-

merons à tel point des retours en or — puisque c'est votre métal de choix, — que nous rendrons continuellement inquiètes vos grandes banques européennes ! Nous fermerons nos frontières ; vos produits n'entreront chez nous que si vous parvenez, grâce à vos bas salaires et à vos longues journées de travail, à nous faire concurrence !

Etait-ce là une vaine menace ? C'est à nos industriels et à nos ouvriers à répondre. Au fait, l'Amérique, en agissant ainsi, ne ferait qu'appliquer une maxime bien connue : il n'est pas de meilleur moyen pour faire tomber de mauvaises lois que de les appliquer dans toute leur rigueur. Accentuer davantage les maux produits par la baisse de l'argent, dans l'espoir qu'on ouvrirait enfin les yeux : tel était le but des Américains. Puisque les peuples d'Europe persistaient à ne vouloir rapporter aucun remède à un mal qu'ils étaient unanimes à reconnaître, il fallait aggraver ce malaise de telle sorte que, poussé à l'excès, tout le monde comprendrait enfin la nécessité d'y mettre fin. Aussi les Américains ont-ils eu soin de laisser la porte ouverte à une entente bimétallique internationale.

Cependant l'Amérique n'a pas tardé à subir les conséquences de l'abandon de l'argent.

On se souvient sans doute de la crise américaine survenue au mois d'octobre 1907. Elle a eu des effets désastreux pour les travailleurs. « 48.000 ouvriers ont été renvoyés des mines de Pittsburg et des environs. A Chicago, presque toutes les fabriques avaient réduit le personnel et

la journée de travail. Quarante pour cent des travailleurs du bâtiment, le quart des ouvriers des industries du bois et un grand nombre de mécaniciens chômaient. A Indianapolis, les grandes usines avaient réduit leur personnel de moitié. Et il en était de même, assurait-on, dans la plupart des villes de l'Union (1). »

Mais c'est en vain qu'on a voulu expliquer cette crise formidable par la mauvaise organisation des banques de ce pays, organisation qui les empêche de se soutenir entre elles. A aucun prix, on ne veut voir, dans cette crise, une crise monétaire. On a recours à des arguments fantaisistes, qu'on n'essaie même pas de reprendre pour expliquer les répercussions fâcheuses que cette crise américaine a eu ailleurs. Car si l'on admet cette mauvaise organisation des banques aux Etats-Unis, peut-on sérieusement alléguer ce motif pour expliquer la crise en Angleterre, et en Allemagne, pays monométallistes-or ? La France et la Belgique, bimétallistes dans une certaine mesure, n'ont guère éprouvé les effets de cette panique.

Il est vrai que cette crise a eu d'excellents effets pour quelques-uns : « Des financiers sont intervenus et ont fait des prêts à gros deniers » (2). D'autre part, l'intervention du Gouvernement, si redoutée dans d'autres domaines, ne fut pas considérée comme exclusive, ni repoussée au nom des *principes* d'une saine économie politique : « Huit

(1) L. Dechesne, *La panique financière aux Etats-Unis* (fin 1907), p. 14.

(2) L. Dechesne, *ouvrage cité*, p. 13.

jours après le commencement de la panique, le Gouvernement avait mis à la disposition des affaires 50 millions de dollars et, bientôt après, 60 millions. Le secrétaire du Trésor annonçait qu'il allait émettre 50 millions de dollars d'obligations du canal de Panama et 100 millions de certificats du Trésor. Afin de subvenir aux besoins extraordinaires de la circulation monétaire, les Américains eurent aussi recours à l'étranger. On estime à 90 millions de dollars, l'or importé d'Europe pendant le mois de novembre 1907 » (1).

Mais, nous objectera-t-on, l'Angleterre qui est monométalliste-or, n'est-elle pas le pays le plus riche du monde ? Songe-t-elle, pour imiter les Etats-Unis, à devenir protectionniste ?

Il y a, en Angleterre, des fortunes colossales, telles que peut-être n'en existe pas sur le continent ; mais, en re-

(1) L. Deschesne, *ouvrage cité*, p. 13.

Echos d'Amérique et d'ailleurs : « On se plaint en France et en Europe, que le prix de la vie augmente chaque jour. C'est, paraît-il, pire en Amérique. Le professeur Norton vient, en effet, de publier au sujet du prix de vente en gros des produits de première nécessité, aux Etats-Unis, une statistique des plus éloquentes. Il ressort de cette étude que l'augmentation de 1896 à février 1900 sera dans la proportion de 86 à 143, soit d'environ 66 0/0. Le statisticien ajoute que, d'après lui, au mois d'août 1911, la puissance d'achat d'un dollar sera exactement la moitié de ce qu'elle était en 1896 ! » (*Le Temps* de mars 1910). — Après la démonétisation de l'agent, en Amérique !

Où sont donc ces prophètes, qui prédisaient, avec une si belle assurance, la vie à bon marché, grâce au monométallisme-or !

vanche, il y a là des misères que le continent ne connaît et ne soupçonne même pas. N'est-ce pas en Angleterre que s'est établie à demeure cette plaie héréditaire du paupérisme, honte de l'humanité ? Si l'on veut voir jusqu'à quel degré d'abjection la misère peut faire tomber l'homme, n'est-ce pas en Angleterre qu'il faut se rendre ? D'après sir Henry Campbell-Bannerman, on trouve en Angleterre 13 millions de personnes, soit le tiers de la population, qui sont insuffisamment nourries et menacées à tout moment de mourir de faim. Admettons que cette allégation soit exagérée ; elle contient cependant un certain degré de vérité. Mais pourquoi ces gens sont-ils insuffisamment nourris ? Ce n'est pas parce que le pain n'est pas bon marché, ce n'est pas non plus à cause des taxes, puisque les objets de première nécessité ne sont pas imposés ; il n'y a donc qu'une raison : c'est parce qu'ils manquent de travail (1).

Quant au protectionnisme, qui ne se rappelle qu'il s'en est fallu de peu que l'Angleterre entrât dans cette voie, à la suite de la campagne menée par MM. Chamberlain et Balfour ? De fait, la situation actuelle de l'Angleterre n'est plus ce qu'elle était du temps de Cobden. « Il est vrai qu'après l'abrogation des lois sur le blé, l'Angleterre a connu une période de prospérité sans exemple ; qui a duré pendant vingt-cinq ans. La véritable cause a été la découverte de l'or en Californie et en Australie, le progrès

(1) D. Crick, *Le progrès du libre-échange en Angleterre*, p. 34, 1904.

de l'esprit d'invention, le développement énorme des chemins de fer et l'amélioration de services de bateaux à vapeur ; et, d'une façon générale, l'impulsion qui fut donnée au commerce du monde. Mais c'est une erreur de dire que le rappel des lois sur le blé a eu immédiatement pour effet d'amener une réduction dans le prix du pain. Ainsi en 1846, quand les choses étaient au pire et que la famine régnait en Irlande, le prix du blé était de 45 s. 8 d. le quarter. Après l'abrogation des lois sur le blé, qui eut lieu en cette année, il a été en moyenne, pour les dix années qui ont suivi, de 55 s. 4 d. le quarter, soit 8 d. de plus qu'en 1846. La grande diminution dans le prix du froment n'a commencé que trente ans après l'abrogation des lois sur le blé » (1).

« On a écrit que le régime intérieur de l'Angleterre avait été évidemment amélioré depuis l'adoption du libre-échange par l'accroissement de la production industrielle, et par l'abaissement du prix des objets de première nécessité. Nos études personnelles nous conduisent à une appréciation un peu différente de la réforme de sir Robert Peel, ou plutôt de M. Richard Cobden... Elle a accumulé de nouvelles richesses entre les mains des propriétaires, des capitalistes et des spéculateurs ; mais elle n'a ni diminué le prix du blé (les mercuriales officielles en font foi) ni augmenté le prix des salaires dans ces classes d'ouvriers à qui précisément l'on est redevable de la produc-

(1) D. Crick, *ouvrage cité, passim*.

tion de tant d'objets à bon marché. Pour obtenir ce bon marché, qui enrichit le fabricant par la quantité de la vente, il faut réduire autant que possible le prix de revient, et par conséquent le salaire. Voilà pourquoi il y a tant d'ouvriers en Angleterre qui ne gagnent pas leur vie. La réforme commerciale n'a point amélioré cet état de choses, et tous les jours elle tend peut-être à l'empirer par les exigences de la concurrence étrangère et intérieure, à moins que l'industrie ne se décide à adopter un minimum de salaires, ce à quoi elle ne paraît nullement disposée. Il faudrait des grèves pour l'amener à cet acte de justice et d'humanité ; mais les grèves ne sont faites que par les artisans convenablement rémunérés, les ouvriers du bâtiment dont les moins rétribués reçoivent 4 francs par jour.

Quant aux pauvres ouvrières qui gagnent 10 ou 12 sous pour un travail de seize heures, et qui par conséquent ne peuvent trouver dans la mutualité des armes contre une exploitation inhumaine, elles meurent de faim ou dans la prostitution. La réforme commerciale ne pouvait pas précisément diminuer le paupérisme. Dans les années de disette ou de crise commerciale, c'est par milliers qu'on repousse des workhouses des ouvriers mourant de faim, et qui retombent à la charge de la charité privée (1). »

Si l'Angleterre est momométalliste-or, — pour elle-

(1) L. Davésiés de Pontès, *Revue des Deux-Mondes*, t. XXIV, p. 220.

même — elle trouve cependant que le métal-argent a du bon pour les autres. C'est ainsi que « M. Liebaert put rappeler ce fait étrange, qu'il y a plus de vingt ans, le *gouvernement anglais* lança une proclamation pour donner un *cours légal* aux pièces étrangères de 5 francs dans la colonie anglaise de Sierra-Leone » (1) ! Et dans l'Inde ? Jusqu'en 1893, l'Inde anglaise était sous le régime de l'étalon argent. Par ce que nous avons dit à propos du Mexique, on comprend que les rentiers et les capitalistes anglais étaient heureux de cet état de choses : les sommes que l'Inde avait à payer à la métropole étaient stipulées en or. L'Inde avait à payer les intérêts des emprunts contractés en Angleterre, l'intérêt du capital garanti des chemins de fer, les frais des dépôts et transports des troupes anglaises, etc. On estimait à plus de 375 millions de francs le montant de ces dettes.

Si l'Inde n'avait pas d'or pour payer ses créanciers, elle pouvait envoyer des marchandises, évaluées en argent, c'est-à-dire en monnaie dépréciée, en Angleterre. Il y avait là tout profit pour les rentiers et les capitalistes.

Par contre, les industriels et les commerçants anglais trouvaient difficilement, dans l'Inde, des débouchés pour leurs produits : nous avons montré pourquoi, quand nous avons parlé du Mexique. De plus, les nombreux fonctionnaires anglais qui résidaient dans l'Inde et qui envoyaient dans la métropole, pour effectuer le placement, les

(1) *Le XX^e Siècle*, 5 mai 1910.

sommes d'argent reçues pour prix de leurs services, devaient subir des pertes de change considérables.

Après bien des plaintes, des démarches du gouvernement de l'Inde (1), après que la conférence monétaire de 1893 eut démontré à l'Angleterre, qui refusait d'entrer dans une entente internationale pour le rétablissement du bimétallisme, que les autres nations ne voulaient pas être ses dupes (2), la Commission instituée par le gouvernement anglais aboutit au système suivant : La frappe librement de l'argent n'est plus permise. Les particuliers perdront ce droit. Le gouvernement, au contraire, pourra frapper des roupies (argent) en échange des pièces d'or. Sera également suspendue la frappe libre de la pièce d'or (mohur). Les porteurs de métal jaune, en échange de

(1) Le 2 février 1886, Lord Dufferin écrivait à l'*India office* : « Nous n'admettons pas et ne pouvons pas admettre que les oscillations de la valeur relative des deux métaux ne puissent être gouvernées ou qu'il soit impossible de les ramener, par un pacte international, aux limites dans lesquelles elles sont restées jusqu'en 1873. Si, comme nous le croyons, il est possible d'assurer un rapport stable entre l'or et l'argent, le gouvernement de l'Inde et le Gouvernement de Sa Majesté encourraient une grave responsabilité, en négligeant de recourir aux moyens légitimes pour obtenir ce résultat. » (*Questions monétaires contemporaines*, p. 607).

(2) Réponse de la Banque d'Angleterre : « J'ai l'honneur de vous déclarer que la Banque d'Angleterre est prête à faire ce que lui permet l'act de 1844, c'est-à-dire à avoir en argent un cinquième des lingots garantissant les billets émis, à condition que la Monnaie française soit rouverte au libre monnayage de l'argent et que les prix d'achat et de vente de l'argent soient satisfaisants ». (*Questions monétaires contemporaines*, p. 434).

leurs versements, recevront non pas des pièces d'or mais des roupies d'argent, suivant la charge fixe de une roupie pour seize pence.

La loi du 15 septembre 1899 compléta la loi du 26 juin 1893 en déclarant le souverain et le demi-souverain légal tender. De plus, tandis que la frappe de l'argent reste suspendue, l'or peut être frappé en quantité illimitée à la succursale de la monnaie royale de Londres érigée à cet effet à Bombay. — L'Inde a donc deux monnaies légales à cours illimité : le souverain et le demi-souverain d'or, la roupie et la demi-roupie d'argent.

Ce n'est donc pas le monométallisme-or qui a prévalu, mais un bimétallisme boiteux, puisque la frappe de l'argent pour compte des particuliers est suspendue. Ajoutons que le gouvernement a usé largement de la faculté qu'il s'est réservée de frapper des roupies neuves quand il le juge nécessaire ou opportun.

On le voit : dans cette question, ce sont les intérêts et non les principes qui ont dicté la conduite du gouvernement anglais. Néanmoins on sait à l'occasion se souvenir des principes et les appliquer d'une manière barbare. En 1885, comme on redoutait une famine dans l'Empire des Indes, le gouvernement britannique fut invité à faire venir des approvisionnements de riz pour parer à cette calamité menaçante ; or, il s'y refusa énergiquement, en déclarant cette intervention *would be contrary to the principles of political economy* (cette intervention serait contraire aux principes de l'économie politique). Un peu plus tard,

alors que la famine enlevait 4.000 habitants par semaine, les instances furent renouvelées auprès de la Commission gouvernementale qui répondit : *On general grounds they (the Board) had a very strong objection to interfere with the course of strade.* (D'une manière générale, le conseil s'oppose très fortement à toute intervention dans le cours des transactions. Les pauvres gens ! n'avaient-ils pas à leur disposition le *self help* et les lois économiques) (1).

« La famine dans l'Inde anglaise fait des victimes innombrables, neuf millions d'individus en souffrent, et à peine la moitié peut être secourue. La famine engendre toutes sortes de maladies et conduit très souvent à la démente. A Chander, en une seule nuit, sept cents affamés devinrent fous. Pour les empêcher de tout saccager, il fallut les empiler dans un train et les conduire ainsi à des enceintes fortifiées. Chemin faisant, ces squelettes chantaient et criaient de leurs voix presque éteintes.

« Dix millions sont morts de faim en 1897, lors de la dernière famine, et cette fois-ci, on prévoit des résultats encore plus horribles : cent mille *milles carrés* de territoire anglo-indien, 250.000 *milles carrés* de territoire de protectorat anglais, ne sont plus qu'un désert de poussière blanche sous l'accablant soleil de la sécheresse. Des millions d'êtres humains, déjà touchés par la mort, fuient devant le fléau ; les *poor houses* sont trop pleins, malgré la mortalité de 70 pour mille chaque nuit ; les *famine*

(1) Le P. Antoine, *Cours d'Economie sociale*, p. 210.

carups ne peuvent pas employer tous ceux qui se présentent. Dans d'autres endroits encore, comme à Chota-Nagpour, la faim pousse à la révolte ceux que le mal n'a pas tout à fait terrassés. Le grain, le riz, deviennent tous les jours plus cher, et l'argent s'épuise dans les caisses de secours (1). »

L'Allemagne a voulu aussi devenir monométalliste-or. Quels sont les résultats, au point de vue ouvrier, de sa politique économique ? Voici ce que dit l'inspecteur du travail de Leipzig, dans son rapport pour l'année 1902 : « La situation économique des ouvriers ne s'est pas améliorée au cours de l'année écoulée. D'une part, les ressources d'un grand nombre de travailleurs ont subi une nouvelle restriction, résultant en partie de la réduction des salaires et en partie de la diminution des heures de travail ; d'autre part, le prix des principaux objets de consommation a augmenté. La nécessité de se restreindre se constate dans la diminution de la consommation de viande de bœuf, et dans une plus grande demande de viande de cheval. » A l'appui de cette déclaration, l'inspecteur cite le fait que le nombre des animaux abattus dans les abattoirs de Dortmund et d'autres villes a été, en 1902, inférieur de 6.792 à celui de 1901, alors qu'en 1901, il avait déjà été inférieur de 6.559 à celui de 1900. Par contre, le nombre des chevaux que l'on abat en

(1) *Revue Mame*, 1^{er} juillet 1900.

Allemagne, pour les besoins de la consommation, augmente constamment. En 1897, on en tuait 1.419 ; en 1901, le nombre s'est élevé à 2.055. On signale également une augmentation dans la consommation de la viande de cheval à Berlin, à Hambourg, et dans d'autres villes. A Bochum la consommation annuelle en est de 71 livres par habitant.

On ne peut nier, dit un autre auteur allemand, que par suite de la dépression de la demande de main-d'œuvre et de l'augmentation des prix pendant les années 1901 et 1902, l'alimentation des classes ouvrières ait laissé à désirer. Les salaires ont été considérablement réduits, le prix des denrées alimentaires est resté au plus haut taux qui ait été atteint pendant la période de renchérissement, et la consommation de la viande a diminué dans une forte proportion. La viande consommée a, en outre, été de qualité inférieure, tandis que le nombre des chevaux et des chiens abattus a augmenté.

Dans cette même année 1902, un mémoire fut présenté par une des grandes organisations industrielles de l'Allemagne sur l'état du marché, et nous y lisons que : depuis deux ans et demi, toute la vie économique de l'Allemagne se trouve dans une situation qui présente tous les caractères d'une crise. Malgré l'énorme commerce d'exportation qui se fait sous la protection des traités de commerce en vigueur, l'industrie allemande souffre vivement du manque de commandes dans sa branche la plus productive. L'insuffisance du travail est considérable et il en résulte

une réduction dans les salaires. L'esprit d'entreprise s'éteint. On n'acquiert plus guère de nouvel outillage et l'on n'étend plus les entreprises existantes. Enfin les efforts que font les employeurs pour maintenir leurs établissements en marche, ont eu pour résultat, surtout en ce qui concerne les industries syndiquées, de déterminer l'exportation d'une grande partie de leur production à des prix d'une modicité sans précédent. Mais si ce procédé était appelé à durer longtemps encore, il causerait à la situation économique de l'Allemagne le plus grave dommage.

L'industrie du fer emploie, à Berlin et dans les environs, à peu près 72.000 ouvriers dont la plus grande partie travaillent à journées réduites. En comparant la situation actuelle à celle d'octobre 1900, on constate que 18 à 19.000 ouvriers de moins sont occupés. A Magdebourg, la plupart des 15.000 ouvriers du fer travaillent également à petites journées, et en janvier 1903, le nombre des chômeurs était de 2.000. Toutes les villes industrielles présentent le même spectacle. A Barmen et à Elberfeld, 1.800 ouvriers sur 4.000 travaillent à demi-temps, tandis que 400 à 500 chômaient (1).

On ne manquera pas de dire : Vous mettez sur le compte du monométallisme-or, les méfaits reprochés au protectionnisme. Nous répondons, d'abord, que si l'Angleterre est monométalliste-or, elle n'est pas protectionniste,

(1) Crick, ouvrage cité, *passim*.

et nous avons constaté que dans ce pays le hideux paupérisme est à l'état permanent. Ensuite, le protectionnisme est la conséquence directe de l'établissement du monométallisme-or : « La lutte pour l'or doit tuer le libre-échange, car tous les pays, pour conserver de plus en plus leur part du précieux métal, entraveront les importations, afin de se faire une balance favorable » (1). A cela un monométalliste-or a répondu : « Nous considérons le système protectionniste comme beaucoup moins malfaisant que la perturbation de tous les rapports financiers qui résulterait de la révolution monétaire préconisée par les bimétallistes » (2). Ainsi donc, on préfère élever des barrières artificielles aux frontières des Etats, plutôt que de laisser accomplir au métal-argent son rôle naturel, historique, séculaire. Voilà comment, quand les intérêts financiers sont en jeu, on fait fléchir les grands principes, qu'on proclamait principes essentiels, indiscutables, vitaux !

S'il y a un point de doctrine, en économie politique, qui a fait verser des flots d'encre, en faveur duquel on a prononcé une quantité inouïe de discours, fondé, pour sa défense, des ligues nombreuses, c'est bien le libre-échange.

Le libre-échange est la faculté, la liberté de vendre et d'acheter sans entraves, sans restrictions, les produits de

(1) Em. de Laveleye, *ouvrage cité*, p. 210.

(2) Cl. Jannet, *ouvrage cité*, p. 589.

nation à nation. Le libre-échange, disait-on, est le salut de la société humaine ; par là se réalisera le bien-être général.

Le protectionnisme, ou mieux, le système protectionniste, qui a, surtout de nos jours, ses défenseurs convaincus, est l'ensemble des droits, qui taxent spécialement l'entrée dans le pays des produits étrangers. Quand ces droits s'élèvent à une somme telle qu'ils rendent la concurrence étrangère impossible, ce système s'appelle le système prohibitionniste. Le but du protectionnisme ou du prohibitionnisme est de mettre à l'abri de la concurrence étrangère les industries nationales.

Prétendant tous les deux — le libre-échange et la protection — procurer le bien de l'humanité, non simultanément, mais l'un à l'exclusion de l'autre, ils oubliaient que l'homme, créature raisonnable, doué de la liberté, déjoue tous les calculs et toutes les combinaisons : ni le libre-échange absolu ni le protectionnisme à outrance ne sont admissibles.

En ce qui concerne en particulier le protectionnisme, on l'a préconisé parce qu'il devait, entre autres bienfaits, aider à relever l'agriculture, permettre de vendre à des prix rémunérateurs les produits agricoles. D'autre part, les adversaires du protectionnisme assuraient que ce système aurait pour résultat de rendre plus chers les produits alimentaires, qu'il serait donc préjudiciable aux intérêts populaires. Les faits, encore une fois, ont démenti la théorie : « M. Wilfrid-Laurier, premier ministre du

Canada, vient de recevoir une députation monstre de *fermiers* canadiens, demandant l'*abolition du protectionnisme*. L'agriculture est l'essence de la vie canadienne.

« Nous, dit le manifeste des fermiers, *nous ne retirons aucun profit du protectionnisme, au contraire*. Nous devons payer une rançon exorbitante pour tous les objets manufacturés dont nous avons besoin : habillements, outils ou machines. Et cette rançon qui nous est extorquée n'entre pas même dans les coffres de l'Etat ; elle va tout simplement gonfler les poches des grands industriels en faveur desquels elle est extorquée. »

Par contre, quel est l'effet, au point de vue populaire, du protectionnisme en France ? « De 1880 à 1892, toute une série de tarifs ont accentué le mouvement (protectionniste) et la France en est arrivée à établir autour d'elle une véritable muraille de Chine.

« Ce qui a favorisé ce mouvement, c'est qu'agriculteurs et industriels s'en disent charmés. *Il est certain que par l'effet, du reste prévu, de ce protectionnisme, on a vu s'abaisser le prix du blé, du pain, de la viande, du beurre, et, d'une façon générale, de tous les produits agricoles.*

« L'industrie agricole défendue contre la concurrence étrangère a pu se relever, s'outiller, développer sa production, si bien qu'elle en est arrivée, à peu de choses près, à suffire aux besoins de la consommation intérieure. Ce même mouvement de développement s'est affirmé

dans les autres industries et s'explique par les mêmes raisons. »

Aujourd'hui, protectionnistes et libres-échangistes sont unanimes pour reconnaître la nécessité de prendre des mesures dans les cas où il est clairement établi qu'une industrie indigène est sérieusement menacée par les agissements abusifs de la concurrence étrangère.

Un de ces agissements est évidemment le procédé que les Américains appellent le *dumping*. Il consiste à se débarrasser du surplus de sa production dans un pays étranger, au prix que l'on peut en obtenir, *souvent même à un prix inférieur au coût de production*. Ce n'est pas ce que l'on peut appeler de la concurrence loyale. Les produits amenés dans ces conditions désorganisent les industries nationales, menacent de les faire disparaître et privent les ouvriers de leur travail. Aussitôt que les industries nationales, visées par le dumping, seront tuées sous l'effort de cette concurrence abusive, les étrangers, sachant qu'ils n'ont plus rien à craindre, élèveront leurs prix.

D'autre part, nous ne pouvons oublier qu'il y a eu, en Europe, trois grandes guerres de tarifs : une entre la France et l'Italie, une autre entre la France et la Suisse et une troisième entre l'Allemagne et la Russie. Voyons ce que chacun de ces pays a gagné et perdu dans ces luttes.

L'Italie et la France ont fait, pendant les huit années qui ont pris fin en 1887, un commerce annuel moyen de

650.000.000 de francs. L'Italie appliqua alors un tarif offensif. La France répondit de la même manière. Et cette situation dura dix ans. Puis on fit la paix, et on en revint aux droits anciens. L'estimation la moins élevée évaluée à trois milliards de francs le prix que cette guerre a coûté aux deux nations. Depuis le rétablissement de la paix, le commerce des deux nations n'a jamais dépassé 325 millions, c'est-à-dire la moitié de ce qu'il était avant l'ouverture des hostilités. La cause en est que les anciens clients ont pris l'habitude de se pourvoir ailleurs.

Avant la guerre de tarifs entre la France et la Suisse, les échanges entre ces deux pays s'élevaient à 350 millions de francs. Les hostilités durèrent cinq ans. Le chiffre du commerce tomba à 212 millions 500 mille francs. Puis la paix fut conclue, mais le commerce n'a plus revu sa prospérité d'autrefois.

Au mois de juin 1893, la Russie éleva de 30 0/0 les droits imposés sur les marchandises originaires de l'Allemagne. Celle-ci répondit par une majoration de 50 0/0 sur celles de la Russie. La Russie répliqua par une surtaxe de 50 0/0 sur les produits allemands. Cette guerre ne dura que huit mois. Le mécontentement fut si grand de part et d'autre que les gouvernements ne purent résister à la pression de l'opinion publique.

Les trusts sont les enfants du protectionnisme, ils n'auraient pu prendre les dimensions qu'ils ont acquises dans certains pays et écorcher les consommateurs comme il le

faut, si la concurrence étrangère avait pu passer par-dessus les barrières qui les protègent (1).

Les trusts, pools, cartelles, monopoles, tous ces procédés capitalistiques constituent des torfaits sociaux. Ils favorisent la corruption parlementaire ; ils sont même soupçonnés de corrompre la justice. Ils habituent le peuple à se désintéresser de ses affaires ; d'une nation de travailleurs libres et de citoyens, ils font une nation d'employés et de salariés. La victoire de ces institutions aboutit au despotisme le plus dangereux et le moins noble : celui de l'or. Sous le régime de l'industrie libre, un ingénieur, un contremaître, un ouvrier congédié par son patron peut retrouver du travail chez un autre. Il en serait autrement sous le régime autocratique des trusts. Le trust, maître de toutes les usines qui concourent à l'élaboration d'un même produit, inscrira-t-il un travailleur sur ses listes de proscription, cette décision équivaudra à l'ancienne interdiction romaine de l'eau et du feu. Où ira cet *outlaw* que sa profession rejette et qui sans doute n'en connaît pas d'autre ? Il devra s'expatrier ou recommencer à 30 ou 40 ans l'apprentissage d'un autre métier.

Nous savons aussi que les classes pauvres souffrent plus des droits d'entrée que les riches. Les meilleures qualités de marchandise entrent malgré les taxes. Elles sont achetées par des gens fortunés qui veulent les avoir à tout prix. Les qualités inférieures, celles qui sont destinées

(1) D. Crick, *ouvrage cité, passim*.

aux pauvres sont arrêtées. Il en résulte que les productions indigènes de ce genre de marchandises peuvent en augmenter le prix dans une proportion plus forte que pour les objets de qualité supérieure.

Les deux systèmes ont leurs défauts, plus graves dans le système protectionniste que dans le système libre-échange. La sagesse, semble-t-il, commande de doter un pays d'un régime commercial approprié à sa situation particulière. Tant que les nations existeront comme nations, il faut, autant que possible, qu'elles trouvent en elles-mêmes tout ce qui est nécessaire à leur existence collective, dans l'ordre matériel comme dans l'ordre moral. Il faut qu'un pays puisse, dans les traités de commerce, se réserver d'ouvrir, de fermer ses frontières, ou de les laisser franchir plus ou moins facilement, selon les avantages ou les désavantages résultant pour la collectivité de l'un ou de l'autre système. En général, on peut dire qu'une nation a le droit ou le devoir de prendre les mesures de défense nécessaires pour sauvegarder les intérêts du producteur-ouvrier, intérêts menacés plus ou moins gravement, selon l'intensité de la concurrence étrangère ; car ce n'est assurément pas le pays exportateur qui supporterait les conséquences de la liberté économique.

Quoiqu'il en soit, le libre-échange semblait avoir conquis le monde. Douter des vertus du système, c'était se mettre au ban de l'humanité.

Et voilà qu'un jour on démontre que le libre-échange

court grand danger, qu'il sera détruit et remplacé par le protectionnisme, si le monométallisme-or — établi on sait pourquoi — parvient à s'implanter dans le monde. Aussitôt la scène change : plutôt le protectionnisme que le bimétallisme.

On parle de perturbations dans les relations financières qu'apporterait le rétablissement de l'argent dans ses fonctions monétaires : mais on oublie les bouleversements inouïs produits par l'abandon de l'argent. Perturbations ! Quel étrange abus de mots ! Mais la justice qui reprend ses droits, la restitution qui fait rendre à autrui ce qui lui appartient, amènent aussi des perturbations ! Que de perturbations dans le monde industriel, agricole, commercial, occasionnées par les procédés techniques, les découvertes scientifiques ! Ces troubles sont suivis de grandes douleurs, de misères longues et cruelles : les redoute-t-on ? s'en afflige-t-on ?

CHAPITRE III

CONCLUSIONS

La science monétaire ne s'occupe pas de l'ouvrier. — D'où provient l'indifférence à l'égard du travailleur ? — Pourquoi doit-il s'intéresser à la question monétaire. — Ce qu'il doit réclamer. — Objection : Vous défendez une cause perdue. — Beaucoup de questions qui semblaient définitivement résolues ont été remises en discussion, et les solutions intervenues ont été la consécration décisive de l'économie sociale sur l'économie politique orthodoxe.

Cet ouvrage a en vue l'intérêt de la grande masse du public.

La question monétaire ! Mais, dit-on avec un superbe dédain, cette question concerne-t-elle le peuple ? N'est-elle pas du ressort exclusif de la haute finance et du gros commerce ? De fait, dans les traités d'économie politique, dans les conférences monétaires, quand on discute lettre de change, effets de commerce, chèques, virements, moyens d'économiser la monnaie, monométallisme et bimétallisme, etc., s'est-on posé une seule fois ces simples questions : Quel sera le sort du peuple ? Qu'adviendra-t-il du grand public si telle ou telle solution est admise ?

Cet oubli des grandes masses, cette indifférence à l'égard du grand public, est la conséquence logique d'une survivance des idées païennes, ravivées au XVIII^e siècle, concernant l'ouvrier. « Dans cette idée officielle qu'a de l'ouvrier le XVIII^e siècle finissant, comment ne pas remarquer qu'il entre on ne sait quoi du sentiment méfiant de ce personnage de comédie qui voudra bien, lui aussi, encourager les arts, mais non les artistes : le XVIII^e siècle, même encyclopédiste et économiste, fait de même ; il veut bien protéger le travail, mais se sent pour le travailleur tout autre chose que de la tendresse. En fait, dans le travail, depuis qu'on s'est décidé à le libérer et à l'honorer, ce qu'on libère, c'est l'entreprise, et ce qu'on honore, c'est le produit : mais le travail et le travailleur, l'œuvre manuelle et le manœuvre, gardent toujours, — sauf ce que l'expression a d'excessif, — comme une tare de servilité (1). »

Il faut que la grande masse de la nation s'occupe de ces questions qui s'agitent autour d'elle ; sinon, elles seront résolues, non seulement sans lui, mais parfois contre lui, ou, tout au moins, sans tenir compte de ses intérêts légitimes. Telle est la conviction de ceux qui veulent sérieusement, pratiquement, le relèvement intégral de toutes les classes. Mais pour être en état de devenir le maître de ses destinées, il faut de toute nécessité que le peuple soit ins-

(1) Ch. Benoist, *L'organisation du travail*, t. I, p. 48, 1905.

truit de ces mêmes questions, il faut qu'il connaisse ce que comporte ce relèvement, qu'il sache ce qu'exige la justice pour tous.

Parmi ces questions, il nous a paru que celle relative à la monnaie devait attirer spécialement l'attention de toutes les classes de la société. Malheureusement, on a entouré cette question de tant de mystères, certains économistes ont si bien réussi à en défigurer la vraie notion que la « science monétaire » semble réservée à un petit nombre d'initiés. D'autre part, les transformations opérées dans le régime monétaire n'ont pas cette immédiate, nette et décisive visibilité qui permet de remonter instantanément des effets à la cause : on ne se doute pas des rapports qui existent entre ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas.

Quand on proclama la liberté du travail le peuple applaudit ; il croyait à une victoire remportée sur l'oppression : comme s'il *pouvait y avoir liberté là où il y a nécessité !

« Chacun peut penser comme il lui plaît, mais nul ne peut manger et boire comme il le désire. Loin de là : depuis la vie organique qui nous impose la faim et la soif, jusqu'au sol et le climat du territoire que nous habitons, tout fait du travail et de ses différentes formes de nécessités. C'est plus qu'un sophisme, *c'est une insanité de*

parler de la liberté du travail, quand c'est la plus implacable nécessité de l'humanité.

Que l'homme dans ses chimères se figure qu'il est libre de travailler ou de ne pas le faire; toujours faut-il travailler ou profiter du travail d'autrui pour vivre. Faire du travail une marchandise qu'on échange à son gré, alors que, sous peine de mort, il faut se soumettre, c'est réduire l'homme qui offre son travail, à un état pire que l'esclavage; portant le raffinement à l'extrême, ce n'est plus de sa personne, mais de ses privations et de ses souffrances qu'on trafique. Il n'est pas de témoignage plus sombre de notre effondrement intellectuel que d'en être arrivé à devoir prouver que *le travail est une nécessité et non pas une liberté.*

Comment se fait-il que le travail alors qu'il a traversé tant de révolutions successives, telles que l'établissement du patronage aux ix^e et x^e siècles, l'affranchissement des communes aux xi^e et xii^e, l'arrivée des métiers à la direction des villes aux xiii^e et xiv^e, la création des manufactures et l'expansion coloniale aux xv^e et xvi^e, la séparation de la production industrielle de la production agricole au xvii^e, comment se fait-il, dis-je, qu'on en soit arrivé à détruire au xviii^e les coutumes, les statuts, les règlements qui en avaient fait la force, et qu'on ait fini, au nôtre, en proclamant une liberté impossible, celle du travail, par faire surgir du sein de progrès incessants un état de fermentation constante, de mécontentement général? » (Funck-Brentano, *La Politique*, p. 283, 289).

Quelle attitude doit-on observer dans cette question monétaire ? — Réclamer énergiquement que l'on rende à l'argent le rôle qu'il n'aurait jamais dû perdre. Au nombre des plus légitimes et des plus urgentes revendications ouvrières, le peuple doit compter l'établissement du bimétallisme international ou le monométallisme-argent. Une nation seule ne peut agir efficacement ; elle serait la dupe des autres ; il faut une entente internationale. Que les travailleurs, dans tous les pays, s'efforcent d'obtenir des gouvernements l'examen et la solution, au point de vue de la justice sociale, de cet important problème monétaire.

Nous avouons que nos préférences vont au bimétallisme, parce qu'il a subi, victorieusement, la plus concluante des épreuves.

Nous savons avec quelle dédaigneuse hauteur les vainqueurs du jour, les monométallistes-or, repousseront cette solution. Nous connaissons le mépris qu'ils témoignent à leurs adversaires, les railleries — à défaut d'arguments — dont ils accablent ceux qui veulent plus de justice dans les relations sociales.

Quant aux injures, aux railleries d'un certain nombre d'économistes tenant de l'économie politique dite orthodoxe, un peu plus de modestie, un peu moins d'allures autoritaires, moins de décisions tranchantes vaudraient mieux de leur part. Pour notre part, nous ne voudrions

pour rien au monde nous trouver dans le camp de celui qui a osé écrire : « Beaucoup de *cervelles légères* pressent le gouvernement de venir au secours des ouvriers qui souffrent ! »

Le monométallisme-or est le maître du monde ! On dit : ce débat est clos définitivement ; il n'y a plus à y revenir ! — On y reviendra !

Vu le président
PILLET.

Vu, le doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Origine de la monnaie.	1
CHAPITRE II. — Motifs qui ont fait adopter l'or et l'argent pour la confection des monnaies.	8
CHAPITRE III. — Comment une nation, privée de mines d'or et d'argent, se procure-t-elle du numé- raire ? Par l'échange	15
CHAPITRE IV. — Système monétaire : l'or, l'argent, le nickel, le cuivre : — le papier	17
Les subdivisions monétaires des métaux précieux sont li- mitées. — Le billon. — Pourquoi la fabrication du billon est réservée à l'Etat. — Le billet de banque est une promesse de payer. — Avantages du billet de banque : il fait circuler la monnaie sans déplacer celle- ci ; il permet de compter aisément de grandes sommes. — La monnaie a une valeur réelle. — Le billet de banque est un signe. — Le billet de banque doit pou- voir être converti immédiatement en espèces mé- talliques. — Pourquoi l'encaisse des banques d'émis- sion peut ne pas correspondre à la somme des billets en circulation. — Danger de cette situation. — Cours forcé, cours légal.	17

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Origine et but de la convention monétaire de 1865. — La déchéance de l'argent.	23
CHAPITRE II. — Monométallisme et bimétallisme. . . .	29
Ce qu'on entend par ces mots. — Objections faites au bimétallisme : a) La monnaie est la mesure de la valeur. Employer, pour constituer cette mesure, deux métaux qui ne varient pas dans le même rapport, c'est créer deux mesures différentes. — b) Le rapport fixé par la loi est sujet à variation à cause de la différence de production et de consommation des deux métaux. — c) La fixité sera plus facilement obtenue par l'emploi d'un seul métal précieux. — L'abondance de la monnaie, résultant de l'emploi simultané de l'or et de l'argent, est chose inutile : les prix varient à proportion de l'abondance ou de la rareté de la monnaie. e) La monnaie tend à être remplacée par le crédit. — f) Plus de monnaie y aura-t-il, plus les prix seront élevés. — g) Quatre pièces de cinq francs en argent valent une pièce d'or de vingt francs : on ne voit pas la différence entre ces deux sommes	29
CHAPITRE III. — Dangers et injustice résultant de la situation actuelle	85
Un danger social. — Paiement en monnaie dépréciée. — Monnaies dépréciées en rapport avec l'or. — Conséquences. — Le travailleur est frappé par les jeux de la spéculation. — Profits extraordinaires réalisés par les financiers grâce à la différence de change avec les pays à étalon d'argent. — Exportations entravées, importations favorisées. — Insuffisance des droits de douane. — Un pays ne se compose pas exclusivement de rentiers et de capitalistes. — Pour consommer il faut pro-	

duire. — Retirer à l'argent le pouvoir libérateur, c'est accroître le pouvoir de l'or. — Usure. — Les ouvriers, dans le monométallisme-or, doivent donner plus de travail qu'auparavant. — La dépréciation *naturelle* des métaux précieux est un bien. — Pourquoi favorise-t-on les créanciers au détriment des débiteurs ? — Le remède n'a-t-il pas dépassé le but ?

TROISIÈME PARTIE

Solutions.

CHAPITRE I. — Bimétallisme international 117

Quelques erreurs économiques. — Le progrès monétaire ramène le troc. — Importance plus grande de la monnaie comme mesure des valeurs. — Est-ce un bien ? — Une équation économique incomplète. — Usages nombreux et importants de la monnaie. — Le travail acheteur de monnaie rare. — Etablissement du bimétallisme par les grandes nations commerciales et industrielles. — Si cet accord international se rompait ? — L'intérêt bien entendu, non l'égoïsme, exige le bimétallisme. — Fausse distribution des richesses. — Pétition des travailleurs anglais. — Traité monétaire international. — La paix, basée sur la justice. — Opinion de M. Lidderdale, gouverneur de la Banque d'Angleterre. — Si l'Angleterre refusait d'entrer dans cette entente internationale ? — L'attitude de l'Angleterre. — Les bénéfices des marchands de métaux. — Qui vaincra ? 117

CHAPITRE II. — Monométallisme-argent 158

En supposant admis le principe sur lequel on fonde le monométallisme, quel métal précieux aurait-on dû choisir ? — Singulières objections. — Pourquoi un « vrai ami » du peuple préconise la spéculation et la guerre.

— Les raisons qui nous font rejeter l'or comme étalon universel. — Ce que devient l'argent dans ce système. — Lycurgue. — Que devient l'or dans le monométallisme-argent. — Quand y a-t-il surproduction ? — Hausse des prix ou <i>statu quo</i> ? — Le monométallisme-or fait hausser le prix du blé, et il n'y a pas assez d'argent pour le payer. — Ce qui importe au travailleur. — L'ouvrier, s'il est consommateur, est surtout producteur. — L'intérêt évident du travailleur. — Ce qu'on a reproché aux délégués américains. — La réponse de l'Amérique. — Les deux grands partis américains au point de vue monétaire. — Résumé de la politique monétaire de l'Amérique. — Les hauts salaires et la prétendu cherté de la vie à New-York. — La misère dans l'Angleterre monométalliste-or. — L'argent dans les colonies anglaises. — Les principes et la barbarie. — La misère dans l'Allemagne monométalliste-or. — Monométallisme-or et le protectionnisme. — Comment on fait fléchir les principes. — Libre-échange et protection. — Le <i>dumping</i> . — Guerres de tarifs. — On abandonnerait le libre-échange plutôt que de revenir au bimétallisme ! — Les perturbations financières et les autres.	158
CHAPITRE III. — Conclusions.	198
La science monétaire ne s'occupe pas de l'ouvrier. — D'où provient l'indifférence à l'égard du travailleur ? — Pourquoi doit-il s'intéresser à la question monétaire ? — Ce qu'il doit réclamer. — Objection : Vous défendez une cause perdue. — Beaucoup de questions qui semblaient définitivement résolues, ont été remises en discussion, et les solutions intervenues ont été la consécration de la victoire décisive de l'économie sociale sur l'économie politique orthodoxe	198

